

Canada Gazette



Gazette du Canada

Part III

Partie III

OTTAWA, MONDAY, MAY 15, 2000

OTTAWA, LE LUNDI 15 MAI 2000

Statutes of Canada, 2000

Lois du Canada (2000)

Chapters 1 to 7

Chapitres 1 à 7

Acts assented to from 17 December, 1999
to 13 April, 2000

Lois sanctionnées du 17 décembre 1999
au 13 avril 2000

NOTICE TO READERS

The *Canada Gazette* Part III is published under authority of the *Statutory Instruments Act*. The purpose of Part III is to publish public Acts as soon as is reasonably practicable after they have received Royal Assent in order to expedite their distribution.

Part III of the *Canada Gazette* contains the public Acts of Canada and certain other ancillary publications, including a list of Proclamations of Canada and Orders in Council relating to the coming into force of Acts, from the date of the previous number to the date shown above.

Each statute published in this number may be obtained by mail as a separate reprint from Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada, at a rate to be quoted.

The *Canada Gazette* Part III is available in most libraries for consultation.

For residents of Canada, the cost of an annual subscription to the *Canada Gazette* Part III is \$28.50 and single issues, \$4.50. For residents of other countries, the cost of a subscription is US\$28.50 and single issues, US\$4.50. Orders should be addressed to: Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

AVIS AU LECTEUR

La Partie III de la *Gazette du Canada*, dont la publication est régie par la *Loi sur les textes réglementaires*, a pour objet d'assurer, dans les meilleurs délais suivant la sanction royale, la diffusion des lois d'intérêt public.

Elle présente en outre certains textes complémentaires, comme la liste des décrets d'entrée en vigueur et des proclamations du Canada ultérieurs au numéro précédent.

Les Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada met également en vente des tirés à part des lois publiées dans ce numéro, au prix fixé selon le cas.

Par ailleurs, on peut consulter la Partie III de la *Gazette du Canada* dans la plupart des bibliothèques.

Au Canada, le prix de l'abonnement annuel est fixé à 28,50 \$, et celui du numéro à 4,50 \$ et, dans les autres pays, à 28,50 \$US et 4,50 \$US respectivement. Prière d'adresser les commandes à : Les Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

TABLE OF CONTENTS

1. Acts of the Parliament of Canada, from 17 December, 1999 to 13 April, 2000

<i>Chap.</i>	<i>Title</i>	<i>Bill No.</i>
1	An Act to amend the Criminal Records Act and to amend another Act in consequence	C-7
2	An Act to amend the Criminal Code (flight)	C-202
3	Appropriation Act No. 4, 1999-2000	C-29
4	Appropriation Act No. 1, 2000-2001	C-30
5	Personal Information Protection and Electronic Documents Act.....	C-6
6	Canadian Institutes of Health Research Act	C-13
7	Nisga'a Final Agreement Act.....	C-9

2. Proclamations of Canada and Orders in Council relating to the coming into force of Acts — 23 December, 1999 to 26 April, 2000

TABLE DES MATIÈRES

1. Lois du Parlement du Canada : 17 décembre 1999 — 13 avril 2000

<i>Chap.</i>	<i>Titre</i>	<i>Projet de loi n°</i>
1	Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire et une autre loi en conséquence	C-7
2	Loi modifiant le Code criminel (fuite)	C-202
3	Loi de crédits n° 4 pour 1999-2000	C-29
4	Loi de crédits n° 1 pour 2000-2001	C-30
5	Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques.....	C-6
6	Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada	C-13
7	Loi sur l'Accord définitif nisga'a.....	C-9

2. Décrets d'entrée en vigueur des lois et proclamations du Canada : 23 décembre 1999 — 26 avril 2000

CHAPTER 1

AN ACT TO AMEND THE CRIMINAL RECORDS ACT AND TO AMEND ANOTHER ACT IN CONSEQUENCE

SUMMARY

This enactment amends the provisions of the *Criminal Records Act* with respect to pardons and makes minor and technical amendments to that Act.

The enactment provides for the automatic revocation of a pardon upon a subsequent conviction for an indictable offence or an offence punishable either on indictment or on summary conviction, subject to certain exclusions. It provides that, when the National Parole Board is considering the denial or revocation of a pardon, the affected person will generally make any representations to the Board in writing. It also imposes a one-year waiting period to re-apply for a pardon following a denial.

A new provision enables notations to be made in the automated criminal conviction records retrieval system maintained by the Royal Canadian Mounted Police in respect of the records relating to certain offences listed in the regulations of pardoned persons in order to allow the disclosure of those records when individuals are screened for positions of trust with children or other vulnerable groups.

CHAPITRE 1

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE ET UNE AUTRE LOI EN CONSÉQUENCE

SOMMAIRE

Le texte modifie la procédure de réhabilitation prévue à la *Loi sur le casier judiciaire*. Il apporte également des modifications mineures à cette loi, notamment de forme.

Le texte prévoit la révocation automatique de la réhabilitation dans le cas où le réhabilité est condamné pour un acte criminel ou pour une infraction punissable sur déclaration de culpabilité soit par mise en accusation, soit par procédure sommaire, sous réserve de certaines exceptions. Il prévoit aussi que, dans le cas où la Commission des libérations conditionnelles envisage de refuser ou de révoquer la réhabilitation, l'intéressé ne peut normalement lui présenter que des observations écrites et que la personne dont la demande de réhabilitation est refusée ne peut en présenter une nouvelle avant l'expiration d'un délai d'un an.

Enfin, le texte ajoute des dispositions concernant le repérage, dans le fichier automatisé des relevés de condamnations criminelles géré par la Gendarmerie royale du Canada, des dossiers des personnes qui ont obtenu une réhabilitation à l'égard d'une infraction prévue aux règlements afin de permettre leur communication dans le cadre de l'examen des candidatures à un emploi qui mettrait ces personnes en situation de confiance ou d'autorité par rapport à des enfants ou à des personnes vulnérables.

48-49 ELIZABETH II

48-49 ELIZABETH II

CHAPTER 1

CHAPITRE 1

An Act to amend the Criminal Records Act
and to amend another Act in consequence

Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire et
une autre loi en conséquence

[Assented to 30th March, 2000]

[Sanctionnée le 30 mars 2000]

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-47;
R.S., c. 1 (4th
Supp.); 1992,
c. 22; 1995,
cc. 22, 39, 42;
1997, c. 17;
1998, c. 37

CRIMINAL RECORDS ACT

LOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE

L.R., ch.
C-47; L.R.,
ch. 1 (4^e
suppl.); 1992,
ch. 22; 1995,
ch. 22, 39,
42; 1997, ch.
17; 1998, ch.
37

1992, c. 22,
s. 4(1)

**1. The portion of section 4 of the French
version of the *Criminal Records Act* before
paragraph (a) is replaced by the following:**

**1. Le passage de l'article 4 de la version
française de la *Loi sur le casier judiciaire*
précédant l'alinéa a) est remplacé par ce
qui suit :**

Admissibilité
à la
réhabilitation

4. La période consécutive à l'expiration
légale de la peine, notamment une peine
d'emprisonnement, une période de probation
ou le paiement d'une amende, pendant la-
quelle la demande de réhabilitation ne peut
être examinée est de :

4. La période consécutive à l'expiration
légale de la peine, notamment une peine
d'emprisonnement, une période de probation
ou le paiement d'une amende, pendant laquel-
le la demande de réhabilitation ne peut être
examinée est de :

1992, ch. 22,
par. 4(1)

Admissibilité
à la
réhabilitation

1992, c. 22,
s. 4(1)

**2. Subsections 4.2(2) and (3) of the Act are
replaced by the following:**

**2. Les paragraphes 4.2(2) et (3) de la
même loi sont remplacés par ce qui suit :**

Opportunity
to make
representa-
tions

(2) If the Board proposes to refuse to grant
a pardon, it shall notify the applicant of its
proposal in writing and advise the applicant
that he or she is entitled to make, or have made
on his or her behalf, any representations to the
Board that he or she believes relevant either in
writing or, if the Board so authorizes, orally at
a hearing held for that purpose.

(2) Si elle se propose de refuser la réhabili-
tation, elle en avise par écrit le demandeur et
lui fait part de son droit de présenter ou de faire
présenter pour son compte les observations
qu'il estime utiles soit par écrit soit, dans le cas
où elle l'y autorise, oralement dans le cadre
d'une audience tenue à cette fin.

1992, ch. 22,
par. 4(1)

Droit de
présenter des
observations

Board to
consider
representa-
tions

(3) The Board shall, before making its
decision, consider any representations made
to it within a reasonable time after the
notification is given to the applicant pursuant
to subsection (2).

(3) Avant de rendre sa décision, elle exami-
ne les observations qui lui sont présentées
dans un délai raisonnable suivant l'avis.

Examen des
observations

Waiting period

(4) An applicant whose application is refused may not apply for a pardon until the expiration of one year after the date of the refusal.

(4) Aucune autre demande ne peut être présentée avant l'expiration d'un an à compter de la date du refus de la réhabilitation.

Délai en cas de refus

3. The heading before section 5 of the Act is replaced by the following:

3. L'intertitre précédant l'article 5 est remplacé par ce qui suit :

EFFECT OF PARDON

EFFET DE LA RÉHABILITATION

1995, c. 39, par. 191(b)

4. Paragraph 5(b) of the Act is replaced by the following:

4. L'alinéa 5b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 39, al. 191b)

(b) unless the pardon is subsequently revoked or ceases to have effect, requires the judicial record of the conviction to be kept separate and apart from other criminal records and removes any disqualification to which the person so convicted is, by reason of the conviction, subject by virtue of the provisions of any Act of Parliament, other than section 109, 110, 161 or 259 of the *Criminal Code* or subsection 147.1(1) of the *National Defence Act*, or of a regulation made under an Act of Parliament.

b) d'autre part, sauf cas de révocation ultérieure ou de nullité, elle entraîne le classement du dossier ou du relevé de la condamnation à part des autres dossiers judiciaires et fait cesser toute incapacité — autre que celles imposées au titre des articles 109, 110, 161 et 259 du *Code criminel* ou du paragraphe 147.1(1) de la *Loi sur la défense nationale* — que la condamnation pouvait entraîner aux termes d'une loi fédérale ou de ses règlements.

5. Subsections 6(1) and (2) of the English version of the Act are replaced by the following:

5. Les paragraphes 6(1) et (2) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Order respecting custody of records

6. (1) The Minister may, by order in writing addressed to any person having the custody or control of any judicial record of a conviction in respect of which a pardon has been granted or issued, require that person to deliver that record into the custody of the Commissioner.

6. (1) The Minister may, by order in writing addressed to any person having the custody or control of any judicial record of a conviction in respect of which a pardon has been granted or issued, require that person to deliver that record into the custody of the Commissioner.

Order respecting custody of records

Records to be kept separate and not to be disclosed

(2) Any record of a conviction in respect of which a pardon has been granted or issued that is in the custody of the Commissioner or of any department or agency of the Government of Canada shall be kept separate and apart from other criminal records, and no such record shall be disclosed to any person, nor shall the existence of the record or the fact of the conviction be disclosed to any person, without the prior approval of the Minister.

(2) Any record of a conviction in respect of which a pardon has been granted or issued that is in the custody of the Commissioner or of any department or agency of the Government of Canada shall be kept separate and apart from other criminal records, and no such record shall be disclosed to any person, nor shall the existence of the record or the fact of the conviction be disclosed to any person, without the prior approval of the Minister.

Records to be kept separate and not to be disclosed

6. The Act is amended by adding the following after section 6.2:

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 6.2, de ce qui suit :

Definitions

6.3 (1) The definitions in this subsection apply in this section.

6.3 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

“children”
« enfant »

“children” means persons who are less than 18 years of age.

« enfant » Personne âgée de moins de dix-huit ans.

« enfant »
“children”

“vulnerable persons”
« *personne vulnérable* »

“vulnerable persons” means persons who, because of their age, a disability or other circumstances, whether temporary or permanent,

(a) are in a position of dependence on others; or

(b) are otherwise at a greater risk than the general population of being harmed by persons in a position of authority or trust relative to them.

Notation of records

(2) The Commissioner shall make, in the automated criminal conviction records retrieval system maintained by the Royal Canadian Mounted Police, a notation enabling a member of a police force or other authorized body to determine whether there is a record of an individual’s conviction for a sexual offence listed in the schedule in respect of which a pardon has been granted or issued.

Verification

(3) At the request of any person or organization responsible for the well-being of one or more children or vulnerable persons and to whom or to which an application is made for a paid or volunteer position, a member of a police force or other authorized body shall verify whether the applicant is the subject of a notation made in accordance with subsection (2) if

(a) the position is one of authority or trust relative to those children or vulnerable persons; and

(b) the applicant has consented in writing to the verification.

Unauthorized use

(4) Except as authorized by subsection (3), no person shall verify whether a person is the subject of a notation made in accordance with subsection (2).

Request to forward record to Minister

(5) A police force or other authorized body that identifies an applicant for a position referred to in paragraph (3)(a) as being a person who is the subject of a notation made in accordance with subsection (2) shall request the Commissioner to provide the Minister with any record of a conviction of that applicant, and the Commissioner shall transmit any such record to the Minister.

« *personne vulnérable* » Personne qui, en raison de son âge, d’une déficience ou d’autres circonstances temporaires ou permanentes :

a) soit est en position de dépendance par rapport à d’autres personnes;

b) soit court un risque d’abus ou d’agression plus élevé que la population en général de la part d’une personne en position d’autorité ou de confiance par rapport à elle.

« *personne vulnérable* »
“*vulnerable persons*”

Indication sur certains dossiers

(2) Le commissaire doit inclure dans le fichier automatisé des relevés de condamnations criminelles géré par la Gendarmerie royale du Canada une indication permettant à un corps policier ou autre organisme autorisé de constater qu’il existe, relativement à une personne, un dossier ou relevé d’une condamnation pour une infraction sexuelle mentionnée à l’annexe à l’égard de laquelle il lui a été octroyé ou délivré une réhabilitation.

Vérification

(3) Un corps policier ou autre organisme autorisé doit, à la demande d’un particulier ou d’une organisation responsables du bien-être d’un ou de plusieurs enfants ou d’une ou de plusieurs personnes vulnérables, vérifier si la personne qui postule un emploi — rémunéré ou à titre bénévole — auprès de ce particulier ou de cette organisation fait l’objet de l’indication mentionnée au paragraphe (2) lorsque :

a) d’une part, l’emploi placerait le postulant en situation d’autorité ou de confiance par rapport à ces enfants ou ces personnes vulnérables;

b) d’autre part, celui-ci a consenti par écrit à la vérification.

Interdiction

(4) Nul ne peut vérifier si une personne fait l’objet d’une indication mentionnée au paragraphe (2) à une fin autre que celle prévue au paragraphe (3).

Remise du dossier au ministre

(5) Dans le cas où la vérification permet d’établir que le postulant fait l’objet d’une indication mentionnée au paragraphe (2), le corps policier ou l’autre organisme autorisé qui y a procédé doit demander au commissaire de remettre au ministre tout dossier ou relevé d’une condamnation à l’égard du postulant. Le commissaire doit donner suite à la demande.

Disclosure by Minister	(6) The Minister may disclose to the police force or other authorized body all or part of the information contained in a record transmitted by the Commissioner pursuant to subsection (5).	(6) Le ministre peut communiquer au corps policier ou à l'autre organisme autorisé tout ou partie des renseignements contenus dans le dossier ou relevé que lui a remis le commissaire au titre du paragraphe (5).	Communication du dossier
Disclosure to person or organization	(7) A police force or other authorized body shall disclose the information referred to in subsection (6) to the person or organization that requested a verification if the applicant for a position has consented in writing to the disclosure.	(7) Le corps policier ou l'autre organisme autorisé doit communiquer les renseignements mentionnés au paragraphe (6) au particulier ou à l'organisation qui a présenté la demande de vérification si le postulant auquel ils ont trait y a consenti par écrit.	Communication des renseignements au particulier ou à l'organisation
Use of information	(8) A person or organization that acquires information under this section in relation to an application for a position shall not use it or communicate it except in relation to the assessment of the application.	(8) Le particulier ou l'organisation qui reçoit des renseignements au titre du présent article ne peut les utiliser ou les communiquer que dans le cadre de l'examen de la demande d'emploi.	Utilisation des renseignements
Amendment of schedule	(9) The Governor in Council may, by order, amend the schedule by adding or deleting a reference to a sexual offence.	(9) Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe pour y ajouter ou en retrancher une infraction sexuelle.	Modification de l'annexe
Operation of section 6.3	6.4 Section 6.3 applies in respect of a record of a conviction for any offence in respect of which a pardon has been granted or issued regardless of the date of the conviction or the date of the pardon.	6.4 L'article 6.3 s'applique au dossier ou relevé d'une condamnation pour toute infraction à l'égard de laquelle il a été octroyé ou délivré une réhabilitation, indépendamment de la date de la condamnation ou de la réhabilitation.	Application de l'article 6.3
1992, c. 22, s. 7	7. Sections 7.1 and 7.2 of the Act are replaced by the following:	7. Les articles 7.1 et 7.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	1992, ch. 22, art. 7
Opportunity to make representations	7.1 (1) If the Board proposes to revoke a pardon, it shall notify the person to whom the pardon was granted or issued of its proposal in writing and advise that person that he or she is entitled to make, or have made on his or her behalf, any representations to the Board that he or she believes relevant either in writing or, if the Board so authorizes, orally at a hearing held for that purpose.	7.1 (1) Si elle se propose de révoquer la réhabilitation, la Commission en avise par écrit le réhabilité et lui fait part de son droit de présenter ou de faire présenter pour son compte les observations qu'il estime utiles soit par écrit soit, dans le cas où elle l'y autorise, oralement dans le cadre d'une audience tenue à cette fin.	Droit de présenter des observations
Board to consider representations	(2) The Board shall, before making its decision, consider any representations made to it within a reasonable time after the notification is given to a person pursuant to subsection (1).	(2) Avant de rendre sa décision, la Commission examine les observations qui lui sont présentées dans un délai raisonnable suivant l'avis.	Examen des observations — décision
Cessation of effect of pardon	7.2 A pardon granted or issued to a person ceases to have effect if (a) the person is subsequently convicted of (i) an indictable offence under an Act of Parliament or a regulation made under an Act of Parliament,	7.2 Les faits suivants entraînent la nullité de la réhabilitation : a) le réhabilité est condamné : (i) soit pour une infraction à une loi fédérale ou à ses règlements punissable sur déclaration de culpabilité par mise en accusation,	Réhabilitation sans effet

(ii) an offence under the *Criminal Code*, except subsection 255(1), or under the *Controlled Drugs and Substances Act*, the *Firearms Act*, Part III or IV of the *Food and Drugs Act* or the *Narcotic Control Act*, chapter N-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, that is punishable either on conviction on indictment or on summary conviction, or

(iii) a service offence referred to in subparagraph 4(a)(ii); or

(b) the Board is convinced by new information that the person was not eligible for a pardon at the time it was granted or issued.

(ii) soit pour une infraction — punissable sur déclaration de culpabilité par mise en accusation ou par procédure sommaire — au *Code criminel*, à l'exception de l'infraction prévue au paragraphe 255(1) de cette loi, à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, à la *Loi sur les armes à feu*, aux parties III ou IV de la *Loi sur les aliments et drogues* ou à la *Loi sur les stupéfiants*, chapitre N-1 des Lois révisées du Canada (1985),

(iii) une infraction d'ordre militaire visée à l'alinéa 4a);

b) la Commission est convaincue, à la lumière de renseignements nouveaux, que le réhabilité n'était pas admissible à la réhabilitation à la date à laquelle elle lui a été octroyée ou délivrée.

1992, c. 22,
s. 9

8. Section 9.1 of the Act is replaced by the following:

9.1 The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the making of notations in respect of records of conviction, and the verification of such records, for the purposes of section 6.3;

(b) prescribing the factors that the Minister must have regard to in considering whether to authorize a disclosure under this Act of a record of a conviction;

(c) respecting the consent given by applicants to the verification of records and the disclosure of information contained in them, including the information to be given to applicants prior to obtaining their consent and the manner in which consent is to be given, for the purposes of subsections 6.3(3) and (7); and

(d) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

8.1 The Act is amended by adding, after section 10, the schedule set out in the schedule to this Act.

Regulations

8. L'article 9.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

9.1 Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) régir l'inclusion des indications à l'égard des dossiers et relevés de condamnation et la vérification de ces dossiers ou relevés pour l'application de l'article 6.3;

b) prévoir les critères dont le ministre doit tenir compte pour décider s'il y a lieu d'autoriser la communication en vertu de la présente loi du dossier ou du relevé d'une condamnation;

c) régir, pour l'application des paragraphes 6.3(3) et (7), le consentement du postulant à la vérification des dossiers et relevés ou à la communication des renseignements qu'ils contiennent, notamment l'information à fournir au postulant préalablement au consentement et la façon dont celui-ci doit être donné;

d) prendre toute autre mesure nécessaire à l'application de la présente loi.

8.1 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 10, de l'annexe figurant à l'annexe de la présente loi.

1992, ch. 22,
art. 9

Règlements

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

MODIFICATION CORRÉLATIVE

R.S., c. C-46

*Criminal Code**Code criminel*L.R., ch.
C-461995, c. 22,
s. 6**9. Subsection 750(4) of the *Criminal Code* is replaced by the following:****9. Le paragraphe 750(4) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :**1995, ch. 22,
art. 6Application
for restoration
of privileges

(4) A person to whom subsection (3) applies may, at any time before a pardon is granted or issued to the person under section 4.1 of the *Criminal Records Act*, apply to the Governor in Council for the restoration of one or more of the capacities lost by the person by virtue of that subsection.

(4) La personne visée au paragraphe (3) peut, avant que lui soit octroyée ou délivrée la réhabilitation prévue à l'article 4.1 de la *Loi sur le casier judiciaire*, demander au gouverneur en conseil d'être rétablie dans les droits dont elle est privée en application de ce paragraphe.

Demande de
rétablis-
sement des
droits

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force**10. This Act or any of its provisions comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.****10. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**Entrée en
vigueurSCHEDULE
(*Section 8.1*)ANNEXE
(*article 8.1*)

SCHEDULE

ANNEXE

(Subsections 6.3(2) and (9))

(paragaphes 6.3(2) et (9))

1. Offences under the following provisions of the *Criminal Code*:**1. Les infractions aux dispositions suivantes du *Code criminel* :**

- (a) subsection 7(4.1) (sexual offence against a child by an act or omission outside Canada);
- (b) section 151 (sexual interference with a person under 14);
- (c) section 152 (invitation to a person under 14 to sexual touching);
- (d) section 153 (sexual exploitation of a person 14 or more but under 18);
- (e) section 153.1 (sexual exploitation of a person with a disability);
- (f) section 155 (incest);
- (g) section 159 (anal intercourse);
- (h) subsection 160(3) (bestiality in the presence of a person under 14 or inciting a person under 14 to commit bestiality);
- (i) paragraph 163(1)(a) (obscene materials);
- (j) paragraph 163(2)(a) (obscene materials);
- (k) section 163.1 (child pornography);
- (l) section 168 (mailing obscene matter);

- a) le paragraphe 7(4.1) (infractions d'ordre sexuel impliquant les enfants à l'étranger, par action ou omission);
- b) l'article 151 (contacts sexuels — enfant de moins de 14 ans);
- c) l'article 152 (incitation à des contacts sexuels — enfant de moins de 14 ans);
- d) l'article 153 (personne en situation d'autorité par rapport à une personne âgée d'au moins 14 ans, mais de moins de 18 ans);
- e) l'article 153.1 (personne en situation d'autorité par rapport à une personne ayant une déficience);
- f) l'article 155 (inceste);
- g) l'article 159 (relations sexuelles anales);
- h) le paragraphe 160(3) (bestialité en présence d'un enfant âgé de moins de 14 ans, ou incitation d'un enfant de moins de 14 ans à commettre la bestialité);
- i) l'alinéa 163(1)a) (corruption de moeurs);
- j) l'alinéa 163(2)a) (corruption de moeurs);

- (m) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity);
- (n) section 171 (householder permitting sexual activity);
- (o) section 172 (corrupting children);
- (p) section 173 (indecent acts);
- (q) subsection 212(2) (living on avails of prostitution of a person under 18);
- (r) subsection 212(2.1) (living on avails of prostitution of a person under 18);
- (s) subsection 212(4) (obtain, or attempt to obtain, sexual services of a person under 18);
- (t) section 271 (sexual assault);
- (u) subsection 272(1) and paragraph 272(2)(a) (sexual assault with firearm);
- (v) subsection 272(1) and paragraph 272(2)(b) (sexual assault other than with firearm);
- (w) section 273 (aggravated sexual assault);
- (x) paragraph 273.3(1)(a) (removal of child under 14 from Canada for purposes of listed offences);
- (y) paragraph 273.3(1)(b) (removal of child 14 or more but under 18 from Canada for purpose of listed offence);
- (z) paragraph 273.3(1)(c) (removal of child under 18 from Canada for purposes of listed offences);
- (z.1) section 280 (abduction of a person under 16);
- (z.2) section 281 (abduction of a person under 14);
- (z.3) paragraph 348(1)(a) with respect to breaking and entering a place with intent to commit in that place an indictable offence listed in this schedule;
- (z.4) paragraph 348(1)(b) with respect to breaking and entering a place and committing in that place an indictable offence listed in this schedule;
- (z.5) subsection 372(2) (indecent phone calls); and
- k) l'article 163.1 (pornographie juvénile);
- l) l'article 168 (mise à la poste de choses obscènes);
- m) l'article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur);
- n) l'article 171 (maître de maison qui permet des actes sexuels interdits);
- o) l'article 172 (corruption d'enfants);
- p) l'article 173 (actions indécentes);
- q) le paragraphe 212(2) (vivre des produits de la prostitution d'une personne âgée de moins de 18 ans);
- r) le paragraphe 212(2.1) (vivre des produits de la prostitution d'une personne âgée de moins de 18 ans);
- s) le paragraphe 212(4) (obtention ou tentative d'obtention des services sexuels d'une personne âgée de moins de 18 ans);
- t) l'article 271 (agression sexuelle);
- u) le paragraphe 272(1) et l'alinéa 272(2)a) (agression sexuelle avec une arme à feu);
- v) le paragraphe 272(1) et l'alinéa 272(2)b) (agression sexuelle sans arme à feu);
- w) l'article 273 (agression sexuelle grave);
- x) l'alinéa 273.3(1)a) (passage à l'étranger d'un enfant âgé de moins de 14 ans en vue de permettre la commission d'une infraction mentionnée à cet alinéa);
- y) l'alinéa 273.3(1)b) (passage à l'étranger d'un enfant âgé de 14 ans ou plus mais de moins de 18 ans en vue de permettre la commission d'une infraction mentionnée à cet alinéa);
- z) l'alinéa 273.3(1)c) (passage à l'étranger d'un enfant âgé de moins de 18 ans en vue de permettre la commission d'une infraction mentionnée à cet alinéa);
- z.1) l'article 280 (enlèvement d'une personne âgée de moins de 16 ans);
- z.2) l'article 281 (enlèvement d'une personne âgée de moins de 14 ans);
- z.3) l'alinéa 348(1)a) en ce qui a trait à l'introduction par effraction dans un endroit avec intention d'y commettre un acte criminel mentionné à la présente annexe;

(z.6) section 463 with respect to an attempt to commit an offence listed in this section or with respect to being an accessory after the fact to the commission of an offence listed in this schedule.

2. Offences under the following provisions of the *Criminal Code*, R.S.C. 1970, c. C-34, as that Act read before January 1988:

- (a) subsection 146(1) (sexual intercourse with a female under 14);
- (b) subsection 146(2) (sexual intercourse with a female 14 or more but under 16);
- (c) section 151 (seduction of a female 16 or more but under 18);
- (d) section 153 (sexual intercourse with stepdaughter, etc., or female employee);
- (e) section 155 (buggery or bestiality);
- (f) section 157 (gross indecency);
- (g) section 166 (parent or guardian procuring defilement); and
- (h) section 167 (householder permitting defilement).

3. Offences under the following provisions of the *Criminal Code*, R.S.C. 1970, c. C-34, as that Act read before January 1983:

- (a) section 144 (rape);
- (b) section 145 (attempt to commit rape);
- (c) section 149 (indecent assault on female);
- (d) section 156 (indecent assault on male);
- (e) section 245 (common assault); and
- (f) subsection 246(1) (assault with intent to commit an indictable offence).

z.4) l'alinéa 348(1)b) en ce qui a trait à l'introduction par effraction dans un endroit et à la commission d'un acte criminel mentionné à la présente annexe;

z.5) le paragraphe 372(2) (propos indécents au téléphone);

z.6) l'article 463 en ce qui a trait à la tentative de commettre une infraction mentionnée à la présente annexe ou à la complicité, après le fait, de la perpétration d'une telle infraction.

2. Les infractions aux dispositions suivantes du *Code Criminel*, S.R.C. 1970, ch. C-34, dans sa version antérieure à janvier 1988 :

- a) le paragraphe 146(1) (rapports sexuels avec une personne du sexe féminin âgée de moins de 14 ans);
- b) le paragraphe 146(2) (rapports sexuels avec une personne du sexe féminin âgée de 14 ans ou plus mais de moins de 16 ans);
- c) l'article 151 (séduction d'une personne du sexe féminin âgée de 16 ans ou plus mais de moins de 18 ans);
- d) l'article 153 (rapports sexuels avec sa belle-fille, etc., ou son employée);
- e) l'article 155 (sodomie ou bestialité);
- f) l'article 157 (actes de grossière indécence);
- g) l'article 166 (père, mère ou tuteur qui cause le défloremment);
- h) l'article 167 (maître de maison qui permet le défloremment).

3. Les infractions aux dispositions suivantes du *Code criminel*, S.R.C. 1970, ch. C-34, dans sa version antérieure à janvier 1983 :

- a) l'article 144 (viol);
- b) l'article 145 (tentative de viol);
- c) l'article 149 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin);
- d) l'article 156 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin);
- e) l'article 245 (voies de fait simples);
- f) le paragraphe 246(1) (voies de fait avec intention de commettre un acte criminel).

CHAPTER 2

AN ACT TO AMEND THE CRIMINAL CODE (FLIGHT)

SUMMARY

Under this enactment, every one commits an offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years who operates a motor vehicle while being pursued by a peace officer in order to evade the peace officer and fails to stop the vehicle as soon as is reasonable in the circumstances.

Every one who commits the offence referred to above and thereby causes bodily harm to a person or the death of a person commits an offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years or life, respectively.

CHAPITRE 2

LOI MODIFIANT LE CODE CRIMINEL (FUITE)

SOMMAIRE

En vertu de ce texte, commet une infraction et est passible d'un emprisonnement maximal de deux ans quiconque conduisant un véhicule à moteur alors qu'il est poursuivi par un agent de la paix, dans le but de fuir, omet d'arrêter son véhicule dès que les circonstances le permettent.

Quiconque commet l'infraction mentionnée ci-dessus et cause ainsi des lésions corporelles à un tiers ou la mort d'un tiers est coupable d'un acte criminel et passible respectivement d'un emprisonnement maximal de quatorze ans et de l'emprisonnement à perpétuité.

48-49 ELIZABETH II

CHAPTER 2

An Act to amend the Criminal Code (flight)

[Assented to 30th March, 2000]

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st
Supp.), cc. 1,
24, 27, 35
(2nd Supp.),
cc. 10, 19, 30,
34 (3rd
Supp.), cc. 1,
23, 29, 30, 31,
32, 40, 42, 50
(4th Supp.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1,
11, 20, 21, 22,
27, 38, 41, 47,
51; 1993,
cc. 7, 25, 28,
34, 37, 40, 45,
46; 1994, cc.
12, 13, 38, 44;
1995, cc. 5,
19, 22, 27, 29,
32, 39, 42;
1996, cc. 7, 8,
16, 19, 31, 34;
1997, cc. 9,
16, 17, 18, 23,
30, 39; 1998,
cc. 7, 9, 15,
30, 34, 35, 37;
1999, c. 5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 249:

Flight

249.1 (1) Every one commits an offence who, operating a motor vehicle while being pursued by a peace officer operating a motor vehicle, fails, without reasonable excuse and in order to evade the peace officer, to stop the vehicle as soon as is reasonable in the circumstances.

Punishment

(2) Every one who commits an offence under subsection (1)

48-49 ELIZABETH II

CHAPITRE 2

Loi modifiant le Code criminel (fuite)

[Sanctionnée le 30 mars 2000]

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch.
C-46; L.R.,
ch. 2, 11, 27,
31, 47, 51, 52
(1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27,
35 (2^e
suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.),
ch. 1, 23, 29,
30, 31, 32,
40, 42, 50 (4^e
suppl.); 1989,
ch. 2; 1990,
ch. 15, 16,
17, 44; 1991,
ch. 1, 4, 28,
40, 43; 1992,
ch. 1, 11, 20,
21, 22, 27,
38, 41, 47,
51; 1993,
ch. 7, 25, 28,
34, 37, 40,
45, 46; 1994,
ch. 12, 13,
38, 44; 1995,
ch. 5, 19, 22,
27, 29, 32,
39, 42; 1996,
ch. 7, 8, 16,
19, 31, 34;
1997, ch. 9,
16, 17, 18,
23, 30, 39;
1998, ch. 7,
9, 15, 30, 34,
35, 37; 1999,
ch. 5

1. Le *Code criminel* est modifiée par adjonction, après l'article 249, de ce qui suit :

Fuite

249.1 (1) Commet une infraction quiconque conduisant un véhicule à moteur alors qu'il est poursuivi par un agent de la paix conduisant un véhicule à moteur, sans excuse raisonnable et dans le but de fuir, omet d'arrêter son véhicule dès que les circonstances le permettent.

Peine

(2) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable :

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

(b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Flight causing bodily harm or death

(3) Every one commits an offence who causes bodily harm to or the death of another person by operating a motor vehicle in a manner described in paragraph 249(1)(a), if the person operating the motor vehicle was being pursued by a peace officer operating a motor vehicle and failed, without reasonable excuse and in order to evade the police officer, to stop the vehicle as soon as is reasonable in the circumstances.

Punishment

(4) Every person who commits an offence under subsection (3)

(a) if bodily harm was caused, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding 14 years; and

(b) if death was caused, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

2. The portion of subsection 259(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Discretionary order of prohibition

(2) Where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence under section 220, 221, 236, 249, 249.1, 250, 251 or 252, subsection 255(2) or (3) or this section committed by means of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment, the court that sentences the offender may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, or from operating a vessel, an aircraft or railway equipment, as the case may be

3. Subsection 662(5) of the Act is replaced by the following:

Conviction for dangerous driving where manslaughter charged

(5) For greater certainty, where a count charges an offence under section 220, 221 or 236 arising out of the operation of a motor vehicle or the navigation or operation of a vessel or aircraft, and the evidence does not

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(3) Commet une infraction quiconque cause des lésions corporelles à une autre personne ou la mort d'une autre personne en conduisant un véhicule à moteur de la façon visée à l'alinéa 249(1)a) dans le cas où il est poursuivi par un agent de la paix conduisant un véhicule à moteur et, sans excuse raisonnable et dans le but de fuir, omet d'arrêter son véhicule dès que les circonstances le permettent.

Fuite causant des lésions corporelles ou la mort

(4) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (3) est coupable d'un acte criminel passible :

a) s'il a causé des lésions corporelles à une autre personne, d'un emprisonnement maximal de quatorze ans;

b) s'il a causé la mort d'une autre personne, de l'emprisonnement à perpétuité.

2. Le passage du paragraphe 259(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Peine

(2) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue aux articles 220, 221, 236, 249, 249.1, 250, 251 ou 252, aux paragraphes 255(2) ou (3) ou au présent article commise au moyen d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine peut, en plus de toute autre peine applicable en l'espèce, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou dans un autre endroit public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

Ordonnance d'interdiction discrétionnaire

3. Le paragraphe 662(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Lorsqu'un chef d'accusation vise une infraction prévue aux articles 220, 221 ou 236 et découlant de la conduite d'un véhicule à moteur ou de l'utilisation ou de la conduite d'un bateau ou d'un aéronef et que la preuve

Déclaration de culpabilité pour conduite dangereuse, prise d'un véhicule sans consentement, etc.

prove such offence but does prove an offence under section 249 or subsection 249.1(3), the accused may be convicted of an offence under section 249 or subsection 249.1(3), as the case may be.

n'établit pas la commission de cette infraction, mais plutôt celle d'une infraction visée à l'article 249 ou paragraphe 249.1(3), l'accusé peut être déclaré coupable de cette dernière.

48-49 ELIZABETH II

48-49 ELIZABETH II

CHAPTER 3

CHAPITRE 3

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the public service of Canada for the financial year ending March 31, 2000

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2000

[Assented to 30th March, 2000]

[Sanctionnée le 30 mars 2000]

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency the Right Honourable Adrienne Clarkson, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying that message, that the sums mentioned below are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending March 31, 2000, and for other purposes connected with the public service of Canada;

Attendu qu'il est nécessaire, comme l'indiquent le message de Son Excellence la très honorable Adrienne Clarkson, gouverneure générale du Canada, et le budget des dépenses qui y est joint, d'allouer les crédits ci-dessous précisés pour couvrir certaines dépenses de l'administration publique fédérale faites au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2000 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, ainsi qu'à d'autres fins d'administration publique,

Préambule

May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Il est respectueusement demandé à Votre Majesté de bien vouloir édicter, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 4, 1999-2000*.

1. Titre abrégé : *Loi de crédits n° 4 pour 1999-2000*.

Titre abrégé

\$3,112,861,584.00
granted for
1999-2000

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole three billion, one hundred and twelve million, eight hundred and sixty-one thousand, five hundred and eighty-four dollars towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from April 1, 1999 to March 31, 2000 not otherwise provided for, and being the total of the amounts of the items set out in the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 2000, as contained in Schedules 1 and 2 to this Act.....\$3,112,861,584.00

2. Il peut être prélevé, sur le Trésor, une somme maximale de trois milliards cent douze millions huit cent soixante et un mille cinq cent quatre-vingt-quatre dollars, pour le paiement des charges et dépenses de l'administration publique fédérale afférentes à la période allant du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000, et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, soit le total des montants des postes du Budget supplémentaire des dépenses (B) de l'exercice se terminant le 31 mars 2000, figurant aux annexes 1 et 2 de la présente loi.....3 112 861 584,00 \$

3 112 861 584,00 \$
accordés pour
1999-2000

Purpose and effect of each item	<p>3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described in the item.</p>	<p>3. (1) Les crédits autorisés par la présente loi ne peuvent être affectés qu'aux fins et conditions énoncées dans le poste afférent, leur effet restant subordonné aux indications de celui-ci.</p>	Objet et effet de chaque poste
Effective date	<p>(2) The provisions of each item in Schedules 1 and 2 are deemed to have been enacted by Parliament on April 1, 1999.</p>	<p>(2) Les dispositions des postes figurant aux annexes 1 et 2 sont réputées avoir été édictées par le Parlement le 1^{er} avril 1999.</p>	Prise d'effet
Commitments	<p>4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated in the Estimates or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of that item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under that other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in that item or calculated in accordance with subsection (2).</p>	<p>4. (1) Tout engagement découlant d'un poste du budget mentionné à l'article 2 ou fondé sur le paragraphe (2) – soit censément en ce qui touche l'autorisation correspondante à hauteur du montant qui y est précisé, soit en ce qui concerne l'augmentation du plafond permis sous le régime d'une autre loi – peut être pris conformément aux indications du poste ou à ce paragraphe, pourvu que le total de l'engagement et de ceux qui ont déjà été pris au titre du présent article ou de l'autre loi n'excède pas le plafond fixé par l'autorisation d'engagement à propos de ce poste ou calculé conformément au même paragraphe.</p>	Engagements
Commitments	<p>(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of that item or provision up to an amount equal to the aggregate of</p> <p>(a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision, and</p> <p>(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the Estimates, the estimated revenues set out in the details related to the item, whichever is greater.</p>	<p>(2) Lorsque l'autorisation de procéder à des dépenses sur des recettes est censée découler d'un poste du budget mentionné à l'article 2 ou de toute autre disposition législative, le plafond des engagements pouvant être pris conformément aux indications de l'un ou l'autre est le chiffre obtenu par l'addition des éléments suivants :</p> <p>a) le montant éventuellement voté à l'égard de ce poste ou de cette disposition;</p> <p>b) le montant des recettes effectives ou, s'il est supérieur, celui des recettes estimatives correspondant à un poste de ce budget.</p>	Engagements
Appropriation charged to the fiscal year ending March 31, 2000	<p>5. An appropriation that is granted by this or any other Act and referred to in Schedule 1 may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted at any time prior to the day on which the Public Accounts for that fiscal year are tabled in Parliament, for the purpose of making adjustments in the Accounts of Canada for the fiscal year that do not require payments out of the Consolidated Revenue Fund.</p>	<p>5. En vue d'apporter aux Comptes du Canada pour un exercice donné des rectifications qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor, il est possible d'inscrire un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi et prévu à l'annexe 1 après la clôture de l'exercice pour lequel il est attribué, mais avant le dépôt au Parlement des Comptes publics afférents à cet exercice.</p>	Imputation pour rectification à l'exercice se terminant le 31 mars 2000

Appropriation charged to the following fiscal year ending March 31

6. (1) An appropriation that is granted by this or any other Act and referred to in Schedule 2 may be charged after the end of the fiscal year that is after the fiscal year for which the appropriation is granted at any time prior to the day on which the Public Accounts for that second fiscal year are tabled in Parliament, for the purpose of making adjustments in the Accounts of Canada for that second fiscal year that do not require payments out of the Consolidated Revenue Fund.

6. (1) En vue d'apporter aux Comptes du Canada pour un exercice donné des rectifications qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor, il est possible d'inscrire un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi et prévu à l'annexe 2 après la clôture de l'exercice suivant celui pour lequel il est attribué, mais avant le dépôt au Parlement des Comptes publics afférents à ce dernier exercice.

Imputation pour rectification à l'exercice suivant se terminant le 31 mars

Amounts chargeable to the following fiscal year ending March 31

(2) Notwithstanding any other provision of this Act, amounts appropriated by this Act and set out in items of Schedule 2 may be paid and applied at any time on or before March 31, 2001, so long as every payment is charged first against the relevant amount appropriated under any Act that is earliest in time until that amount is exhausted, next against the relevant amount appropriated under any other Act, including this Act, that is next in time until that amount is exhausted and so on, and the balance of amounts so appropriated by this Act that have not been charged, subject to the adjustments referred to in section 37 of the *Financial Administration Act*, lapse at the end of the fiscal year following the fiscal year ending March 31, 2000.

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, les sommes affectées par celle-ci, telles qu'énoncées à l'annexe 2, peuvent être appliquées au plus tard le 31 mars 2001. Chaque paiement est imputé, selon l'ordre chronologique de l'affectation, d'abord sur la somme correspondante affectée en vertu de n'importe quelle loi jusqu'à épuisement de cette somme, puis sur la somme correspondante affectée en vertu de toute autre loi, y compris la présente loi, jusqu'à épuisement de cette somme. La partie non utilisée des sommes ainsi affectées par la présente loi est, sous réserve des rapprochements visés à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, annulée à la fin de l'exercice qui suit l'exercice se terminant le 31 mars 2000.

Montants imputables sur l'exercice suivant se terminant le 31 mars

Amounts chargeable to year ending March 31, 2000

7. Amounts appropriated by this Act that may be used for purposes other than the purpose of discharging debts referred to in subsection 37.1(2) of the *Financial Administration Act* may be paid at any time on or before April 30, 2000 and such payment shall be deemed to have been made in and be chargeable to the fiscal year ending March 31, 2000.

7. Les montants attribués par la présente loi qui peuvent servir à d'autres fins que l'acquittement de dettes, comme il est fait mention au paragraphe 37.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, peuvent être payés au plus tard le 30 avril 2000 et ces paiements seront censés avoir été effectués dans l'exercice se terminant le 31 mars 2000 et être imputables sur cet exercice.

Montants imputables sur l'année se terminant le 31 mars 2000

Accounts to be rendered R.S., c. F-11

8. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 64 of the *Financial Administration Act*.

8. Les montants versés ou affectés sous le régime de la présente loi sont inscrits dans les Comptes publics, conformément à l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Comptes à rendre L.R., ch. F-11

SCHEDULE 1

Based on the Supplementary Estimates (B) 1999-2000, the amount hereby granted is \$3,094,245,495, being the total of the amounts of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2000 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE AND AGRI-FOOD <i>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</i>		
	DEPARTMENT		
1b	Agriculture and Agri-Food – Operating expenditures	31,070,500	
10b	Agriculture and Agri-Food – The grants listed in the Estimates.....	229,115,500	
			260,186,000
	CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY		
20b	Canadian Food Inspection Agency – Operating expenditures and contributions		8,244,873
	CANADIAN HERITAGE <i>PATRIMOINE CANADIEN</i>		
	DEPARTMENT		
1b	Canadian Heritage – Operating expenditures – To authorize the transfer of \$8,256,768 from Canadian Heritage Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	10,198,750	
5b	Canadian Heritage – The grants listed in the Estimates.....	1	
			10,198,751
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
25b	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service – To authorize the transfer of \$8,305,999 from Canadian Heritage Vote 35, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote		1
	CANADIAN MUSEUM OF CIVILIZATION		
45b	Payments to the Canadian Museum of Civilization for operating and capital expenditures ..		552,508
	CANADIAN MUSEUM OF NATURE		
50b	Payments to the Canadian Museum of Nature for operating and capital expenditures		153,000

ANNEXE 1

D'après le Budget supplémentaire des dépenses (B) de 1999-2000, le montant accordé est de 3 094 245 495 \$, soit le total des montants des postes de ce budget figurant à la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2000 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE</i>		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 731 600 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i>	1	
10b	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses	1	
			2
	CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE		
15b	Corporation commerciale canadienne – Dépenses du Programme.....		7 000 000
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
21b	Agence canadienne de développement international – Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce de certaines dettes et obligations dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à 13 626 969 \$ et qui représentent des réductions sur le solde du principal dû par le Costa Rica	13 626 969	
30b	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget – Pour autoriser le virement au présent crédit de 693 149 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	28 164 968	
L40b	Hausser la limite des paiements autorisés aux institutions financières internationales de 2 232 954 \$ US à 5 060 337 \$ US, tel qu'autorisé en vertu du crédit L40 (Agence canadienne de développement international) de la <i>Loi de crédits n°2 pour 1999-2000</i> attendu que le paiement peut dépasser l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, évalué à 7 489 300 \$ le 11 février 2000, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales.....	1	
			41 791 938

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	<i>CANADIAN HERITAGE – Concluded</i> <i>PATRIMOINE CANADIEN (suite et fin)</i>		
	NATIONAL ARCHIVES OF CANADA		
60b	National Archives of Canada – Program expenditures		300,000
	NATIONAL ARTS CENTRE CORPORATION		
65b	Payments to the National Arts Centre Corporation.....		2,000,000
	NATIONAL GALLERY OF CANADA		
95b	Payments to the National Gallery of Canada for operating and capital expenditures.....		3,418,000
	PUBLIC SERVICE COMMISSION		
125b	Public Service Commission – Program expenditures		597,962
	STATUS OF WOMEN – OFFICE OF THE CO-ORDINATOR		
130b	Status of Women – Office of the Co-ordinator – Operating expenditures.....		3,044,000
	CITIZENSHIP AND IMMIGRATION <i>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</i>		
	DEPARTMENT		
1b	Citizenship and Immigration – Operating expenditures – To authorize the transfer of \$3,627,000 from Citizenship and Immigration Vote 5, and \$6,977,268 from Citizenship and Immigration Vote 10, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	27,736,048	
2b	Citizenship and Immigration – Pursuant to subsection 25(2) of the <i>Financial Administration Act</i> , to write off from the Accounts of Canada 3,897 debts due to Her Majesty in right of Canada amounting to \$2,493,494 owed in relation to immigration loans issued pursuant to section 119 of the <i>Immigration Act</i>	2,493,494	
10b	Citizenship and Immigration – The grants listed in the Estimates.....	1	
			30,229,543
	IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD OF CANADA		
15b	Immigration and Refugee Board of Canada – Program expenditures		1,668,300

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
<p>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</p> <p>MINISTÈRE</p> <p>PROGRAMME D'ADMINISTRATION</p>			
1b	Administration – Dépenses du Programme.....	12 102 408	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUITES			
5b	Affaires indiennes et inuites – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 865 609 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 957 811	
7b	Conformément à l'article 25 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des comptes du Canada certaines créances et obligations envers Sa Majesté du chef du Canada au montant de :		
	a) 1 114 936 \$, soit le capital de 13 comptes dûs par 12 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte de développement économique des Indiens établi par le crédit L53b (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> ;		
	b) 950 \$, soit le résidu de principal de 1 compte dû par 1 débiteur découlant d'un prêt direct provenant du Compte d'aide au logement des Indiens établi par le crédit L51a (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi des subsides n° 9 de 1966</i>	1 115 886	
15b	Affaires indiennes et inuites – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	29 301 467	
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD			
36b	Affaires du Nord – Conformément à l'article 25 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des comptes du Canada, certaines créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de 14 627 \$, soit le capital de 4 comptes dus par 3 débiteurs découlant de prêts directs provenant de la Caisse de prêts aux Inuits établie par le crédit 546 (Ressources et développement économique) de la <i>Loi des subsides n° 3, 1953</i>	14 627	
40b	Affaires du Nord – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 411 862 \$ du crédit 35 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	15 960 299	
45b	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	134 173	
			62 586 671

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	ENVIRONMENT <i>ENVIRONNEMENT</i>		
	DEPARTMENT		
1b	Environment – Operating expenditures.....	15,476,471	
5b	Environment – Capital expenditures.....	13,716,701	
10b	Environment – The grants listed in the Estimates.....	116,503,042	
			145,696,214
	CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT AGENCY		
15b	Canadian Environmental Assessment Agency – Program expenditures		1,060,250
	FINANCE <i>FINANCES</i>		
	DEPARTMENT		
	ECONOMIC, SOCIAL AND FINANCIAL POLICIES PROGRAM		
5b	Economic, Social and Financial Policies – The grants listed in the Estimates – To authorize the transfer of \$742,000 from Finance Vote 1, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	174,258,000	
	FEDERAL-PROVINCIAL TRANSFERS PROGRAM		
20b	Federal-Provincial Transfers – Transfer Payments to the Territorial Governments – Payments to the Government of each of the territories calculated in accordance with agreements, approved by the Governor in Council, entered into by the Minister of Finance and the respective territorial Minister of Finance; and authority to make interim payments for the current fiscal year to the Government of each of the territories prior to the signing of each such agreement, the total amount payable under each such agreement being reduced by the aggregate of interim payments made to the respective territorial government in the current fiscal year.....	102,800,000	
			277,058,000
	CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL		
35b	Canadian International Trade Tribunal – Program expenditures		139,000
	OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS		
40b	Office of the Superintendent of Financial Institutions – Program expenditures.....		12,550

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE <i>AGRICULTURE AND AGRI-FOOD</i>		
	MINISTÈRE		
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement	31 070 500	
10b	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses	229 115 500	
			260 186 000
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
20b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions		8 244 873
	ANCIENS COMBATTANTS <i>VETERANS AFFAIRS</i>		
	PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
1b	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement	73 090 182	
5b	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	27 500 000	
			100 590 182
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION <i>CITIZENSHIP AND IMMIGRATION</i>		
	MINISTÈRE		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 627 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) et de 6 977 268 \$ du crédit 10 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	27 736 048	
2b	Citoyenneté et Immigration – Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des comptes du Canada 3,897 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 2 493 494 \$ relativement aux prêts pour l'immigration contractés conformément à l'article 119 de la <i>Loi sur l'immigration</i>	2 493 494	
10b	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses	1	
			30 229 543
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
15b	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme		1 668 300

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
FISHERIES AND OCEANS <i>PÊCHES ET OCÉANS</i>			
1b	Fisheries and Oceans – Operating expenditures – To authorize the transfer of \$6,450,000 from Fisheries and Oceans Vote 5, and \$2,549,300 from Fisheries and Oceans Vote 10, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....		8,249,088
FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE <i>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</i>			
DEPARTMENT			
1b	Foreign Affairs and International Trade – Operating expenditures – To authorize the transfer of \$1,731,600 from Foreign Affairs and International Trade Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote.....	1	
10b	Foreign Affairs and International Trade – The grants listed in the Estimates	1	
			2
CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION			
15b	Canadian Commercial Corporation – Program expenditures		7,000,000
CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY			
21b	Canadian International Development Agency – Pursuant to section 24.1 of the <i>Financial Administration Act</i> , to forgive certain debts and obligations due to Her Majesty in right of Canada amounting to \$13,626,969 representing reductions to the principal balances owed by Costa Rica.....	13,626,969	
30b	Canadian International Development Agency – The grants listed in the Estimates – To authorize the transfer of \$693,149 from Foreign Affairs and International Trade Vote 20, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	28,164,968	
L40b	To increase the payments permitted to international financial institutions, from US\$2,232,954 authorized by Canadian International Development Agency Vote L40, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> , to US\$5,060,337, notwithstanding that the payment may exceed the equivalent in Canadian dollars estimated at \$7,489,300 on February 11, 2000, in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i> , for the purpose of capital subscriptions in International Financial Institutions.....	1	
			41,791,938
GOVERNOR GENERAL <i>GOUVERNEUR GÉNÉRAL</i>			
1b	Governor General – Program expenditures.....		1,525,000

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR <i>TREASURY BOARD</i>		
	SECRÉTARIAT		
	PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
1b	Administration centrale de la fonction publique – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 2 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	7 571 750	
	PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
10b	Initiatives à l'échelle de l'administration fédérale	17 347 000	
15b	Conventions collectives – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués avant le 1 ^{er} février 2000 aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique.....	98 987 000	
			123 905 750
	CONSEIL PRIVÉ <i>PRIVY COUNCIL</i>		
	MINISTÈRE		
1b	Conseil privé – Dépenses du Programme		650 540
	SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
10b	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes – Dépenses du Programme...		200 000
	BUREAU DU CANADA POUR LE MILLÉNAIRE		
30b	Bureau du Canada pour le millénaire – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 919 999 \$ du crédit 35 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i>		1
	TABLE RONDE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE		
40b	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie – Dépenses du Programme.....		98 600

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	HEALTH SANTÉ		
	DEPARTMENT		
1b	Health – Operating expenditures	44,955,644	
5b	Health – Contributions	34,520,257	
			79,475,901
	HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW COMMISSION		
10b	Hazardous Materials Information Review Commission – Program expenditures		89,470
	MEDICAL RESEARCH COUNCIL		
15b	Medical Research Council – Operating expenditures	300,000	
20b	Medical Research Council – The grants listed in the Estimates	6,750,000	
			7,050,000
	HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES		
	DEPARTMENT		
	CORPORATE SERVICES PROGRAM		
1b	Corporate Services – Program expenditures and authority to make recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan Account and the Employment Insurance Account – To authorize the transfer of \$5,630,000, from Human Resources Development Vote 20, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	28,283,400	
	HUMAN RESOURCES INVESTMENT AND INSURANCE PROGRAM		
10b	Human Resources Investment and Insurance – The grants listed in the Estimates and contributions – To authorize the transfer of \$2,839,119 from Human Resources Development Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	5,165,881	
	LABOUR PROGRAM		
15b	Labour – Program expenditures	1,300,000	
			34,749,281

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ (suite et fin) PRIVY COUNCIL – Concluded		
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
50b	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité – Dépenses du Programme		500 800
	DÉFENSE NATIONALE NATIONAL DEFENCE		
1b	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement.....	176 365 776	
5b	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 000 000 \$ du crédit 10 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	280 175 622	
L11b	Pour diminuer de 150 000 000 \$ à 100 000 000 \$, le montant autorisé en vertu du crédit L11a (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 1999-2000</i> de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances du fonds de roulement de la Défense nationale établi conformément au crédit L20b (Défense nationale) de la <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , pour financer des comptes d'avances d'intérêt public et de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines	(50,000,000)	
			406 541 398
	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES SERVICES MINISTÉRIELS		
1b	Services ministériels – Dépenses du Programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 630 000 \$ du crédit 20 (Développement des ressources humaines) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	28 283 400	
	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DANS LES RESSOURCES HUMAINES ET D'ASSURANCE		
10b	Investissement dans les ressources humaines et assurance – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 839 119 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	5 165 881	
	PROGRAMME DU TRAVAIL		
15b	Travail – Dépenses du Programme	1 300 000	
			34 749 281

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT – Concluded <i>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (suite et fin)</i>		
	CANADA INDUSTRIAL RELATIONS BOARD		
25b	Canada Industrial Relations Board – Program expenditures		1,350,000
	CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY		
35b	Canadian Centre for Occupational Health and Safety – Program expenditures		500,000
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT <i>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</i>		
	DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1b	Administration – Program expenditures	12,102,408	
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
5b	Indian and Inuit Affairs – Operating expenditures – To authorize the transfer of \$11,865,609 from Indian Affairs and Northern Development Vote 10, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	3,957,811	
7b	Pursuant to section 25 of the <i>Financial Administration Act</i> , to write off from the Accounts of Canada certain debts and obligations due to Her Majesty in right of Canada amounting to (a) \$1,114,936 representing the principal of 13 accounts owed by 12 debtors arising from direct loans made from the Indian Economic Development Account established by Indian Affairs and Northern Development Vote L53b, <i>Appropriation Act No. 1, 1970</i> ;		
	(b) \$950 representing the principal balance of 1 account owed by 1 debtor arising from a direct loan made from the Indian Housing Assistance Account, established by Indian Affairs and Northern Development Vote L51a, <i>Appropriation Act No. 9, 1966</i>	1,115,886	
15b	Indian and Inuit Affairs – The grants listed in the Estimates.....	29,301,467	

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (<i>suite et fin</i>) <i>HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT – Concluded</i>		
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES		
25b	Conseil canadien des relations industrielles – Dépenses du Programme.....		1 350 000
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
35b	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail – Dépenses du Programme.....		500 000
	ENVIRONNEMENT <i>ENVIRONMENT</i>		
	MINISTÈRE		
1b	Environnement – Dépenses de fonctionnement.....	15 476 471	
5b	Environnement – Dépenses en capital.....	13 716 701	
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	116 503 042	
			145 696 214
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15b	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme.....		1 060 250
	FINANCES <i>FINANCE</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET FINANCIÈRES		
5b	Politiques économiques, sociales et financières – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 742 000 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	174 258 000	

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
<p>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT – <i>Concluded</i> <i>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN (suite et fin)</i></p>			
<p>DEPARTMENT – <i>Concluded</i></p>			
<p>NORTHERN AFFAIRS PROGRAM</p>			
36b	Northern Affairs – Pursuant to section 25 of the <i>Financial Administration Act</i> , to write off from the Accounts of Canada certain debts due to Her Majesty in right of Canada amounting to \$14,627 representing the principal of 4 accounts owed by 3 debtors arising from direct loans made from the Inuit Loan Fund, established under the authority of Resources and Development Vote 546, <i>Appropriation Act No. 3, 1953</i>	14,627	
40b	Northern Affairs – Contributions – To authorize the transfer of \$4,411,862 from Indian Affairs and Northern Development Vote 35, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	15,960,299	
45b	Payments to Canada Post Corporation pursuant to an agreement between the Department of Indian Affairs and Northern Development and Canada Post Corporation for the purpose of providing Northern Air Stage Parcel Service	134,173	
			62,586,671
<p>INDUSTRY <i>INDUSTRIE</i></p>			
<p>DEPARTMENT</p>			
1b	Industry – Operating expenditures	5,590,280	
5b	Industry – The grants listed in the Estimates and contributions	1,013,537,000	
			1,019,127,280
<p>ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY</p>			
20b	Atlantic Canada Opportunities Agency – Operating expenditures	600,000	
25b	Atlantic Canada Opportunities Agency – Contributions.....	4,942,231	
			5,542,231
<p>CANADIAN SPACE AGENCY</p>			
40b	Canadian Space Agency – Contributions – To authorize the transfer of \$961,822 from Industry Vote 30, and \$538,177 from Industry Vote 35, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote.....		1
<p>COMPETITION TRIBUNAL</p>			
45b	Competition Tribunal – Program expenditures.....		160,000

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES (<i>suite et fin</i>) <i>FINANCE – Concluded</i>		
	MINISTÈRE (<i>suite et fin</i>)		
	PROGRAMME FÉDÉRAL DE TRANSFERTS AUX PROVINCES		
20b	Transferts fédéraux aux provinces – Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux – Paiements au gouvernement de chaque territoire calculés conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l’approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l’exercice en cours au gouvernement de chaque territoire avant la signature d’un tel accord, le montant total payable en vertu de l’accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l’exercice en cours..	102 800 000	
			277 058 000
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
35b	Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme		139 000
	BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
40b	Bureau du surintendant des institutions financières – Dépenses du Programme		12 550
	GOUVERNEUR GÉNÉRAL <i>GOVERNOR GENERAL</i>		
1b	Gouverneur général – Dépenses du Programme		1 525 000
	INDUSTRIE <i>INDUSTRY</i>		
	MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement	5 590 280	
5b	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 013 537 000	
			1 019 127 280
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
20b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement.....	600 000	
25b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Contributions.....	4 942 231	
			5 542 231

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	INDUSTRY – Concluded INDUSTRIE (suite et fin)		
	NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA		
75b	National Research Council of Canada – Capital expenditures – To authorize the transfer of \$388,364 from Industry Vote 70, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	3,387,636	
80b	National Research Council of Canada – The grants listed in the Estimates – To authorize the transfer of \$32,999 from Industry Vote 70, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote.....	1	
			3,387,637
	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL		
90b	Natural Sciences and Engineering Research Council – The grants listed in the Estimates		4,175,000
	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL		
95b	Social Sciences and Humanities Research Council – Operating expenditures	160,000	
100b	Social Sciences and Humanities Research Council – The grants listed in the Estimates	1,915,000	
			2,075,000
	JUSTICE JUSTICE		
	DEPARTMENT		
1b	Justice – Operating expenditures.....	50,137,442	
5b	Justice – The grants listed in the Estimates and contributions.....	5,524,012	
			55,661,454
	CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION		
10b	Canadian Human Rights Commission – Program expenditures		987,300

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE (suite et fin) INDUSTRY – Concluded		
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
40b	Agence spatiale canadienne – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 961 822 \$ du crédit 30 (Industrie) et de 538 177 \$ du crédit 35 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i>		1
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
45b	Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme.....		160 000
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
75b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 388 364 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 387 636	
80b	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 32 999 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i>	1	
			3 387 637
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
90b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses		4 175 000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
95b	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement	160 000	
100b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses..	1 915 000	
			2 075 000
	JUSTICE JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1b	Justice – Dépenses de fonctionnement.....	50 137 442	
5b	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	5 524 012	
			55 661 454

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	JUSTICE – Concluded <i>JUSTICE (suite et fin)</i>		
	COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS		
20b	Commissioner for Federal Judicial Affairs – Operating expenditures, remuneration, allowances and expenses for judges, including deputy judges of the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories and the Nunavut Court of Justice, not provided for by the <i>Judges Act</i> and, pursuant to paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , authority to spend revenues received during the year arising from the provision of administrative services and judicial training services	945,677	
25b	Commissioner for Federal Judicial Affairs – Canadian Judicial Council – Operating expenditures	252,523	
			1,198,200
	LAW COMMISSION OF CANADA		
35b	Law Commission of Canada – Program expenditures		139,500
	OFFICES OF THE INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONERS OF CANADA		
40b	Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada – Program expenditures		396,410
	SUPREME COURT OF CANADA		
45b	Supreme Court of Canada – Program expenditures		1,010,365
	NATIONAL DEFENCE <i>DÉFENSE NATIONALE</i>		
1b	National Defence – Operating expenditures	176,365,776	
5b	National Defence – Capital expenditures – To authorize the transfer of \$8,000,000 from National Defence Vote 10, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	280,175,622	
L11b	To decrease from \$150,000,000 the amount authorized by National Defence Vote L11a, <i>Appropriation Act No. 3, 1999-2000</i> , to \$100,000,000 the amount that may be outstanding through actual cash advances at any one time under the National Defence Working Capital Advance Account established by National Defence Vote L20b, <i>Appropriation Act No. 1, 1976</i> for financing public funds imprest and public fund advance accounts, standing advances, authorized loans and advances to employees posted abroad, and authorized recoverable advances to establish military messes and canteens	-50,000,000	
			406,541,398

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE (suite et fin) JUSTICE – Concluded		
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10b	Commission canadienne des droits de la personne – Dépenses du Programme		987 300
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20b	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire.....	945 677	
25b	Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement.....	252 523	
			1 198 200
	COMMISSION DU DROIT DU CANADA		
35b	Commission du droit du Canada – Dépenses du Programme		139 500
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
40b	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme		396 410
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
45b	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme		1 010 365
	PARLEMENT PARLIAMENT		
	SÉNAT		
1b	Sénat – Dépenses du Programme		1 200 000

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	NATURAL RESOURCES <i>RESSOURCES NATURELLES</i>		
	DEPARTMENT		
5b	Natural Resources – The grants listed in the Estimates and contributions – To authorize the transfer of \$373,369 from Natural Resources Vote 1, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....		52,261,642
	ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED		
20b	Payments to Atomic Energy of Canada Limited for operating and capital expenditures		850,000
	CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION		
22b	Payments to the Cape Breton Development Corporation for operating and capital expenditures		74,900,000
	NATIONAL ENERGY BOARD		
25b	National Energy Board – Program expenditures.....		271,820
	PARLIAMENT <i>PARLEMENT</i>		
	THE SENATE		
1b	The Senate – Program expenditures.....		1,200,000
	HOUSE OF COMMONS		
5b	House of Commons – Program expenditures.....		3,389,500
	PRIVY COUNCIL <i>CONSEIL PRIVÉ</i>		
	DEPARTMENT		
1b	Privy Council – Program expenditures		650,540

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PARLEMENT (<i>suite et fin</i>) <i>PARLIAMENT – Concluded</i>		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5b	Chambre des communes – Dépenses du Programme.....		3 389 500
	PATRIMOINE CANADIEN <i>CANADIAN HERITAGE</i>		
	MINISTÈRE		
1b	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 256 768 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	10 198 750	
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses	1	10 198 751
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
25b	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 305 999 \$ du crédit 35 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i>		1
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
45b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		552 508
	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
50b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		153 000
	ARCHIVES NATIONALES DU CANADA		
60b	Archives nationales du Canada – Dépenses du Programme		300 000
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
65b	Paiements à la Société du Centre national des Arts		2 000 000

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	PRIVY COUNCIL – <i>Concluded</i> <i>CONSEIL PRIVÉ (suite et fin)</i>		
	CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT		
10b	Canadian Intergovernmental Conference Secretariat – Program expenditures		200,000
	MILLENNIUM BUREAU OF CANADA		
30b	Millennium Bureau of Canada – Operating expenditures – To authorize the transfer of \$2,919,999 from Privy Council Vote 35, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote.....		1
	NATIONAL ROUND TABLE ON THE ENVIRONMENT AND THE ECONOMY		
40b	National Round Table on the Environment and the Economy – Program expenditures		98,600
	SECURITY INTELLIGENCE REVIEW COMMITTEE		
50b	Security Intelligence Review Committee – Program expenditures		500,800
	PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES <i>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</i>		
	DEPARTMENT		
	GOVERNMENT SERVICES PROGRAM		
1b	Government Services – Operating expenditures for the provision of accommodation, common and central services including recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i> , the <i>Employment Insurance Act</i> and the <i>Seized Property Management Act</i> , contributions, and authority to spend revenue received during the fiscal year arising from accommodation, central and common services in respect of these services.....	20,968,227	
5b	Government Services – Capital expenditures including expenditures on works other than federal property and authority to reimburse tenants of federal property for improvements authorized by the Minister of Public Works and Government Services.	66,974,000	
6b	Government Telecommunications and Informatics Services Revolving Fund – To decrease, pursuant to section 12 of the <i>Revolving Funds Act</i> , the amount by which the aggregate of expenditures made for the purposes of the Government Telecommunications and Informatics Services Revolving Fund may exceed the revenues, from \$64,000,000 authorized pursuant to section 5.2 of the <i>Revolving Funds Act</i> , to \$45,000,000		1
			87,942,228

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN (<i>suite et fin</i>) CANADIAN HERITAGE – Concluded		
	MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
95b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		3 418 000
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
125b	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme.....		597 962
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
130b	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement.....		3 044 000
	PÊCHES ET OCÉANS FISHERIES AND OCEANS		
1b	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 450 000 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) et de 2 549 300 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		8 249 088
	RESSOURCES NATURELLES NATURAL RESOURCES		
	MINISTÈRE		
5b	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 373 369 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de....		52 261 642
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE		
20b	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		850 000
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
22b	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses en capital et les dépenses de fonctionnement.....		74 900 000

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES – <i>Concluded</i> <i>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (suite et fin)</i>			
CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION			
25b	To reimburse Canada Mortgage and Housing Corporation for the amounts of loans forgiven, grants, contributions and expenditures made, and losses, costs and expenses incurred under the provisions of the <i>National Housing Act</i> or in respect of the exercise of powers or the carrying out of duties or functions conferred on the Corporation pursuant to the authority of any Act of Parliament other than the <i>National Housing Act</i> , in accordance with the Corporation’s authority under the <i>Canada Mortgage and Housing Corporation Act</i>	39,300,000	
26b	To authorize the additional amount of \$5 billion pursuant to paragraph 21(2)(b) of the <i>Canada Mortgage and Housing Act</i> , so that the total indebtedness outstanding at any time in respect of borrowings by Canada Mortgage and Housing Corporation otherwise than from the Crown under subsection 21(2) of that Act does not exceed \$20 billion...	1	
			39,300,001
CANADA POST CORPORATION			
30b	Payments to the Canada Post Corporation for special purposes		8,000,000
SOLICITOR GENERAL <i>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</i>			
DEPARTMENT			
1b	Solicitor General – Operating expenditures – To authorize the transfer of \$14,039,999 from Solicitor General Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote		1
CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE			
10b	Canadian Security Intelligence Service – Program expenditures		788,500
CORRECTIONAL SERVICE			
15b	Correctional Service – Penitentiary Service and National Parole Service – Operating expenditures, the grants listed in the Estimates – To authorize the transfer of \$10,000,000 from Solicitor General Vote 20, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....		12,189,240

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES (<i>suite et fin</i>) <i>NATURAL RESOURCES – Concluded</i>		
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25b	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme.....		271 820
	SANTÉ <i>HEALTH</i>		
	MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement.....	44 955 644	
5b	Santé – Contributions.....	34 520 257	
			79 475 901
	CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES		
10b	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme		89 470
	CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES		
15b	Conseil de recherches médicales – Dépenses de fonctionnement.....	300 000	
20b	Conseil de recherches médicales – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	6 750 000	
			7 050 000
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL <i>SOLICITOR GENERAL</i>		
	MINISTÈRE		
1b	Solliciteur général – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 039 999 \$ du crédit 5 (Solliciteur général) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i>		1
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
10b	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme		788 500

SCHEDULE 1 – Continued

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	SOLICITOR GENERAL – Concluded <i>SOLLICITEUR GÉNÉRAL (suite et fin)</i>		
	NATIONAL PAROLE BOARD		
25b	National Parole Board – Program expenditures.....		1,832,000
	OFFICE OF THE CORRECTIONAL INVESTIGATOR		
30b	Office of the Correctional Investigator – Program expenditures		304,256
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE		
35b	Law Enforcement – Operating expenditures.....	75,782,962	
40b	Law Enforcement – Capital expenditures	3,500,000	
			79,282,962
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE EXTERNAL REVIEW COMMITTEE		
45b	Royal Canadian Mounted Police External Review Committee – Program expenditures		35,900
	TRANSPORT <i>TRANSPORTS</i>		
	DEPARTMENT		
10b	Transport – The grants listed in the Estimates		1
20b	Payments to Marine Atlantic Inc. – To authorize the transfer of \$7,890,178 from Transport Vote 1, \$8,500,000 from Transport Vote 5, \$31,901,000 from Transport Vote 10, and \$10,157,000 from Transport Vote 15, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	15,801,822	
			15,801,823
	CANADIAN TRANSPORTATION AGENCY		
30b	Canadian Transportation Agency – Program expenditures.....		580,720
	CIVIL AVIATION TRIBUNAL		
35b	Civil Aviation Tribunal – Program expenditures.....		40,950

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (<i>suite et fin</i>) <i>SOLICITOR GENERAL – Concluded</i>		
	SERVICE CORRECTIONNEL		
15b	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 \$ du crédit 20 (Solliciteur général) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		12 189 240
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
25b	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme		1 832 000
	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
30b	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme		304 256
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
35b	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement.....	75 782 962	
40b	Application de la loi – Dépenses en capital	3 500 000	
			79 282 962
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
45b	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		35 900
	TRANSPORTS <i>TRANSPORT</i>		
	MINISTÈRE		
10b	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....		1
20b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 890 178 \$ du crédit 1 (Transports), de 8 500 000 \$ du crédit 5 (Transports), de 31 901 000 \$ du crédit 10 (Transports) et de 10 157 000 \$ du crédit 15 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	15 801 822	
			15 801 823

SCHEDULE 1 – Concluded

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	<p>TREASURY BOARD CONSEIL DU TRÉSOR</p> <p>SECRETARIAT</p> <p>CENTRAL ADMINISTRATION OF THE PUBLIC SERVICE PROGRAM</p>		
1b	Central Administration of the Public Service – Operating expenditures – To authorize the transfer of \$1,500,000 from Treasury Board Vote 2, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	7,571,750	
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
10b	Government-Wide Initiatives	17,347,000	
15b	Collective Agreements – Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other appropriations that may need to be partially or fully funded, as a result of adjustments made prior to February 1, 2000 to terms and conditions of service or employment of the public service	98,987,000	
			123,905,750
	<p>VETERANS AFFAIRS ANCIENS COMBATTANTS</p> <p>VETERANS AFFAIRS PROGRAM</p>		
1b	Veterans Affairs – Operating expenditures	73,090,182	
5b	Veterans Affairs – The grants listed in the Estimates and contributions	27,500,000	
			100,590,182
			3,094,245,495

ANNEXE 1 (suite)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS (<i>suite et fin</i>) <i>TRANSPORT – Concluded</i>		
	OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
30b	Office des transports du Canada – Dépenses du Programme.....		580 720
	TRIBUNAL DE L'AVIATION CIVILE		
35b	Tribunal de l'aviation civile – Dépenses du Programme.....		40 950
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX <i>PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1b	Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , contributions, et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux.....	20 968 227	
5b	Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	66 974 000	
6b	Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique – Pour réduire à 45 000 000 \$, conformément à l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , le montant par lequel le total des dépenses du Fonds renouvelables des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique, peut dépasser les recettes de 64 000 000 \$, autorisées conformément au paragraphe 5.2 de ladite loi.....	1	
			87 942 228

ANNEXE 1 (fin)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX <i>(suite et fin)</i> <i>PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES – Concluded</i>		
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
25b	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en vertu du pouvoir de toute loi du Parlement, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , conformément au pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	39 300 000	
26b	Autoriser le montant supplémentaire de 5 milliards de dollars conformément à l'alinéa 21(2)b) de la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> , de sorte que la dette totale des emprunts contractés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement auprès de personnes autres que Sa Majesté, en vertu du paragraphe 21(2) de la Loi, n'excède pas 20 milliards de dollars.....	1	39 300 001
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
30b	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales		8 000 000
			3 094 245 495

SCHEDULE 2

Based on the Supplementary Estimates (B) 1999-2000, the amount hereby granted is \$18,616,089, being the total of the amounts of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2000 that may be charged to that fiscal year and the following fiscal year ending March 31 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Amount (\$)	Total (\$)
	CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY <i>AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA</i>		
1b	Canada Customs and Revenue Agency – Operating expenditures – To authorize the transfer of \$3,000,000 from National Revenue Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....		11,998,489
	CANADIAN HERITAGE <i>PATRIMOINE CANADIEN</i>		
	PARKS CANADA AGENCY		
115b	Parks Canada Agency – Program expenditures – To authorize the transfer of \$2,000,000 from Canadian Heritage Vote 120, <i>Appropriation Act No. 2, 1999-2000</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		6,617,600
			18,616,089

ANNEXE 2

D'après le Budget supplémentaire des dépenses (B) de 1999-2000, le montant accordé est de 18 616 089 \$, soit le total des montants des postes de ce budget figurant à la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2000, pouvant être imputées à l'exercice en cours et à l'exercice suivant se terminant le 31 mars et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA <i>CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY</i>		
1b	Agence des douanes et du revenu du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Revenu national) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	11 998 489
	PATRIMOINE CANADIEN <i>CANADIAN HERITAGE</i>		
	AGENCE PARCS CANADA		
115b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 120 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1999-2000</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	6 617 600
			18 616 089

48-49 ELIZABETH II

48-49 ELIZABETH II

CHAPTER 4

CHAPITRE 4

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the public service of Canada for the financial year ending March 31, 2001

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2001

[Assented to 30th March, 2000]

[Sanctionnée le 30 mars 2000]

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency the Right Honourable Adrienne Clarkson, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying that message, that the sums mentioned below are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending March 31, 2001, and for other purposes connected with the public service of Canada;

May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Attendu qu'il est nécessaire, comme l'indiquent le message de Son Excellence la très honorable Adrienne Clarkson, gouverneure générale du Canada, et le budget des dépenses qui y est joint, d'allouer les crédits ci-dessous précisés pour couvrir certaines dépenses de l'administration publique fédérale faites au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2001 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, ainsi qu'à d'autres fins d'administration publique,

Il est respectueusement demandé à Votre Majesté de bien vouloir édicter, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Préambule

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 1, 2000-2001*.

1. Titre abrégé : *Loi de crédits n° 1 pour 2000-2001*.

Titre abrégé

\$15,596,117,039.16
granted for
2000-2001

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole fifteen billion, five hundred and ninety-six million, one hundred and seventeen thousand, thirty-nine dollars and sixteen cents towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from April 1, 2000 to March 31, 2001 not otherwise provided for, and being the aggregate of

2. Il peut être prélevé, sur le Trésor, une somme maximale de quinze milliards cinq cent quatre-vingt-seize millions cent dix-sept mille trente-neuf dollars et seize cents, pour le paiement des charges et dépenses de l'administration publique fédérale afférentes à la période allant du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2001, et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, soit l'ensemble :

15 596 117 039,16 \$
accordés pour
2000-2001

- (a) three twelfths of the total of the items set out in the Estimates for the fiscal year ending March 31, 2001 except for those items included in Schedules 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 1.6 and 1.7.....\$8,172,698,040.50
- (b) eleven twelfths of the total of the items in the Estimates set out in Schedule 1.1.....\$1,073,723,823.33
- (c) nine twelfths of the total of the items in the Estimates set out in Schedule 1.2.....\$14,848,500.00
- (d) eight twelfths of the total of the items in the Estimates set out in Schedule 1.3.....\$170,876,666.67
- (e) seven twelfths of the total of the items in the Estimates set out in Schedule 1.4.....\$868,616,583.33
- (f) six twelfths of the total of the items in the Estimates set out in Schedule 1.5.....\$188,321,500.00
- (g) five twelfths of the total of the items in the Estimates set out in Schedule 1.6.....\$1,995,339,250.00
- (h) four twelfths of the total of the items in the Estimates set out in Schedule 1.7.....\$3,111,692,675.33

- a) des trois douzièmes du total des postes énoncés au Budget des dépenses de l'exercice se terminant le 31 mars 2001, à l'exception des postes inclus dans les annexes 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 1.6 et 1.7..... 8 172 698 040,50 \$
- b) des onze douzièmes du total des postes de ce Budget énoncés à l'annexe 1.1.....1 073 723 823,33 \$
- c) des neuf douzièmes du total des postes de ce Budget énoncés à l'annexe 1.2.....14 848 500,00 \$
- d) des huit douzièmes du total des postes de ce Budget énoncés à l'annexe 1.3.....170 876 666,67 \$
- e) des sept douzièmes du total des postes de ce Budget énoncés à l'annexe 1.4.....868 616 583,33 \$
- f) des six douzièmes du total des postes de ce Budget énoncés à l'annexe 1.5.....188 321 500,00 \$
- g) des cinq douzièmes du total des postes de ce Budget énoncés à l'annexe 1.6.....1 995 339 250,00 \$
- h) des quatre douzièmes du total des postes de ce Budget énoncés à l'annexe 1.7.....3 111 692 675,33 \$

Purpose and effect of each item

3. The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described in the item.

Objet et effet de chaque poste

3. Les crédits autorisés par la présente loi ne peuvent être affectés qu'aux fins et conditions énoncées dans le poste afférent, leur montant restant subordonné aux indications de celui-ci.

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated in the Estimates or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of that item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under that other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in that item or calculated in accordance with subsection (2).

Engagements

4. (1) Tout engagement découlant d'un poste du budget mentionné à l'article 2 ou fondé sur le paragraphe (2) – soit censément en ce qui touche l'autorisation correspondante à hauteur du montant qui y est précisé, soit en ce qui concerne l'augmentation du plafond permis sous le régime d'une autre loi – peut être pris conformément aux indications du poste ou à ce paragraphe, pourvu que le total de l'engagement et de ceux qui ont déjà été pris au titre du présent article ou de l'autre loi n'excède pas le plafond fixé par l'autorisation d'engagement à propos de ce poste ou calculé conformément au même paragraphe.

Commitments	<p>(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of that item or provision up to an amount equal to the aggregate of</p> <p>(a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision, and</p> <p>(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the Estimates, the estimated revenues set out in the details related to the item, whichever is greater.</p>	<p>(2) Lorsque l'autorisation de procéder à des dépenses sur des recettes est censée découler d'un poste du budget mentionné à l'article 2 ou de toute autre disposition législative, le plafond des engagements pouvant être pris conformément aux indications de l'un ou l'autre est le chiffre obtenu par l'addition des éléments suivants :</p> <p>a) le montant éventuellement voté à l'égard de ce poste ou de cette disposition;</p> <p>b) le montant des recettes effectives ou, s'il est supérieur, celui des recettes estimatives correspondant à un poste de ce budget.</p>	Engagements
Appropriation charged to the year ending March 31, 2001	<p>5. Subject to section 6, an appropriation that is granted by this or any other Act and referred to in section 2 may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted at any time prior to the day on which the Public Accounts for that fiscal year are tabled in Parliament, for the purpose of making adjustments in the Accounts of Canada for the fiscal year that do not require payments out of the Consolidated Revenue Fund.</p>	<p>5. En vertu de l'article 6, un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi et soumis à l'article 2 peut être inscrit après la fin de l'exercice pour lequel il est attribué, et ce en tout temps avant le dépôt au Parlement des Comptes publics du Canada afférents à cet exercice, lequel dépôt vise à apporter des rajustements aux Comptes publics du Canada pour un exercice donné qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor.</p>	Imputation pour rectification à l'exercice se terminant le 31 mars 2001
Appropriation charged to the following fiscal year ending March 31	<p>6. (1) An appropriation that is granted by this or any other Act and referred to in Schedule 2 may be charged after the end of the fiscal year that is after the fiscal year for which the appropriation is granted at any time prior to the day on which the Public Accounts for that second fiscal year are tabled in Parliament, for the purpose of making adjustments in the Accounts of Canada for that second fiscal year that do not require payments out of the Consolidated Revenue Fund.</p>	<p>6. (1) En vue d'apporter aux Comptes du Canada pour un exercice donné des rectifications qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor, il est possible d'inscrire un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi et prévu à l'annexe 2 après la clôture de l'exercice suivant celui pour lequel il est attribué, mais avant le dépôt au Parlement des Comptes publics afférents à ce dernier exercice.</p>	Imputation pour rectification à l'exercice suivant se terminant le 31 mars
Amounts chargeable to the following fiscal year ending March 31	<p>(2) Notwithstanding any other provision of this Act, amounts appropriated by this Act and set out in items of Schedule 2 may be paid and applied at any time on or before March 31, 2002, so long as every payment is charged first against the relevant amount appropriated under any Act that is earliest in time until that amount is exhausted, next against the relevant amount appropriated under any other Act, including this Act, that is next in time until that amount is exhausted and so on, and the balance of amounts so appropriated by this Act that have not been charged, subject to the adjustments referred to in section 37 of the <i>Financial Administration Act</i>, lapse at the end of the fiscal year following the fiscal year ending March 31, 2001.</p>	<p>(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, les sommes affectées par celle-ci, telles qu'énoncées à l'annexe 2, peuvent être appliquées au plus tard le 31 mars 2002. Chaque paiement est imputé, selon l'ordre chronologique de l'affectation, d'abord sur la somme correspondante affectée en vertu de n'importe quelle loi jusqu'à épuisement de cette somme, puis sur la somme correspondante affectée en vertu de toute autre loi, y compris la présente loi, jusqu'à épuisement de cette somme. La partie non utilisée des sommes ainsi affectées par la présente loi est, sous réserve des rapprochements visés à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, annulée à la fin de l'exercice qui suit l'exercice se terminant le 31 mars 2001.</p>	Montants imputables sur l'exercice suivant se terminant le 31 mars

Accounts to be
rendered
R.S., c. F-11

7. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 64 of the *Financial Administration Act*.

7. Les montants versés ou affectés sous le régime de la présente loi sont inscrits dans les Comptes publics, conformément à l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Comptes à
rendre
L.R., ch. F-11

SCHEDULE 1.1

Based on the Main Estimates, 2000-2001, the amount hereby granted is \$1,073,723,823.33, being eleven twelfths of the total of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2001 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE <i>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</i>		
	CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION		
15	Canadian Commercial Corporation – Program expenditures	10,664,000	9,775,333.33
	NATIONAL DEFENCE <i>DÉFENSE NATIONALE</i>		
10	National Defence – The grants listed in the Estimates, contributions to the North Atlantic Treaty Organization military budgets, common infrastructure program and airborne early warning and control systems and, in accordance with section 3 of <i>The Defence Appropriation Act, 1950</i> , the transfer of defence equipment and supplies and the provision of services and facilities for defence purposes.....	602,845,080	552,607,990.00
	NATURAL RESOURCES <i>RESSOURCES NATURELLES</i>		
	DEPARTMENT		
L10	Loan to Nordion International Inc. for the construction of two nuclear reactors and related processing facilities to be used in the production of medical isotopes	7,826,000	7,173,833.33
	TREASURY BOARD <i>CONSEIL DU TRÉSOR</i>		
	SECRETARIAT		
5	Government Contingencies – Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other appropriations for payroll and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for, including awards under the <i>Public Servants Inventions Act</i> and authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations.....	550,000,000	504,166,666.67
		1,171,335,080	1,073,723,823.33

ANNEXE 1.1

D'après le Budget principal des dépenses de 2000-2001, le montant accordé est de 1 073 723 823,33 \$, soit les onze douzièmes des postes de ce Budget que contient la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE</i>		
	CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE		
15	Corporation commerciale canadienne – Dépenses du Programme	10 664 000	9 775 333,33
	CONSEIL DU TRÉSOR <i>TREASURY BOARD</i>		
	SECRÉTARIAT		
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ajout de sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	550 000 000	504 166 666,67
	DÉFENSE NATIONALE <i>NATIONAL DEFENCE</i>		
10	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	602 845 080	552 607 990,00
	RESSOURCES NATURELLES <i>NATURAL RESOURCES</i>		
	MINISTÈRE		
L10	Prêt à Nordion International Inc. pour financer la construction de deux réacteurs nucléaires et des installations de traitement connexes qui seront utilisés pour la production d'isotopes médicaux	7 826 000	7 173 833,33
		1 171 335 080	1 073 723 823,33

SCHEDULE 1.2

Based on the Main Estimates, 2000-2001, the amount hereby granted is \$14,848,500.00, being nine twelfths of the total of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2001 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	PARLIAMENT <i>PARLEMENT</i>		
	LIBRARY OF PARLIAMENT		
10	Library of Parliament – Program expenditures, including authority to expend revenues received during the fiscal year arising from the activities of the Library of Parliament.	19,798,000	14,848,500.00
		19,798,000	14,848,500.00

ANNEXE 1.2

D'après le Budget principal des dépenses de 2000-2001, le montant accordé est de 14 848 500,00 \$, soit les neuf douzièmes des postes de ce Budget que contient la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
	PARLEMENT <i>PARLIAMENT</i>	\$	\$
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement.....	19 798 000	14 848 500,00
		19 798 000	14 848 500,00

SCHEDULE 1.3

Based on the Main Estimates, 2000-2001, the amount hereby granted is \$170,876,666.67, being eight twelfths of the total of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2001 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	<p>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT <i>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</i></p> <p>DEPARTMENT</p> <p>INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM</p>		
5	<p>Indian and Inuit Affairs – Operating expenditures, and</p> <p>(a) expenditures on works, buildings and equipment on other than federal property;</p> <p>(b) recoverable expenditures under agreements entered into with the approval of the Governor in Council with provincial governments and local school boards in respect of social assistance to non-Indians residing on Indian reserves and the education in Indian schools of non-Indians;</p> <p>(c) authority for the Minister of Indian Affairs and Northern Development to enter into agreements with provincial governments, school boards and charitable and other organizations for the provision of support and maintenance of children;</p> <p>(d) authority to provide, in respect of Indian and Inuit economic development activities, for the instruction and supervision of Indians and Inuit, the furnishing of materials and equipment, the purchase of finished goods and the sale of such finished goods; and</p> <p>(e) authority to sell electric power, fuel oil and services incidental thereto together with usual municipal services to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council and to provide the same to departments and agencies of the Government of Canada operating in Arctic Quebec</p>	256,315,000	170,876,666.67
		256,315,000	170,876,666.67

ANNEXE 1.3

D'après le Budget principal des dépenses de 2000-2001, le montant accordé est de 170 876 666,67 \$, soit les huit douzièmes des postes de ce Budget que contient la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i> MINISTÈRE PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUITES		
5	Affaires indiennes et inuites – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;</i> <i>b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes;</i> <i>c) autorisation au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants;</i> <i>d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuits, pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, et pour l'achat des produits finis et la vente de ces derniers;</i> <i>e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés au Nouveau-Québec</i>	256 315 000	170 876 666,67
		256 315 000	170 876 666,67

SCHEDULE 1.4

Based on the Main Estimates, 2000-2001, the amount hereby granted is \$868,616,583.33, being seven twelfths of the total of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2001 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	CANADIAN HERITAGE <i>PATRIMOINE CANADIEN</i>		
	NATIONAL BATTLEFIELDS COMMISSION		
65	National Battlefields Commission – Program expenditures	7,775,000	4,535,416.67
	FINANCE <i>FINANCES</i>		
	DEPARTMENT		
	FEDERAL-PROVINCIAL TRANSFERS PROGRAM		
15	Federal-Provincial Transfers – Transfer Payments to the Territorial Governments – Payments to the Government of each of the territories calculated in accordance with agreements, approved by the Governor in Council, entered into by the Minister of Finance and the respective territorial Minister of Finance; and authority to make interim payments for the current fiscal year to the Government of each of the territories prior to the signing of each such agreement, the total amount payable under each such agreement being reduced by the aggregate of interim payments made to the respective territorial government in the current fiscal year.....	1,479,000,000	862,750,000.00
	HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT <i>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES</i>		
	CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY		
20	Canadian Centre for Occupational Health and Safety – Program expenditures	1,531,000	893,083.33
	INDUSTRY <i>INDUSTRIE</i>		
	COPYRIGHT BOARD		
50	Copyright Board – Program expenditures.....	751,000	438,083.33
		1,489,057,000	868,616,583.33

ANNEXE 1.4

D'après le Budget principal des dépenses de 2000-2001, le montant accordé est de 868 616 583,33 \$, soit les sept douzièmes des postes de ce Budget que contient la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES <i>HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT</i>		
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
20	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail – Dépenses du Programme.....	1 531 000	893 083,33
	FINANCES <i>FINANCE</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME FÉDÉRAL DE TRANSFERTS AUX PROVINCES		
15	Transferts fédéraux aux provinces – Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux – Paiements au gouvernement de chaque territoire calculés conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement de chaque territoire avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours..	1 479 000 000	862 750 000,00
	INDUSTRIE <i>INDUSTRY</i>		
	COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
50	Commission du droit d'auteur – Dépenses du Programme.....	751 000	438 083,33
	PATRIMOINE CANADIEN <i>CANADIAN HERITAGE</i>		
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
65	Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme.....	7 775 000	4 535 416,67
		1 489 057 000	868 616 583,33

SCHEDULE 1.5

Based on the Main Estimates, 2000-2001, the amount hereby granted is \$188,321,500.00, being six twelfths of the total of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2001 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	CANADIAN HERITAGE <i>PATRIMOINE CANADIEN</i>		
	CANADA COUNCIL		
15	Payments to the Canada Council under section 18 of the <i>Canada Council Act</i> , to be used for the furtherance of the objects set out in section 8 of that Act	114,757,000	57,378,500.00
	FISHERIES AND OCEANS <i>PÊCHES ET OCÉANS</i>		
10	Fisheries and Oceans – The grants listed in the Estimates and contributions.....	175,911,000	87,955,500.00
	NATURAL RESOURCES <i>RESSOURCES NATURELLES</i>		
	CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION		
25	Payments to the Cape Breton Development Corporation for operating and capital expenditures	85,975,000	42,987,500.00
		376,643,000	188,321,500.00

ANNEXE 1.5

D'après le Budget principal des dépenses de 2000-2001, le montant accordé est de 188 321 500,00 \$, soit les six douzièmes des postes de ce Budget que contient la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	PATRIMOINE CANADIEN <i>CANADIAN HERITAGE</i>		
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
15	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	114 757 000	57 378 500,00
	PÊCHES ET OCÉANS <i>FISHERIES AND OCEANS</i>		
10	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	175 911 000	87 955 500,00
	RESSOURCES NATURELLES <i>NATURAL RESOURCES</i>		
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	85 975 000	42 987 500,00
		376 643 000	188 321 500,00

SCHEDULE 1.6

Based on the Main Estimates, 2000-2001, the amount hereby granted is \$1,995,339,250.00, being five twelfths of the total of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2001 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	CANADIAN HERITAGE <i>PATRIMOINE CANADIEN</i>		
	NATIONAL ARTS CENTRE CORPORATION		
60	Payments to the National Arts Centre Corporation.....	21,491,000	8,954,583.33
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT <i>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</i>		
	DEPARTMENT		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
15	Indian and Inuit Affairs – The grants listed in the Estimates and contributions.....	4,140,651,000	1,725,271,250.00
	INDUSTRY <i>INDUSTRIE</i>		
	CANADIAN SPACE AGENCY		
40	Canadian Space Agency – The grants listed in the Estimates and contributions.....	32,224,000	13,426,666.67
	JUSTICE <i>JUSTICE</i>		
	DEPARTMENT		
1	Justice – Operating expenditures.....	303,361,000	126,400,416.67
	SOLICITOR GENERAL <i>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</i>		
	DEPARTMENT		
5	Solicitor General – The grants listed in the Estimates and contributions	60,558,200	25,232,583.33

ANNEXE 1.6

D'après le Budget principal des dépenses de 2000-2001, le montant accordé est de 1 995 339 250,00 \$, soit les cinq douzièmes des postes de ce Budget que contient la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUITES		
15	Affaires indiennes et inuites – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .	4 140 651 000	1 725 271 250,00
	CONSEIL DU TRÉSOR <i>TREASURY BOARD</i>		
	SECRÉTARIAT		
1	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses de fonctionnement et le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	84 566 000	35 235 833,33
	INDUSTRIE <i>INDUSTRY</i>		
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
40	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions..	32 224 000	13 426 666,67
	JUSTICE <i>JUSTICE</i>		
	MINISTÈRE		
1	Justice – Dépenses de fonctionnement.....	303 361 000	126 400 416,67

SCHEDULE 1.6 – *Concluded*

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	TRANSPORT <i>TRANSPORTS</i>		
	DEPARTMENT		
1	Transport – Operating expenditures, and (a) authority to make expenditures on other than federal property in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics; (b) authority for the payment of commissions for revenue collection pursuant to the <i>Aeronautics Act</i> ; and (c) authority to expend revenue received during the fiscal year	145,963,000	60,817,916.67
	TREASURY BOARD <i>CONSEIL DU TRÉSOR</i>		
	SECRETARIAT		
1	Treasury Board Secretariat – Operating expenditures and authority to expend revenues received during the fiscal year arising from activities of the Treasury Board Secretariat...	84,566,000	35,235,833.33
		4,788,814,200	1,995,339,250.00

ANNEXE 1.6 (suite et fin)

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	PATRIMOINE CANADIEN <i>CANADIAN HERITAGE</i>		
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
60	Paiements à la Société du Centre national des Arts	21 491 000	8 954 583,33
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL <i>SOLICITOR GENERAL</i>		
	MINISTÈRE		
5	Solliciteur général – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	60 558 200	25 232 583,33
	TRANSPORTS <i>TRANSPORT</i>		
	MINISTÈRE		
1	Transports – Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice.....	145 963 000	60 817 916,67
		4 788 814 200	1 995 339 250,00

SCHEDULE 1.7

Based on the Main Estimates, 2000-2001, the amount hereby granted is \$3,111,692,675.33, being four twelfths of the total of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2001 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	<p style="text-align: center;">AGRICULTURE AND AGRI-FOOD <i>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</i></p> <p style="text-align: center;">DEPARTMENT</p>		
10	Agriculture and Agri-Food – The grants listed in the Estimates and contributions.....	1,273,824,000	424,608,000.00
	<p style="text-align: center;">CANADIAN HERITAGE <i>PATRIMOINE CANADIEN</i></p> <p style="text-align: center;">CANADIAN BROADCASTING CORPORATION</p>		
20	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service	783,415,000	261,138,333.33
	<p style="text-align: center;">CANADIAN FILM DEVELOPMENT CORPORATION</p>		
35	Payments to the Canadian Film Development Corporation to be used for the purposes set out in the <i>Canadian Film Development Corporation Act</i>	79,397,000	26,465,666.67
	<p style="text-align: center;">CANADIAN MUSEUM OF NATURE</p>		
45	Payments to the Canadian Museum of Nature for operating and capital expenditures	21,125,000	7,041,666.67
	<p style="text-align: center;">CITIZENSHIP AND IMMIGRATION <i>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</i></p> <p style="text-align: center;">DEPARTMENT</p>		
10	Citizenship and Immigration – The grants listed in the Estimates and contributions.....	387,304,784	129,101,594.67

ANNEXE 1.7

D'après le Budget principal des dépenses de 2000-2001, le montant accordé est de 3 111 692 675,33 \$, soit les quatre douzièmes des postes de ce Budget que contient la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE</i>		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25	Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international et de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services.....	1 420 808 000	473 602 666,67
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
45	Commission mixte internationale – Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	4 045 000	1 348 333,33
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
25	Affaires du Nord – Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom des gouvernements des Territoires, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral, et l'autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	80 832 000	26 944 000,00
30	Affaires du Nord – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	49 998 900	16 666 300,00

SCHEDULE 1.7 – *Continued*

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE <i>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</i>		
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY		
25	Canadian International Development Agency – The grants and contributions listed in the Estimates and payments to international financial institutions in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i> , provided that the amounts listed for contributions may be increased or decreased with the approval of the Treasury Board, for international development assistance, international humanitarian assistance and other specified purposes, in the form of cash payments or the provision of goods, commodities or services	1,420,808,000	473,602,666.67
	INTERNATIONAL JOINT COMMISSION		
45	International Joint Commission – Program expenditures – Salaries and expenses of the Canadian Section, expenses of studies, surveys and investigations by the Commission under International References and expenses of the Commission under the Canada/United States Agreement on Great Lakes Water Quality	4,045,000	1,348,333.33
	HEALTH <i>SANTÉ</i>		
	DEPARTMENT		
1	Health – Operating expenditures and, pursuant to paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , authority to spend revenues to offset expenditures incurred in the fiscal year arising from the provision of services or the sale of products related to health protection, regulatory activities and medical services	1,148,851,342	382,950,447.33
	HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT <i>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES</i>		
	DEPARTMENT		
5	Grants and contributions	992,135,000	330,711,666.67

ANNEXE 1.7 (suite)

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE <i>AGRICULTURE AND AGRI-FOOD</i>		
	MINISTÈRE		
10	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	1 273 824 000	424 608 000,00
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION <i>CITIZENSHIP AND IMMIGRATION</i>		
	MINISTÈRE		
10	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions..	387 304 784	129 101 594,67
	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES <i>HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT</i>		
	MINISTÈRE		
5	Subventions et contributions.....	992 135 000	330 711 666,67
	INDUSTRIE <i>INDUSTRY</i>		
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
35	Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital.....	188 239 000	62 746 333,33
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
90	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses	527 573 000	175 857 666,67
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
95	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement	8 542 000	2 847 333,33
100	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses..	112 042 000	37 347 333,33

SCHEDULE 1.7 – *Continued*

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT <i>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</i>		
	DEPARTMENT		
	NORTHERN AFFAIRS PROGRAM		
25	Northern Affairs – Operating expenditures and authority to make recoverable advances for services performed on behalf of territorial governments; authority to make expenditures and recoverable advances in respect of services provided and work performed on other than federal property; and authority to make contributions towards construction done by local or private authorities.....	80,832,000	26,944,000.00
30	Northern Affairs – The grants listed in the Estimates and contributions	49,998,900	16,666,300.00
	INDUSTRY <i>INDUSTRIE</i>		
	CANADIAN SPACE AGENCY		
35	Canadian Space Agency – Capital expenditures.....	188,239,000	62,746,333.33
	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL		
90	Natural Sciences and Engineering Research Council – The grants listed in the Estimates	527,573,000	175,857,666.67
	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL		
95	Social Sciences and Humanities Research Council – Operating expenditures	8,542,000	2,847,333.33
100	Social Sciences and Humanities Research Council – The grants listed in the Estimates	112,042,000	37,347,333.33
	STATISTICS CANADA		
110	Statistics Canada – Program expenditures and authority to expend revenue received during the fiscal year	351,691,000	117,230,333.33

ANNEXE 1.7 (suite)

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	INDUSTRIE (suite et fin) INDUSTRY – Concluded		
	STATISTIQUE CANADA		
110	Statistique Canada – Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	351 691 000	117 230 333,33
	PATRIMOINE CANADIEN CANADIAN HERITAGE		
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	783 415 000	261 138 333,33
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE		
35	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>	79 397 000	26 465 666,67
	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
45	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	21 125 000	7 041 666,67
	SANTÉ HEALTH		
	MINISTÈRE		
1	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux	1 148 851 342	382 950 447,33

SCHEDULE 1.7 – Concluded

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES <i>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</i>		
	DEPARTMENT		
	GOVERNMENT SERVICES PROGRAM		
1	Government Services – Operating expenditures for the provision of accommodation, common and central services including recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i> , the <i>Employment Insurance Act</i> and the <i>Seized Property Management Act</i> , contributions, and authority to spend revenue received during the fiscal year arising from accommodation, central and common services in respect of these services.....	1,645,045,000	548,348,333.33
	CROWN CORPORATIONS PROGRAM		
10	Payments to Queens Quay West Land Corporation for operating and capital expenditures ..	3,000,000	1,000,000.00
	CANADA POST CORPORATION		
25	Payments to the Canada Post Corporation for special purposes	257,210,000	85,736,666.67
		9,335,078,026	3,111,692,675.33

ANNEXE 1.7 (fin)

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX <i>PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1	Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , contributions, et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux	1 645 045 000	548 348 333,33
	PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
10	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	3 000 000	1 000 000,00
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
25	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	257 210 000	85 736 666,67
		9 335 078 026	3 111 692 675,33

SCHEDULE 2

Based on the Main Estimates, 2000-2001, the amount hereby granted is \$637,623,250.00, being three twelfths of the total of the items in those Estimates as contained in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending March 31, 2001, that may be charged to that fiscal year and the following fiscal year ending March 31 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY <i>AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA</i>		
1	Canada Customs and Revenue Agency – Operating expenditures and recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Employment Insurance Act</i> .	2,187,612,000	546,903,000.00
5	Canada Customs and Revenue Agency – Capital expenditures.....	13,727,000	3,431,750.00
10	Canada Customs and Revenue Agency – Contributions.....	95,000,000	23,750,000.00
	CANADIAN HERITAGE <i>PATRIMOINE CANADIEN</i>		
	PARKS CANADA AGENCY		
110	Parks Canada Agency – Program expenditures, including capital expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions, including expenditures on other than federal property, and payments to provinces and municipalities as contributions towards the cost of undertaking carried out by those bodies.....	243,054,000	60,763,500.00
115	Payments to the New Parks and Historic Sites Account for the purposes of establishing new national parks, national historic sites and related heritage areas, as set out in section 21 of the <i>Parks Canada Agency Act</i>	11,100,000	2,775,000.00
		2,550,493,000	637,623,250.00

ANNEXE 2

D'après le Budget principal des dépenses de 2000-2001, le montant accordé est de 637 623 250,00 \$, soit les trois douzièmes des postes de ce Budget que contient la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001, pouvant être imputées à l'exercice en cours et à l'exercice suivant se terminant le 31 mars et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA <i>CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY</i>		
1	Agence des douanes et du revenu du Canada – Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2,187 612 000	546 903 000,00
5	Agence des douanes et du revenu du Canada – Dépenses en capital.....	13 727 000	3 431 750,00
10	Agence des douanes et du revenu du Canada – Contributions	95 000 000	23 750 000,00
	PATRIMOINE CANADIEN <i>CANADIAN HERITAGE</i>		
	AGENCE PARCS CANADA		
110	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières	243 054 000	60 763 500,00
115	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	11 100 000	2 775 000,00
		2 550 493 000	637 623 250,00

CHAPTER 5

PERSONAL INFORMATION PROTECTION AND ELECTRONIC DOCUMENTS ACT

SUMMARY

Part 1 of this enactment establishes a right to the protection of personal information collected, used or disclosed in the course of commercial activities, in connection with the operation of a federal work, undertaking or business or interprovincially or internationally.

It establishes the following principles to govern the collection, use and disclosure of personal information: accountability, identifying the purposes for the collection of personal information, obtaining consent, limiting collection, limiting use, disclosure and retention, ensuring accuracy, providing adequate security, making information management policies readily available, providing individuals with access to information about themselves, and giving individuals a right to challenge an organization's compliance with these principles.

It further provides for the Privacy Commissioner to receive complaints concerning contraventions of the principles, conduct investigations and attempt to resolve such complaints. Unresolved disputes relating to certain matters can be taken to the Federal Court for resolution.

Part 2 sets out the legislative scheme by which requirements in federal statutes and regulations that contemplate the use of paper or do not expressly permit the use of electronic technology may be administered or complied with in the electronic environment. It grants authority to the appropriate authorities to make regulations about how those requirements may be satisfied using electronic means.

CHAPITRE 5

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET LES DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES

SOMMAIRE

La partie 1 du texte établit le droit à la protection des renseignements personnels recueillis, utilisés ou communiqués dans le cadre d'activités commerciales, dans le cadre d'une entreprise fédérale ou d'une province à l'autre ou d'un pays à l'autre.

Elle énonce les principes qui doivent régir la collecte, l'utilisation et la communication des renseignements personnels : la responsabilité, la détermination des fins de la collecte, l'obtention d'un consentement, la limitation de la collecte, de l'utilisation, de la communication et de la conservation, l'exactitude, l'existence de mesures de sécurité adéquates, l'accès facile aux politiques sur la gestion des renseignements personnels, l'accès d'un individu aux renseignements qui le concernent et la possibilité de porter plainte contre le non-respect des principes par une organisation.

De plus, elle octroie au Commissaire à la protection de la vie privée le pouvoir de recevoir les plaintes relatives au non-respect des principes, de procéder à l'examen de celles-ci et de tenter de parvenir à leur règlement. Certains différends non réglés peuvent être portés devant la Cour fédérale.

La partie 2 énonce le projet législatif dans lequel les exigences dans les lois fédérales et les règlements fédéraux pour des copies papier de documents, sans permettre spécifiquement l'utilisation de technologies électroniques, peuvent être gérées ou satisfaites dans un environnement électronique. Cette partie autorise les autorités concernées à prendre des règlements sur la manière de satisfaire à ces exigences par des moyens électroniques.

Part 2 also describes the characteristics of secure electronic signatures and grants authority to make regulations prescribing technologies or processes for the purpose of the definition “secure electronic signature”.

Part 3 amends the *Canada Evidence Act* to facilitate the admissibility of electronic documents, to establish evidentiary presumptions related to secure electronic signatures, and to provide for the recognition as evidence of notices, acts and other documents published electronically by the Queen’s Printer.

Part 4 amends the *Statutory Instruments Act* to authorize the publication of the *Canada Gazette* by electronic means.

Part 5 amends the *Statute Revision Act* to authorize the publication and distribution of an electronic version of the Consolidated Statutes and Regulations of Canada.

De plus, elle énonce les critères pour une signature électronique sécurisée et autorise la prise de règlements prescrivant les technologies et les procédés pour l’application de la définition de « signature électronique sécurisée ».

La partie 3 modifie la *Loi sur la preuve au Canada* pour faciliter l’admissibilité des documents électroniques, pour établir des présomptions relatives aux signatures électroniques sécurisées et pour reconnaître comme élément de preuve les avis, actes et autres documents publiés sur support électronique par l’imprimeur de la Reine.

La partie 4 modifie la *Loi sur les textes réglementaires* pour autoriser la publication de la *Gazette du Canada* par moyen électronique.

En dernier lieu, la partie 5 modifie la *Loi sur la révision des lois* pour autoriser la publication et la diffusion d’une version électronique des lois codifiées et des règlements codifiés du Canada.

TABLE OF PROVISIONS

PERSONAL INFORMATION PROTECTION AND
ELECTRONIC DOCUMENTS ACT

SHORT TITLE

1. *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*

PART 1

PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION IN THE
PRIVATE SECTOR

Interpretation

2. Definitions

Purpose

3. Purpose

Application

4. Application

DIVISION 1

PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

5. Compliance with obligations
6. Effect of designation of individual
7. Collection without knowledge or consent
8. Written request
9. When access prohibited
10. Sensory disability

DIVISION 2

REMEDIES

Filing of Complaints

11. Contravention

TABLE ANALYTIQUE

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET LES DOCUMENTS
ÉLECTRONIQUES

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques.*

PARTIE 1

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS
DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Définitions

2. Définitions

Objet

3. Objet

Champ d'application

4. Champ d'application

SECTION 1

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

5. Obligation de se conformer aux obligations
6. Conséquence de la désignation d'une personne
7. Collecte à l'insu de l'intéressé et sans son consentement
8. Demande écrite
9. Cas où la communication est interdite
10. Déficience sensorielle

SECTION 2

RECOURS

Dépôt des plaintes

11. Violation

	Investigations of Complaints		Examen des plaintes
12.	Powers of Commissioner	12.	Pouvoirs du commissaire
	Commissioner's Report		Rapport du commissaire
13.	Contents	13.	Contenu
	Hearing by Court		Audience de la Cour
14.	Application	14.	Demande
15.	Commissioner may apply or appear	15.	Exercice du recours par le commissaire
16.	Remedies	16.	Réparations
17.	Summary hearings	17.	Procédure sommaire
	DIVISION 3		SECTION 3
	AUDITS		VÉRIFICATIONS
18.	To ensure compliance	18.	Contrôle d'application
19.	Report of findings and recommendations	19.	Rapport des conclusions et recommandations du commissaire
	DIVISION 4		SECTION 4
	GENERAL		DISPOSITIONS GÉNÉRALES
20.	Confidentiality	20.	Secret
21.	Not competent witness	21.	Qualité pour témoigner
22.	Protection of Commissioner	22.	Immunité du commissaire
23.	Consultations with provinces	23.	Consultation avec les provinces
24.	Promoting the purposes of the Part	24.	Promotion de l'objet de la partie
25.	Annual report	25.	Rapport annuel
26.	Regulations	26.	Règlements
27.	Whistleblowing	27.	Dénonciation
27.1.	Prohibition	27.1.	Interdiction
28.	Offence and punishment	28.	Infraction et peine
29.	Review of Part by parliamentary committee	29.	Examen par un comité parlementaire
	DIVISION 5		SECTION 5
	TRANSITIONAL PROVISIONS		DISPOSITIONS TRANSITOIRES
30.	Application	30.	Application
	PART 2		PARTIE 2
	ELECTRONIC DOCUMENTS		DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES
	<i>Interpretation</i>		<i>Définitions</i>
31.	Definitions	31.	Définitions
	<i>Purpose</i>		<i>Objet</i>
32.	Purpose	32.	Objet

Electronic Alternatives

33. Collection, storage, etc.
34. Electronic payment
35. Electronic version of statutory form
36. Documents as evidence or proof
37. Retention of documents
38. Notarial act
39. Seals
40. Requirements to provide documents or information
41. Writing requirements
42. Original documents
43. Signatures
44. Statements made under oath
45. Statements declaring truth, etc.
46. Witnessed signatures
47. Copies

Regulations and Orders

48. Regulations
49. Amendment of schedules
50. Regulations
51. Effect of striking out listed provision

PART 3

AMENDMENTS TO THE CANADA EVIDENCE ACT

52-57. *Canada Evidence Act*

PART 4

AMENDMENTS TO THE STATUTORY INSTRUMENTS ACT

58-59. *Statutory Instruments Act*

PART 5

AMENDMENTS TO THE STATUTE REVISION ACT

60-71. *Statute Revision Act*

PART 6

COMING INTO FORCE

72. Coming into force

SCHEDULES

Moyens électroniques

33. Collecte, mise en mémoire, etc.
34. Paiements par voie électronique
35. Version électronique des formulaires d'origine législative
36. Preuve par documents
37. Conservation des documents
38. Actes notariés
39. Sceaux
40. Obligation de fournir des documents ou de l'information
41. Documents sous forme écrite
42. Documents originaux
43. Signatures
44. Déclarations sous serment
45. Déclarations
46. Signatures devant témoin
47. Exemplaires

Règlements et décrets

48. Règlements
49. Modification des annexes
50. Règlements
51. Effet d'une disposition supprimée de la liste

PARTIE 3

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PREUVE AU CANADA

52-57. *Loi sur la preuve au Canada*

PARTIE 4

MODIFICATION DE LA LOI SUR LES TEXTES
RÉGLEMENTAIRES58-59. *Loi sur les textes réglementaires*

PARTIE 5

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA RÉVISION DES LOIS

60-71. *Loi sur la révision des lois*

PARTIE 6

ENTRÉE EN VIGUEUR

72. Entrée en vigueur

ANNEXES

48-49 ELIZABETH II

48-49 ELIZABETH II

CHAPTER 5

CHAPITRE 5

An Act to support and promote electronic commerce by protecting personal information that is collected, used or disclosed in certain circumstances, by providing for the use of electronic means to communicate or record information or transactions and by amending the Canada Evidence Act, the Statutory Instruments Act and the Statute Revision Act

Loi visant à faciliter et à promouvoir le commerce électronique en protégeant les renseignements personnels recueillis, utilisés ou communiqués dans certaines circonstances, en prévoyant l'utilisation de moyens électroniques pour communiquer ou enregistrer de l'information et des transactions et en modifiant la Loi sur la preuve au Canada, la Loi sur les textes réglementaires et la Loi sur la révision des lois

[Assented to 13th April, 2000]

[Sanctionnée le 13 avril 2000]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*.

1. *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*.

Titre abrégé

PART 1

PARTIE 1

PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION IN THE PRIVATE SECTOR

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Interpretation

Définitions

Definitions

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

“alternative format”
« support de substitution »

“alternative format”, with respect to personal information, means a format that allows a person with a sensory disability to read or listen to the personal information.

« activité commerciale » Toute activité régulière ainsi que tout acte isolé qui revêtent un caractère commercial de par leur nature, y compris la vente, le troc ou la location de listes de donneurs, d'adhésion ou de collecte de fonds.

« activité commerciale »
“commercial activity”

“commercial activity”
« activité commerciale »

“commercial activity” means any particular transaction, act or conduct or any regular course of conduct that is of a commercial character, including the selling, bartering or leasing of donor, membership or other fundraising lists.

« commissaire » Le Commissaire à la protection de la vie privée nommé en application de l'article 53 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

« commissaire »
“Commissioner”

“Commissioner”
« *commissaire* »

“Commissioner” means the Privacy Commissioner appointed under section 53 of the *Privacy Act*.

“Court”
« *Cour* »

“Court” means the Federal Court—Trial Division.

“federal work, undertaking or business”
« *entreprises fédérales* »

“federal work, undertaking or business” means any work, undertaking or business that is within the legislative authority of Parliament. It includes

(a) a work, undertaking or business that is operated or carried on for or in connection with navigation and shipping, whether inland or maritime, including the operation of ships and transportation by ship anywhere in Canada;

(b) a railway, canal, telegraph or other work or undertaking that connects a province with another province, or that extends beyond the limits of a province;

(c) a line of ships that connects a province with another province, or that extends beyond the limits of a province;

(d) a ferry between a province and another province or between a province and a country other than Canada;

(e) aerodromes, aircraft or a line of air transportation;

(f) a radio broadcasting station;

(g) a bank;

(h) a work that, although wholly situated within a province, is before or after its execution declared by Parliament to be for the general advantage of Canada or for the advantage of two or more provinces;

(i) a work, undertaking or business outside the exclusive legislative authority of the legislatures of the provinces; and

(j) a work, undertaking or business to which federal laws, within the meaning of section 2 of the *Oceans Act*, apply under section 20 of that Act and any regulations made under paragraph 26(1)(k) of that Act.

« *Cour* » La Section de première instance de la Cour fédérale.

« *Cour* »
“*Court*”

« *document* » Tous éléments d’information, quels que soient leur forme et leur support, notamment correspondance, note, livre, plan, carte, dessin, diagramme, illustration ou graphique, photographie, film, micro-forme, enregistrement sonore, magnétoscopique ou informatisé, ou toute reproduction de ces éléments d’information.

« *document* »
“*record*”

« *entreprises fédérales* » Les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs d’activité qui relèvent de la compétence législative du Parlement. Sont compris parmi les entreprises fédérales :

« *entreprises fédérales* »
“*federal work, undertaking or business*”

a) les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs d’activité qui se rapportent à la navigation et aux transports par eau, notamment l’exploitation de navires et le transport par navire partout au Canada;

b) les installations ou ouvrages, notamment les chemins de fer, canaux ou liaisons télégraphiques, reliant une province à une autre, ou débordant les limites d’une province, et les entreprises correspondantes;

c) les lignes de transport par bateaux à vapeur ou autres navires, reliant une province à une autre, ou débordant les limites d’une province;

d) les passages par eaux entre deux provinces ou entre une province et un pays étranger;

e) les aéroports, aéronefs ou lignes de transport aérien;

f) les stations de radiodiffusion;

g) les banques;

h) les ouvrages qui, bien qu’entièrement situés dans une province, sont, avant ou après leur réalisation, déclarés par le Parlement être à l’avantage général du Canada ou à l’avantage de plusieurs provinces;

i) les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs d’activité ne ressortissant pas au pouvoir législatif exclusif des législatures provinciales;

"organization" « organisation »	"organization" includes an association, a partnership, a person and a trade union.	j) les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs d'activité auxquels le droit, au sens de l'alinéa a) de la définition de « droit » à l'article 2 de la <i>Loi sur les océans</i> , s'applique en vertu de l'article 20 de cette loi et des règlements pris en vertu de l'alinéa 26(1)k) de la même loi.	« organisation » "organization"
"personal health information" « renseignement personnel sur la santé »	"personal health information", with respect to an individual, whether living or deceased, means (a) information concerning the physical or mental health of the individual; (b) information concerning any health service provided to the individual; (c) information concerning the donation by the individual of any body part or any bodily substance of the individual or information derived from the testing or examination of a body part or bodily substance of the individual; (d) information that is collected in the course of providing health services to the individual; or (e) information that is collected incidentally to the provision of health services to the individual.	« organisation » S'entend notamment des associations, sociétés de personnes, personnes et organisations syndicales. « renseignement personnel » Tout renseignement concernant un individu identifiable, à l'exclusion du nom et du titre d'un employé d'une organisation et des adresse et numéro de téléphone de son lieu de travail. « renseignement personnel sur la santé » En ce qui concerne un individu vivant ou décédé : a) tout renseignement ayant trait à sa santé physique ou mentale; b) tout renseignement relatif aux services de santé fournis à celui-ci; c) tout renseignement relatif aux dons de parties du corps ou de substances corporelles faits par lui, ou tout renseignement provenant des résultats de tests ou d'examen effectués sur une partie du corps ou une substance corporelle de celui-ci; d) tout renseignement recueilli dans le cadre de la prestation de services de santé à celui-ci; e) tout renseignement recueilli fortuitement lors de la prestation de services de santé à celui-ci.	« renseignement personnel » "personal information" « renseignement personnel sur la santé » "personal health information"
"personal information" « renseignement personnel »	"personal information" means information about an identifiable individual, but does not include the name, title or business address or telephone number of an employee of an organization.	c) tout renseignement relatif aux dons de parties du corps ou de substances corporelles faits par lui, ou tout renseignement provenant des résultats de tests ou d'examen effectués sur une partie du corps ou une substance corporelle de celui-ci;	« support de substitution » "alternative format"
"record" « document »	"record" includes any correspondence, memorandum, book, plan, map, drawing, diagram, pictorial or graphic work, photograph, film, microform, sound recording, videotape, machine-readable record and any other documentary material, regardless of physical form or characteristics, and any copy of any of those things.	d) tout renseignement recueilli dans le cadre de la prestation de services de santé à celui-ci; e) tout renseignement recueilli fortuitement lors de la prestation de services de santé à celui-ci.	Notes de l'annexe 1
Notes in Schedule 1	(2) In this Part, a reference to clause 4.3 or 4.9 of Schedule 1 does not include a reference to the note that accompanies that clause.	(2) Dans la présente partie, la mention des articles 4.3 ou 4.9 de l'annexe 1 ne vise pas les notes afférentes.	Notes de l'annexe 1

	<i>Purpose</i>	<i>Objet</i>	
Purpose	<p>3. The purpose of this Part is to establish, in an era in which technology increasingly facilitates the circulation and exchange of information, rules to govern the collection, use and disclosure of personal information in a manner that recognizes the right of privacy of individuals with respect to their personal information and the need of organizations to collect, use or disclose personal information for purposes that a reasonable person would consider appropriate in the circumstances.</p>	<p>3. La présente partie a pour objet de fixer, dans une ère où la technologie facilite de plus en plus la circulation et l'échange de renseignements, des règles régissant la collecte, l'utilisation et la communication de renseignements personnels d'une manière qui tient compte du droit des individus à la vie privée à l'égard des renseignements personnels qui les concernent et du besoin des organisations de recueillir, d'utiliser ou de communiquer des renseignements personnels à des fins qu'une personne raisonnable estimerait acceptables dans les circonstances.</p>	Objet
	<i>Application</i>	<i>Champ d'application</i>	
Application	<p>4. (1) This Part applies to every organization in respect of personal information that</p> <p>(a) the organization collects, uses or discloses in the course of commercial activities; or</p> <p>(b) is about an employee of the organization and that the organization collects, uses or discloses in connection with the operation of a federal work, undertaking or business.</p>	<p>4. (1) La présente partie s'applique à toute organisation à l'égard des renseignements personnels :</p> <p>a) soit qu'elle recueille, utilise ou communique dans le cadre d'activités commerciales;</p> <p>b) soit qui concernent un de ses employés et qu'elle recueille, utilise ou communique dans le cadre d'une entreprise fédérale.</p>	Champ d'application
Limit	<p>(2) This Part does not apply to</p> <p>(a) any government institution to which the <i>Privacy Act</i> applies;</p> <p>(b) any individual in respect of personal information that the individual collects, uses or discloses for personal or domestic purposes and does not collect, use or disclose for any other purpose; or</p> <p>(c) any organization in respect of personal information that the organization collects, uses or discloses for journalistic, artistic or literary purposes and does not collect, use or disclose for any other purpose.</p>	<p>(2) La présente partie ne s'applique pas :</p> <p>a) aux institutions fédérales auxquelles s'applique la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>;</p> <p>b) à un individu à l'égard des renseignements personnels qu'il recueille, utilise ou communique à des fins personnelles ou domestiques et à aucune autre fin;</p> <p>c) à une organisation à l'égard des renseignements personnels qu'elle recueille, utilise ou communique à des fins journalistiques, artistiques ou littéraires et à aucune autre fin.</p>	Limite
Other Acts	<p>(3) Every provision of this Part applies despite any provision, enacted after this subsection comes into force, of any other Act of Parliament, unless the other Act expressly declares that that provision operates despite the provision of this Part.</p>	<p>(3) Toute disposition de la présente partie s'applique malgré toute disposition — édictée après l'entrée en vigueur du présent paragraphe — d'une autre loi fédérale, sauf dérogation expresse de la disposition de l'autre loi.</p>	Autre loi

DIVISION 1

SECTION 1

PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Compliance with obligations	<p>5. (1) Subject to sections 6 to 9, every organization shall comply with the obligations set out in Schedule 1.</p>	<p>5. (1) Sous réserve des articles 6 à 9, toute organisation doit se conformer aux obligations énoncées dans l'annexe 1.</p>	Obligation de se conformer aux obligations
Meaning of "should"	<p>(2) The word "should", when used in Schedule 1, indicates a recommendation and does not impose an obligation.</p>	<p>(2) L'emploi du conditionnel dans l'annexe 1 indique qu'il s'agit d'une recommandation et non d'une obligation.</p>	Emploi du conditionnel
Appropriate purposes	<p>(3) An organization may collect, use or disclose personal information only for purposes that a reasonable person would consider are appropriate in the circumstances.</p>	<p>(3) L'organisation ne peut recueillir, utiliser ou communiquer des renseignements personnels qu'à des fins qu'une personne raisonnable estimerait acceptables dans les circonstances.</p>	Fins acceptables
Effect of designation of individual	<p>6. The designation of an individual under clause 4.1 of Schedule 1 does not relieve the organization of the obligation to comply with the obligations set out in that Schedule.</p>	<p>6. La désignation d'une personne en application de l'article 4.1 de l'annexe 1 n'exempte pas l'organisation des obligations énoncées dans cette annexe.</p>	Conséquence de la désignation d'une personne
Collection without knowledge or consent	<p>7. (1) For the purpose of clause 4.3 of Schedule 1, and despite the note that accompanies that clause, an organization may collect personal information without the knowledge or consent of the individual only if</p> <p>(a) the collection is clearly in the interests of the individual and consent cannot be obtained in a timely way;</p> <p>(b) it is reasonable to expect that the collection with the knowledge or consent of the individual would compromise the availability or the accuracy of the information and the collection is reasonable for purposes related to investigating a breach of an agreement or a contravention of the laws of Canada or a province;</p> <p>(c) the collection is solely for journalistic, artistic or literary purposes; or</p> <p>(d) the information is publicly available and is specified by the regulations.</p>	<p>7. (1) Pour l'application de l'article 4.3 de l'annexe 1 et malgré la note afférente, l'organisation ne peut recueillir de renseignement personnel à l'insu de l'intéressé et sans son consentement que dans les cas suivants :</p> <p>a) la collecte du renseignement est manifestement dans l'intérêt de l'intéressé et le consentement ne peut être obtenu auprès de celui-ci en temps opportun;</p> <p>b) il est raisonnable de s'attendre à ce que la collecte effectuée au su ou avec le consentement de l'intéressé puisse compromettre l'exactitude du renseignement ou l'accès à celui-ci, et la collecte est raisonnable à des fins liées à une enquête sur la violation d'un accord ou la contravention du droit fédéral ou provincial;</p> <p>c) la collecte est faite uniquement à des fins journalistiques, artistiques ou littéraires;</p> <p>d) il s'agit d'un renseignement réglementaire auquel le public a accès.</p>	Collecte à l'insu de l'intéressé et sans son consentement
Use without knowledge or consent	<p>(2) For the purpose of clause 4.3 of Schedule 1, and despite the note that accompanies that clause, an organization may, without the knowledge or consent of the individual, use personal information only if</p> <p>(a) in the course of its activities, the organization becomes aware of information that it has reasonable grounds to believe could be useful in the investigation of a</p>	<p>(2) Pour l'application de l'article 4.3 de l'annexe 1 et malgré la note afférente, l'organisation ne peut utiliser de renseignement personnel à l'insu de l'intéressé et sans son consentement que dans les cas suivants :</p> <p>a) dans le cadre de ses activités, l'organisation découvre l'existence d'un renseignement dont elle a des motifs raisonnables de croire qu'il pourrait être utile à une enquête</p>	Utilisation à l'insu de l'intéressé et sans son consentement

contravention of the laws of Canada, a province or a foreign jurisdiction that has been, is being or is about to be committed, and the information is used for the purpose of investigating that contravention;

(b) it is used for the purpose of acting in respect of an emergency that threatens the life, health or security of an individual;

(c) it is used for statistical, or scholarly study or research, purposes that cannot be achieved without using the information, the information is used in a manner that will ensure its confidentiality, it is impracticable to obtain consent and the organization informs the Commissioner of the use before the information is used;

(c.1) it is publicly available and is specified by the regulations; or

(d) it was collected under paragraph (1)(a) or (b).

(3) For the purpose of clause 4.3 of Schedule 1, and despite the note that accompanies that clause, an organization may disclose personal information without the knowledge or consent of the individual only if the disclosure is

(a) made to, in the Province of Quebec, an advocate or notary or, in any other province, a barrister or solicitor who is representing the organization;

(b) for the purpose of collecting a debt owed by the individual to the organization;

(c) required to comply with a subpoena or warrant issued or an order made by a court, person or body with jurisdiction to compel the production of information, or to comply with rules of court relating to the production of records;

(c.1) made to a government institution or part of a government institution that has made a request for the information, identified its lawful authority to obtain the information and indicated that

(i) it suspects that the information relates to national security, the defence of Canada or the conduct of international affairs,

sur une contravention au droit fédéral, provincial ou étranger qui a été commise ou est en train ou sur le point de l'être, et l'utilisation est faite aux fins d'enquête;

b) l'utilisation est faite pour répondre à une situation d'urgence mettant en danger la vie, la santé ou la sécurité de tout individu;

c) l'utilisation est faite à des fins statistiques ou à des fins d'étude ou de recherche érudites, ces fins ne peuvent être réalisées sans que le renseignement soit utilisé, celui-ci est utilisé d'une manière qui en assure le caractère confidentiel, le consentement est pratiquement impossible à obtenir et l'organisation informe le commissaire de l'utilisation avant de la faire;

c.1) il s'agit d'un renseignement réglementaire auquel le public a accès;

d) le renseignement a été recueilli au titre des alinéas (1)a) ou b).

(3) Pour l'application de l'article 4.3 de l'annexe 1 et malgré la note afférente, l'organisation ne peut communiquer de renseignement personnel à l'insu de l'intéressé et sans son consentement que dans les cas suivants :

a) la communication est faite à un avocat — dans la province de Québec, à un avocat ou à un notaire — qui représente l'organisation;

b) elle est faite en vue du recouvrement d'une créance que celle-ci a contre l'intéressé;

c) elle est exigée par assignation, mandat ou ordonnance d'un tribunal, d'une personne ou d'un organisme ayant le pouvoir de contraindre à la production de renseignements ou exigée par des règles de procédure se rapportant à la production de documents;

c.1) elle est faite à une institution gouvernementale — ou à une subdivision d'une telle institution — qui a demandé à obtenir le renseignement en mentionnant la source de l'autorité légitime étayant son droit de l'obtenir et le fait, selon le cas :

(i) qu'elle soupçonne que le renseignement est afférent à la sécurité nationale, à la défense du Canada ou à la conduite des affaires internationales,

Disclosure
without
knowledge or
consent

Communica-
tion à l'insu
de l'intéressé
et sans son
consente-
ment

- (ii) the disclosure is requested for the purpose of enforcing any law of Canada, a province or a foreign jurisdiction, carrying out an investigation relating to the enforcement of any such law or gathering intelligence for the purpose of enforcing any such law, or
- (iii) the disclosure is requested for the purpose of administering any law of Canada or a province;
- (d) made on the initiative of the organization to an investigative body, a government institution or a part of a government institution and the organization
- (i) has reasonable grounds to believe that the information relates to a breach of an agreement or a contravention of the laws of Canada, a province or a foreign jurisdiction that has been, is being or is about to be committed, or
- (ii) suspects that the information relates to national security, the defence of Canada or the conduct of international affairs;
- (e) made to a person who needs the information because of an emergency that threatens the life, health or security of an individual and, if the individual whom the information is about is alive, the organization informs that individual in writing without delay of the disclosure;
- (f) for statistical, or scholarly study or research, purposes that cannot be achieved without disclosing the information, it is impracticable to obtain consent and the organization informs the Commissioner of the disclosure before the information is disclosed;
- (g) made to an institution whose functions include the conservation of records of historic or archival importance, and the disclosure is made for the purpose of such conservation;
- (h) made after the earlier of
- (i) one hundred years after the record containing the information was created, and
- (ii) que la communication est demandée aux fins du contrôle d'application du droit canadien, provincial ou étranger, de la tenue d'enquêtes liées à ce contrôle d'application ou de la collecte de renseignements en matière de sécurité en vue de ce contrôle d'application,
- (iii) qu'elle est demandée pour l'application du droit canadien ou provincial;
- d) elle est faite, à l'initiative de l'organisation, à un organisme d'enquête, une institution gouvernementale ou une subdivision d'une telle institution et l'organisation, selon le cas, a des motifs raisonnables de croire que le renseignement est afférent à la violation d'un accord ou à une contravention au droit fédéral, provincial ou étranger qui a été commise ou est en train ou sur le point de l'être ou soupçonne que le renseignement est afférent à la sécurité nationale, à la défense du Canada ou à la conduite des affaires internationales;
- e) elle est faite à toute personne qui a besoin du renseignement en raison d'une situation d'urgence mettant en danger la vie, la santé ou la sécurité de toute personne et, dans le cas où la personne visée par le renseignement est vivante, l'organisation en informe par écrit et sans délai cette dernière;
- f) elle est faite à des fins statistiques ou à des fins d'étude ou de recherche érudites, ces fins ne peuvent être réalisées sans que le renseignement soit communiqué, le consentement est pratiquement impossible à obtenir et l'organisation informe le commissaire de la communication avant de la faire;
- g) elle est faite à une institution dont les attributions comprennent la conservation de documents ayant une importance historique ou archivistique, en vue d'une telle conservation;
- h) elle est faite cent ans ou plus après la constitution du document contenant le renseignement ou, en cas de décès de l'intéressé, vingt ans ou plus après le décès, dans la limite de cent ans;

	<p>(ii) twenty years after the death of the individual whom the information is about;</p> <p>(h.1) of information that is publicly available and is specified by the regulations;</p> <p>(h.2) made by an investigative body and the disclosure is reasonable for purposes related to investigating a breach of an agreement or a contravention of the laws of Canada or a province; or</p> <p>(i) required by law.</p>	<p>h.1) il s'agit d'un renseignement réglementaire auquel le public a accès;</p> <p>h.2) elle est faite par un organisme d'enquête et est raisonnable à des fins liées à une enquête sur la violation d'un accord ou la contravention du droit fédéral ou provincial;</p> <p>i) elle est exigée par la loi.</p>	
Use without consent	(4) Despite clause 4.5 of Schedule 1, an organization may use personal information for purposes other than those for which it was collected in any of the circumstances set out in subsection (2).	(4) Malgré l'article 4.5 de l'annexe 1, l'organisation peut, dans les cas visés au paragraphe (2), utiliser un renseignement personnel à des fins autres que celles auxquelles il a été recueilli.	Utilisation sans le consentement de l'intéressé
Disclosure without consent	(5) Despite clause 4.5 of Schedule 1, an organization may disclose personal information for purposes other than those for which it was collected in any of the circumstances set out in paragraphs (3)(a) to (h.2).	(5) Malgré l'article 4.5 de l'annexe 1, l'organisation peut, dans les cas visés aux alinéas (3)a) à h.2), communiquer un renseignement personnel à des fins autres que celles auxquelles il a été recueilli.	Communication sans le consentement de l'intéressé
Written request	8. (1) A request under clause 4.9 of Schedule 1 must be made in writing.	8. (1) La demande prévue à l'article 4.9 de l'annexe 1 est présentée par écrit.	Demande écrite
Assistance	(2) An organization shall assist any individual who informs the organization that they need assistance in preparing a request to the organization.	(2) Sur requête de l'intéressé, l'organisation fournit à celui-ci l'aide dont il a besoin pour préparer sa demande.	Aide à fournir
Time limit	(3) An organization shall respond to a request with due diligence and in any case not later than thirty days after receipt of the request.	(3) L'organisation saisie de la demande doit y donner suite avec la diligence voulue et, en tout état de cause, dans les trente jours suivant sa réception.	Délai de réponse
Extension of time limit	(4) An organization may extend the time limit (a) for a maximum of thirty days if (i) meeting the time limit would unreasonably interfere with the activities of the organization, or (ii) the time required to undertake any consultations necessary to respond to the request would make the time limit impracticable to meet; or (b) for the period that is necessary in order to be able to convert the personal information into an alternative format.	(4) Elle peut toutefois proroger le délai visé au paragraphe (3) : a) d'une période maximale de trente jours dans les cas où : (i) l'observation du délai entraverait gravement l'activité de l'organisation, (ii) toute consultation nécessaire pour donner suite à la demande rendrait pratiquement impossible l'observation du délai; b) de la période nécessaire au transfert des renseignements visés sur support de substitution.	Prorogation du délai

In either case, the organization shall, no later than thirty days after the date of the request, send a notice of extension to the individual, advising them of the new time limit, the reasons for extending the time limit and of their right to make a complaint to the Commissioner in respect of the extension.

Dans l'un ou l'autre cas, l'organisation envoie au demandeur, dans les trente jours suivant la demande, un avis de prorogation l'informant du nouveau délai, des motifs de la prorogation et de son droit de déposer auprès du commissaire une plainte à propos de la prorogation.

Deemed refusal

(5) If the organization fails to respond within the time limit, the organization is deemed to have refused the request.

(5) Faute de répondre dans le délai, l'organisation est réputée avoir refusé d'acquiescer à la demande.

Présomption

Costs for responding

(6) An organization may respond to an individual's request at a cost to the individual only if

(6) Elle ne peut exiger de droits pour répondre à la demande que si, à la fois, elle informe le demandeur du montant approximatif de ceux-ci et celui-ci l'avise qu'il ne retire pas sa demande.

Coût

(a) the organization has informed the individual of the approximate cost; and

(b) the individual has advised the organization that the request is not being withdrawn.

Reasons

(7) An organization that responds within the time limit and refuses a request shall inform the individual in writing of the refusal, setting out the reasons and any recourse that they may have under this Part.

(7) L'organisation qui refuse, dans le délai prévu, d'acquiescer à la demande notifiée par écrit au demandeur son refus motivé et l'informe des recours que lui accorde la présente partie.

Refus motivé

Retention of information

(8) Despite clause 4.5 of Schedule 1, an organization that has personal information that is the subject of a request shall retain the information for as long as is necessary to allow the individual to exhaust any recourse under this Part that they may have.

(8) Malgré l'article 4.5 de l'annexe 1, l'organisation qui détient un renseignement faisant l'objet d'une demande doit le conserver le temps nécessaire pour permettre au demandeur d'épuiser ses recours.

Conservation des renseignements

When access prohibited

9. (1) Despite clause 4.9 of Schedule 1, an organization shall not give an individual access to personal information if doing so would likely reveal personal information about a third party. However, if the information about the third party is severable from the record containing the information about the individual, the organization shall sever the information about the third party before giving the individual access.

9. (1) Malgré l'article 4.9 de l'annexe 1, l'organisation ne peut communiquer de renseignement à l'intéressé dans le cas où cette communication révélerait vraisemblablement un renseignement personnel sur un tiers. Toutefois, si ce dernier renseignement peut être retranché du document en cause, l'organisation est tenue de le retrancher puis de communiquer à l'intéressé le renseignement le concernant.

Cas où la communication est interdite

Limit

(2) Subsection (1) does not apply if the third party consents to the access or the individual needs the information because an individual's life, health or security is threatened.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le tiers consent à la communication ou si l'intéressé a besoin du renseignement parce que la vie, la santé ou la sécurité d'un individu est en danger.

Non-application

Information related to paragraphs 7(3)(c), (c.1) or (d)

(2.1) An organization shall comply with subsection (2.2) if an individual requests that the organization

(2.1) L'organisation est tenue de se conformer au paragraphe (2.2) si l'intéressé lui demande :

Renseignements relatifs aux al. 7(3)c), c.1) ou d)

(a) inform the individual about

(i) any disclosure of information to a government institution or a part of a government institution under paragraph 7(3)(c), subparagraph 7(3)(c.1)(i) or (ii) or paragraph 7(3)(d), or

(ii) the existence of any information that the organization has relating to a disclosure referred to in subparagraph (i), to a subpoena, warrant or order referred to in paragraph 7(3)(c) or to a request made by a government institution or a part of a government institution under subparagraph 7(3)(c.1)(i) or (ii); or

(b) give the individual access to the information referred to in subparagraph (a)(ii).

Notification
and response

(2.2) An organization to which subsection (2.1) applies

(a) shall, in writing and without delay, notify the institution or part concerned of the request made by the individual; and

(b) shall not respond to the request before the earlier of

(i) the day on which it is notified under subsection (2.3), and

(ii) thirty days after the day on which the institution or part was notified.

Objection

(2.3) Within thirty days after the day on which it is notified under subsection (2.2), the institution or part shall notify the organization whether or not the institution or part objects to the organization complying with the request. The institution or part may object only if the institution or part is of the opinion that compliance with the request could reasonably be expected to be injurious to

(a) national security, the defence of Canada or the conduct of international affairs; or

(b) the enforcement of any law of Canada, a province or a foreign jurisdiction, an investigation relating to the enforcement of any such law or the gathering of intelligence for the purpose of enforcing any such law.

a) de l'aviser, selon le cas :

(i) de toute communication faite à une institution gouvernementale ou à une subdivision d'une telle institution en vertu de l'alinéa 7(3)c), des sous-alinéas 7(3)c.1(i) ou (ii) ou de l'alinéa 7(3)d),

(ii) de l'existence de renseignements détenus par l'organisation et relatifs soit à toute telle communication, soit à une assignation, un mandat ou une ordonnance visés à l'alinéa 7(3)c), soit à une demande de communication faite par une institution gouvernementale ou une subdivision d'une telle institution en vertu de ces sous-alinéas;

b) de lui communiquer ces renseignements.

(2.2) Le cas échéant, l'organisation :

a) notifie par écrit et sans délai la demande à l'institution gouvernementale ou à la subdivision d'une telle institution concernée;

b) ne peut donner suite à la demande avant le jour où elle reçoit l'avis prévu au paragraphe (2.3) ou, s'il est antérieur, le trentième jour suivant celui où l'institution ou la subdivision reçoit notification.

Notification
et réponse

(2.3) Dans les trente jours suivant celui où la demande lui est notifiée, l'institution ou la subdivision avise l'organisation du fait qu'elle s'oppose ou non à ce que celle-ci acquiesce à la demande. Elle ne peut s'y opposer que si elle est d'avis que faire droit à la demande risquerait vraisemblablement de nuire :

a) à la sécurité nationale, à la défense du Canada ou à la conduite des affaires internationales;

b) au contrôle d'application du droit canadien, provincial ou étranger, à une enquête liée à ce contrôle d'application ou à la collecte de renseignements en matière de sécurité en vue de ce contrôle d'application.

Opposition

Prohibition

(2.4) Despite clause 4.9 of Schedule 1, if an organization is notified under subsection (2.3) that the institution or part objects to the organization complying with the request, the organization

(a) shall refuse the request to the extent that it relates to paragraph (2.1)(a) or to information referred to in subparagraph (2.1)(a)(ii);

(b) shall notify the Commissioner, in writing and without delay, of the refusal; and

(c) shall not disclose to the individual

(i) any information that the organization has relating to a disclosure to a government institution or a part of a government institution under paragraph 7(3)(c), subparagraph 7(3)(c.1)(i) or (ii) or paragraph 7(3)(d) or to a request made by a government institution or a part of a government institution under either of those subparagraphs,

(ii) that the organization notified an institution or part under paragraph (2.2)(a) or the Commissioner under paragraph (b), or

(iii) that the institution or part objects.

(2.4) Malgré l'article 4.9 de l'annexe 1, si elle est informée que l'institution ou la subdivision s'oppose à ce qu'elle acquiesce à la demande, l'organisation :

a) refuse d'y acquiescer dans la mesure où la demande est visée à l'alinéa (2.1)a) ou se rapporte à des renseignements visés à cet alinéa;

b) en avise par écrit et sans délai le commissaire;

c) ne communique à l'intéressé :

(i) ni les renseignements détenus par l'organisation et relatifs à toute communication faite à une institution gouvernementale ou à une subdivision d'une telle institution en vertu de l'alinéa 7(3)c), des sous-alinéas 7(3)c.1)(i) ou (ii) ou de l'alinéa 7(3)d) ou à une demande de communication faite par une institution gouvernementale ou une subdivision d'une telle institution en vertu de ces sous-alinéas,

(ii) ni le fait qu'il y a eu notification de la demande à l'institution gouvernementale ou à une subdivision en application de l'alinéa (2.2)a) ou que le commissaire en a été avisé en application de l'alinéa b),

(iii) ni le fait que l'institution ou la subdivision s'oppose à ce que l'organisme acquiesce à la demande.

Refus d'acquiescer à la demande

When access may be refused

(3) Despite the note that accompanies clause 4.9 of Schedule 1, an organization is not required to give access to personal information only if

(a) the information is protected by solicitor-client privilege;

(b) to do so would reveal confidential commercial information;

(c) to do so could reasonably be expected to threaten the life or security of another individual;

(c.1) the information was collected under paragraph 7(1)(b); or

(d) the information was generated in the course of a formal dispute resolution process.

(3) Malgré la note afférente à l'article 4.9 de l'annexe 1, l'organisation n'est pas tenue de communiquer à l'intéressé des renseignements personnels dans les cas suivants seulement :

a) les renseignements sont protégés par le secret professionnel liant l'avocat à son client;

b) la communication révélerait des renseignements commerciaux confidentiels;

c) elle risquerait vraisemblablement de nuire à la vie ou la sécurité d'un autre individu;

c.1) les renseignements ont été recueillis au titre de l'alinéa 7(1)b);

Cas où la communication peut être refusée

However, in the circumstances described in paragraph (b) or (c), if giving access to the information would reveal confidential commercial information or could reasonably be expected to threaten the life or security of another individual, as the case may be, and that information is severable from the record containing any other information for which access is requested, the organization shall give the individual access after severing.

d) les renseignements ont été fournis uniquement à l'occasion d'un règlement officiel des différends.

Toutefois, dans les cas visés aux alinéas b) ou c), si les renseignements commerciaux confidentiels ou les renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de nuire à la vie ou la sécurité d'un autre individu peuvent être retranchés du document en cause, l'organisation est tenue de faire la communication en retranchant ces renseignements.

Limit

(4) Subsection (3) does not apply if the individual needs the information because an individual's life, health or security is threatened.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si l'intéressé a besoin des renseignements parce que la vie, la santé ou la sécurité d'un individu est en danger.

Non-application

Notice

(5) If an organization decides not to give access to personal information in the circumstances set out in paragraph (3)(c.1), the organization shall, in writing, so notify the Commissioner, and shall include in the notification any information that the Commissioner may specify.

(5) Si elle décide de ne pas communiquer les renseignements dans le cas visé à l'alinéa (3)c.1), l'organisation en avise par écrit le commissaire et lui fournit les renseignements qu'il peut préciser.

Avis

Sensory disability

10. An organization shall give access to personal information in an alternative format to an individual with a sensory disability who has a right of access to personal information under this Part and who requests that it be transmitted in the alternative format if

(a) a version of the information already exists in that format; or

(b) its conversion into that format is reasonable and necessary in order for the individual to be able to exercise rights under this Part.

10. L'organisation communique les renseignements personnels sur support de substitution à toute personne ayant une déficience sensorielle qui y a droit sous le régime de la présente partie et qui en fait la demande, dans les cas suivants :

a) une version des renseignements visés existe déjà sur un tel support;

b) leur transfert sur un tel support est raisonnable et nécessaire pour que la personne puisse exercer les droits qui lui sont conférés sous le régime de la présente partie.

Déficience sensorielle

DIVISION 2

SECTION 2

REMEDIES

RECOURS

Filing of Complaints

Dépôt des plaintes

Contravention

11. (1) An individual may file with the Commissioner a written complaint against an organization for contravening a provision of Division 1 or for not following a recommendation set out in Schedule 1.

11. (1) Tout intéressé peut déposer auprès du commissaire une plainte contre une organisation qui contrevient à l'une des dispositions de la section 1 ou qui omet de mettre en oeuvre une recommandation énoncée dans l'annexe 1.

Violation

Commissioner
may initiate
complaint

(2) If the Commissioner is satisfied that there are reasonable grounds to investigate a matter under this Part, the Commissioner may initiate a complaint in respect of the matter.

(2) Le commissaire peut lui-même prendre l'initiative d'une plainte s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une enquête devrait être menée sur une question relative à l'application de la présente partie.

Plaintes
émanant du
commissaire

Time limit

(3) A complaint that results from the refusal to grant a request under section 8 must be filed within six months, or any longer period that the Commissioner allows, after the refusal or after the expiry of the time limit for responding to the request, as the case may be.

(3) Lorsqu'elle porte sur le refus d'acquiescer à une demande visée à l'article 8, la plainte doit être déposée dans les six mois suivant, selon le cas, le refus ou l'expiration du délai pour répondre à la demande, à moins que le commissaire n'accorde un délai supplémentaire.

Délai

Notice

(4) The Commissioner shall give notice of a complaint to the organization against which the complaint was made.

(4) Le commissaire donne avis de la plainte à l'organisation visée par celle-ci.

Avis

Investigations of Complaints

Examen des plaintes

Powers of
Commissioner

12. (1) The Commissioner shall conduct an investigation in respect of a complaint and, for that purpose, may

12. (1) Le commissaire procède à l'examen de toute plainte et, à cette fin, a le pouvoir :

Pouvoirs du
commissaire

(a) summon and enforce the appearance of persons before the Commissioner and compel them to give oral or written evidence on oath and to produce any records and things that the Commissioner considers necessary to investigate the complaint, in the same manner and to the same extent as a superior court of record;

a) d'assigner et de contraindre des témoins à comparaître devant lui, à déposer verbalement ou par écrit sous la foi du serment et à produire les documents ou pièces qu'il juge nécessaires pour examiner la plainte dont il est saisi, de la même façon et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives;

(b) administer oaths;

b) de faire prêter serment;

(c) receive and accept any evidence and other information, whether on oath, by affidavit or otherwise, that the Commissioner sees fit, whether or not it is or would be admissible in a court of law;

c) de recevoir les éléments de preuve ou les renseignements — fournis notamment par déclaration verbale ou écrite sous serment — qu'il estime indiqués, indépendamment de leur admissibilité devant les tribunaux;

(d) at any reasonable time, enter any premises, other than a dwelling-house, occupied by an organization on satisfying any security requirements of the organization relating to the premises;

d) de visiter, à toute heure convenable, tout local — autre qu'une maison d'habitation — occupé par l'organisation, à condition de satisfaire aux normes de sécurité établies par elle pour ce local;

(e) converse in private with any person in any premises entered under paragraph (d) and otherwise carry out in those premises any inquiries that the Commissioner sees fit; and

e) de s'entretenir en privé avec toute personne se trouvant dans le local visé à l'alinéa d) et d'y mener les enquêtes qu'il estime nécessaires;

(f) examine or obtain copies of or extracts from records found in any premises entered under paragraph (d) that contain any matter relevant to the investigation.

f) d'examiner ou de se faire remettre des copies ou des extraits des documents contenant des éléments utiles à l'examen de la plainte et trouvés dans le local visé à l'alinéa d).

Dispute resolution mechanisms

(2) The Commissioner may attempt to resolve complaints by means of dispute resolution mechanisms such as mediation and conciliation.

(2) Il peut tenter de parvenir au règlement de la plainte en ayant recours à un mode de règlement des différends, notamment la médiation et la conciliation.

Mode de règlement des différends

Delegation

(3) The Commissioner may delegate any of the powers set out in subsection (1) or (2).

(3) Il peut déléguer les pouvoirs que les paragraphes (1) et (2) lui confèrent.

Délégation

Return of records

(4) The Commissioner or the delegate shall return to a person or an organization any record or thing that they produced under this section within ten days after they make a request to the Commissioner or the delegate, but nothing precludes the Commissioner or the delegate from again requiring that the record or thing be produced.

(4) Le commissaire ou son délégué renvoie les documents ou pièces demandés en vertu du présent article aux personnes ou organisations qui les ont produits dans les dix jours suivant la requête que celles-ci lui présentent à cette fin, mais rien n'empêche le commissaire ou son délégué d'en réclamer une nouvelle production.

Renvoi des documents

Certificate of delegation

(5) Any person to whom powers set out in subsection (1) are delegated shall be given a certificate of the delegation and the delegate shall produce the certificate, on request, to the person in charge of any premises to be entered under paragraph (1)(d).

(5) Chaque personne à qui les pouvoirs visés au paragraphe (1) sont délégués reçoit un certificat attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du local qui sera visité en application de l'alinéa (1)d).

Certificat

Commissioner's Report

Rapport du commissaire

Contents

13. (1) The Commissioner shall, within one year after the day on which a complaint is filed or is initiated by the Commissioner, prepare a report that contains

13. (1) Dans l'année suivant, selon le cas, la date du dépôt de la plainte ou celle où il en a pris l'initiative, le commissaire dresse un rapport où :

Contenu

(a) the Commissioner's findings and recommendations;

a) il présente ses conclusions et recommandations;

(b) any settlement that was reached by the parties;

b) il fait état de tout règlement intervenu entre les parties;

(c) if appropriate, a request that the organization give the Commissioner, within a specified time, notice of any action taken or proposed to be taken to implement the recommendations contained in the report or reasons why no such action has been or is proposed to be taken; and

c) il demande, s'il y a lieu, à l'organisation de lui donner avis, dans un délai déterminé, soit des mesures prises ou envisagées pour la mise en oeuvre de ses recommandations, soit des motifs invoqués pour ne pas y donner suite;

(d) the recourse, if any, that is available under section 14.

d) mentionne, s'il y a lieu, l'existence du recours prévu à l'article 14.

Where no report

(2) The Commissioner is not required to prepare a report if the Commissioner is satisfied that

(2) Il n'est toutefois pas tenu de dresser un rapport s'il est convaincu que, selon le cas :

Aucun rapport

(a) the complainant ought first to exhaust grievance or review procedures otherwise reasonably available;

a) le plaignant devrait d'abord épuiser les recours internes ou les procédures d'appel ou de règlement des griefs qui lui sont normalement ouverts;

(b) the complaint could more appropriately be dealt with, initially or completely, by

b) la plainte pourrait avantageusement être instruite, dans un premier temps ou à toutes

means of a procedure provided for under the laws of Canada, other than this Part, or the laws of a province;

(c) the length of time that has elapsed between the date when the subject-matter of the complaint arose and the date when the complaint was filed is such that a report would not serve a useful purpose; or

(d) the complaint is trivial, frivolous or vexatious or is made in bad faith.

If a report is not to be prepared, the Commissioner shall inform the complainant and the organization and give reasons.

(3) The report shall be sent to the complainant and the organization without delay.

Hearing by Court

14. (1) A complainant may, after receiving the Commissioner's report, apply to the Court for a hearing in respect of any matter in respect of which the complaint was made, or that is referred to in the Commissioner's report, and that is referred to in clause 4.1.3, 4.2, 4.3.3, 4.4, 4.6, 4.7 or 4.8 of Schedule 1, in clause 4.3, 4.5 or 4.9 of that Schedule as modified or clarified by Division 1, in subsection 5(3) or 8(6) or (7) or in section 10.

(2) The application must be made within forty-five days after the report is sent or within any further time that the Court may, either before or after the expiry of those forty-five days, allow.

(3) For greater certainty, subsections (1) and (2) apply in the same manner to complaints referred to in subsection 11(2) as to complaints referred to in subsection 11(1).

15. The Commissioner may, in respect of a complaint that the Commissioner did not initiate,

(a) apply to the Court, within the time limited by section 14, for a hearing in respect of any matter described in that section, if the Commissioner has the consent of the complainant;

(b) appear before the Court on behalf of any complainant who has applied for a hearing under section 14; or

les étapes, selon des procédures prévues par le droit fédéral — à l'exception de la présente partie — ou le droit provincial;

c) le délai écoulé entre la date où l'objet de la plainte a pris naissance et celle du dépôt de celle-ci est tel que le rapport serait inutile;

d) la plainte est futile, vexatoire ou entachée de mauvaise foi.

Le cas échéant, il en informe le plaignant et l'organisation, motifs à l'appui.

(3) Le rapport est transmis sans délai au plaignant et à l'organisation.

Audience de la Cour

14. (1) Après avoir reçu le rapport du commissaire, le plaignant peut demander que la Cour entende toute question qui a fait l'objet de la plainte — ou qui est mentionnée dans le rapport — et qui est visée aux articles 4.1.3, 4.2, 4.3.3, 4.4, 4.6, 4.7 ou 4.8 de l'annexe 1, aux articles 4.3, 4.5 ou 4.9 de cette annexe tels que modifiés ou clarifiés par la section 1, aux paragraphes 5(3) ou 8(6) ou (7) ou à l'article 10.

(2) La demande est faite dans les quarante-cinq jours suivant la transmission du rapport ou dans le délai supérieur que la Cour autorise avant ou après l'expiration des quarante-cinq jours.

(3) Il est entendu que les paragraphes (1) et (2) s'appliquent de la même façon aux plaintes visées au paragraphe 11(2) qu'à celles visées au paragraphe 11(1).

15. S'agissant d'une plainte dont il n'a pas pris l'initiative, le commissaire a qualité pour :

a) demander lui-même, dans le délai prévu à l'article 14, l'audition de toute question visée à cet article, avec le consentement du plaignant;

b) comparaître devant la Cour au nom du plaignant qui a demandé l'audition de la question;

Report to parties

Transmission aux parties

Application

Demande

Time of application

Délai

For greater certainty

Précision

Commissioner may apply or appear

Exercice du recours par le commissaire

Remedies	<p>(c) with leave of the Court, appear as a party to any hearing applied for under section 14.</p> <p>16. The Court may, in addition to any other remedies it may give,</p> <p>(a) order an organization to correct its practices in order to comply with sections 5 to 10;</p> <p>(b) order an organization to publish a notice of any action taken or proposed to be taken to correct its practices, whether or not ordered to correct them under paragraph (a); and</p> <p>(c) award damages to the complainant, including damages for any humiliation that the complainant has suffered.</p>	<p>c) comparaître, avec l'autorisation de la Cour, comme partie à la procédure.</p> <p>16. La Cour peut, en sus de toute autre réparation qu'elle accorde :</p> <p>a) ordonner à l'organisation de revoir ses pratiques de façon à se conformer aux articles 5 à 10;</p> <p>b) lui ordonner de publier un avis énonçant les mesures prises ou envisagées pour corriger ses pratiques, que ces dernières aient ou non fait l'objet d'une ordonnance visée à l'alinéa a);</p> <p>c) accorder au plaignant des dommages-intérêts, notamment en réparation de l'humiliation subie.</p>	Réparations
Summary hearings	<p>17. (1) An application made under section 14 or 15 shall be heard and determined without delay and in a summary way unless the Court considers it inappropriate to do so.</p>	<p>17. (1) Le recours prévu aux articles 14 ou 15 est entendu et jugé sans délai et selon une procédure sommaire, à moins que la Cour ne l'estime contre-indiqué.</p>	Procédure sommaire
Precautions	<p>(2) In any proceedings arising from an application made under section 14 or 15, the Court shall take every reasonable precaution, including, when appropriate, receiving representations ex parte and conducting hearings in camera, to avoid the disclosure by the Court or any person of any information or other material that the organization would be authorized to refuse to disclose if it were requested under clause 4.9 of Schedule 1.</p>	<p>(2) À l'occasion des procédures relatives au recours prévu aux articles 14 ou 15, la Cour prend toutes les précautions possibles, notamment, si c'est indiqué, par la tenue d'audiences à huis clos et l'audition d'arguments en l'absence d'une partie, pour éviter que ne soient divulgués, de par son propre fait ou celui de quiconque, des renseignements qui justifient un refus de communication de renseignements personnels demandés en vertu de l'article 4.9 de l'annexe 1.</p>	Précautions à prendre
To ensure compliance	<p style="text-align: center;">DIVISION 3</p> <p style="text-align: center;">AUDITS</p> <p>18. (1) The Commissioner may, on reasonable notice and at any reasonable time, audit the personal information management practices of an organization if the Commissioner has reasonable grounds to believe that the organization is contravening a provision of Division 1 or is not following a recommendation set out in Schedule 1, and for that purpose may</p> <p>(a) summon and enforce the appearance of persons before the Commissioner and compel them to give oral or written evidence on oath and to produce any records and things that the Commissioner considers necessary for the audit, in the same manner and to the same extent as a superior court of record;</p>	<p style="text-align: center;">SECTION 3</p> <p style="text-align: center;">VÉRIFICATIONS</p> <p>18. (1) Le commissaire peut, sur préavis suffisant et à toute heure convenable, procéder à la vérification des pratiques de l'organisation en matière de gestion des renseignements personnels s'il a des motifs raisonnables de croire que celle-ci a contrevenu à l'une des dispositions de la section 1 ou n'a pas mis en oeuvre une recommandation énoncée dans l'annexe 1; il a, à cette fin, le pouvoir :</p> <p>a) d'assigner et de contraindre des témoins à comparaître devant lui, à déposer verbalement ou par écrit sous la foi du serment et à produire les documents ou pièces qu'il juge nécessaires pour procéder à la vérification, de la même façon et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives;</p>	Contrôle d'application

	<p>(b) administer oaths;</p> <p>(c) receive and accept any evidence and other information, whether on oath, by affidavit or otherwise, that the Commissioner sees fit, whether or not it is or would be admissible in a court of law;</p> <p>(d) at any reasonable time, enter any premises, other than a dwelling-house, occupied by the organization on satisfying any security requirements of the organization relating to the premises;</p> <p>(e) converse in private with any person in any premises entered under paragraph (d) and otherwise carry out in those premises any inquiries that the Commissioner sees fit; and</p> <p>(f) examine or obtain copies of or extracts from records found in any premises entered under paragraph (d) that contain any matter relevant to the audit.</p>	<p>b) de faire prêter serment;</p> <p>c) de recevoir les éléments de preuve ou les renseignements — fournis notamment par déclaration verbale ou écrite sous serment — qu'il estime indiqués, indépendamment de leur admissibilité devant les tribunaux;</p> <p>d) de visiter, à toute heure convenable, tout local — autre qu'une maison d'habitation — occupé par l'organisation, à condition de satisfaire aux normes de sécurité établies par elle pour ce local;</p> <p>e) de s'entretenir en privé avec toute personne se trouvant dans le local visé à l'alinéa d) et d'y mener les enquêtes qu'il estime nécessaires;</p> <p>f) d'examiner ou de se faire remettre des copies ou des extraits des documents contenant des éléments utiles à la vérification et trouvés dans le local visé à l'alinéa d).</p>	
Delegation	(2) The Commissioner may delegate any of the powers set out in subsection (1).	(2) Il peut déléguer les pouvoirs que le paragraphe (1) lui confère.	Délégation
Return of records	(3) The Commissioner or the delegate shall return to a person or an organization any record or thing they produced under this section within ten days after they make a request to the Commissioner or the delegate, but nothing precludes the Commissioner or the delegate from again requiring that the record or thing be produced.	(3) Le commissaire ou son délégué renvoie les documents ou pièces demandés en vertu du présent article aux personnes ou organisations qui les ont produits dans les dix jours suivant la requête que celles-ci lui présentent à cette fin, mais rien n'empêche le commissaire ou son délégué d'en réclamer une nouvelle production.	Renvoi des documents
Certificate of delegation	(4) Any person to whom powers set out in subsection (1) are delegated shall be given a certificate of the delegation and the delegate shall produce the certificate, on request, to the person in charge of any premises to be entered under paragraph (1)(d).	(4) Chaque personne à qui les pouvoirs visés au paragraphe (1) sont délégués reçoit un certificat attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du local qui sera visité en application de l'alinéa (1)d).	Certificat
Report of findings and recommendations	19. (1) After an audit, the Commissioner shall provide the audited organization with a report that contains the findings of the audit and any recommendations that the Commissioner considers appropriate.	19. (1) À l'issue de la vérification, le commissaire adresse à l'organisation en cause un rapport où il présente ses conclusions ainsi que les recommandations qu'il juge indiquées.	Rapport des conclusions et recommandations du commissaire
Reports may be included in annual reports	(2) The report may be included in a report made under section 25.	(2) Ce rapport peut être incorporé dans le rapport visé à l'article 25.	Incorporation du rapport

DIVISION 4

SECTION 4

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Confidentiality

20. (1) Subject to subsections (2) to (5), 13(3) and 19(1), the Commissioner or any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner shall not disclose any information that comes to their knowledge as a result of the performance or exercise of any of the Commissioner's duties or powers under this Part.

20. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), 13(3) et 19(1), le commissaire et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité sont tenus au secret en ce qui concerne les renseignements dont ils prennent connaissance par suite de l'exercice des attributions que la présente partie confère au commissaire.

Secret

Public interest

(2) The Commissioner may make public any information relating to the personal information management practices of an organization if the Commissioner considers that it is in the public interest to do so.

(2) Le commissaire peut rendre publique toute information relative aux pratiques d'une organisation en matière de gestion des renseignements personnels, s'il estime que cela est dans l'intérêt public.

Intérêt public

Disclosure of necessary information

(3) The Commissioner may disclose, or may authorize any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner to disclose, information that in the Commissioner's opinion is necessary to

(3) Il peut communiquer — ou autoriser les personnes agissant en son nom ou sous son autorité à communiquer — les renseignements qui, à son avis, sont nécessaires pour :

Communication de renseignements nécessaires

(a) conduct an investigation or audit under this Part; or

a) examiner une plainte ou procéder à une vérification en vertu de la présente partie;

(b) establish the grounds for findings and recommendations contained in any report under this Part.

b) motiver les conclusions et recommandations contenues dans les rapports prévus par la présente partie.

Disclosure in the course of proceedings

(4) The Commissioner may disclose, or may authorize any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner to disclose, information in the course of

(4) Il peut également communiquer — ou autoriser les personnes agissant en son nom ou sous son autorité à communiquer — des renseignements soit dans le cadre des procédures intentées pour l'infraction visée à l'article 28 ou pour l'infraction visée à l'article 132 du *Code criminel* (parjure) se rapportant à une déclaration faite en vertu de la présente partie, soit lors d'une audience de la Cour prévue par cette partie ou lors de l'appel de la décision rendue par celle-ci.

Communication dans le cadre de certaines procédures

(a) a prosecution for an offence under section 28;

(b) a prosecution for an offence under section 132 of the *Criminal Code* (perjury) in respect of a statement made under this Part;

(c) a hearing before the Court under this Part; or

(d) an appeal from a decision of the Court.

Disclosure of offence authorized

(5) The Commissioner may disclose to the Attorney General of Canada or of a province, as the case may be, information relating to the commission of an offence against any law of Canada or a province on the part of an officer or employee of an organization if, in the Commissioner's opinion, there is evidence of an offence.

(5) Dans les cas où, à son avis, il existe des éléments de preuve touchant la perpétration d'infractions au droit fédéral ou provincial par un cadre ou employé d'une organisation, le commissaire peut faire part au procureur général du Canada ou d'une province, selon le cas, des renseignements qu'il détient à cet égard.

Dénonciation autorisée

Not
competent
witness

21. The Commissioner or person acting on behalf or under the direction of the Commissioner is not a competent witness in respect of any matter that comes to their knowledge as a result of the performance or exercise of any of the Commissioner's duties or powers under this Part in any proceeding other than

(a) a prosecution for an offence under section 28;

(b) a prosecution for an offence under section 132 of the *Criminal Code* (perjury) in respect of a statement made under this Part;

(c) a hearing before the Court under this Part; or

(d) an appeal from a decision of the Court.

Protection of
Commissioner

22. (1) No criminal or civil proceedings lie against the Commissioner, or against any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner, for anything done, reported or said in good faith as a result of the performance or exercise or purported performance or exercise of any duty or power of the Commissioner under this Part.

Libel or
slander

(2) For the purposes of any law relating to libel or slander,

(a) anything said, any information supplied or any record or thing produced in good faith in the course of an investigation or audit carried out by or on behalf of the Commissioner under this Part is privileged; and

(b) any report made in good faith by the Commissioner under this Part and any fair and accurate account of the report made in good faith for the purpose of news reporting is privileged.

Consulta-
tions with
provinces

23. (1) If the Commissioner considers it appropriate to do so, or on the request of an interested person, the Commissioner may, in order to ensure that personal information is protected in as consistent a manner as possible, consult with any person who, under provincial legislation that is substantially similar to this Part, has powers and duties similar to those of the Commissioner.

Qualité pour
témoigner

21. En ce qui concerne les questions venues à leur connaissance par suite de l'exercice des attributions que la présente partie confère au commissaire, le commissaire et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité n'ont qualité pour témoigner que dans le cadre des procédures intentées pour l'infraction visée à l'article 28 ou pour l'infraction visée à l'article 132 du *Code criminel* (parjure) se rapportant à une déclaration faite en vertu de la présente partie, lors d'une audience de la Cour prévue par cette partie ou lors de l'appel de la décision rendue par celle-ci.

Immunité du
commissaire

22. (1) Le commissaire et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale pour les actes accomplis, les rapports établis et les paroles prononcées de bonne foi par suite de l'exercice effectif ou censé tel des attributions que la présente partie confère au commissaire.

Diffamation

(2) Ne peuvent donner lieu à poursuites pour diffamation verbale ou écrite :

a) les paroles prononcées, les renseignements fournis ou les documents ou pièces produits de bonne foi au cours d'une vérification ou de l'examen d'une plainte effectué par le commissaire ou en son nom dans le cadre de la présente partie;

b) les rapports établis de bonne foi par le commissaire dans le cadre de la présente partie, ainsi que les relations qui en sont faites de bonne foi pour des comptes rendus d'événements d'actualités.

Consultation
avec les
provinces

23. (1) S'il l'estime indiqué ou si tout intéressé le lui demande, le commissaire peut, pour veiller à ce que les renseignements personnels soient protégés de la façon la plus uniforme possible, consulter toute personne ayant, au titre d'une loi provinciale essentiellement similaire à la présente partie, des attributions semblables à celles du commissaire.

Agreements

(2) The Commissioner may enter into agreements with any person with whom the Commissioner may consult under subsection (1)

(a) to coordinate the activities of their offices and the office of the Commissioner, including to provide for mechanisms for the handling of any complaint in which they are mutually interested;

(b) to undertake and publish research related to the protection of personal information; and

(c) to develop model contracts for the protection of personal information that is collected, used or disclosed interprovincially or internationally.

(2) Il peut conclure des accords avec toute telle personne en vue :

a) de coordonner l'activité de leurs bureaux respectifs, notamment de prévoir des mécanismes pour instruire les plaintes dans lesquelles ils ont un intérêt mutuel;

b) de faire des recherches liées à la protection des renseignements personnels et d'en publier les résultats;

c) d'élaborer des contrats types portant sur la protection des renseignements personnels recueillis, utilisés ou communiqués d'une province à l'autre ou d'un pays à l'autre.

Accords

Promoting the purposes of the Part

24. The Commissioner shall

(a) develop and conduct information programs to foster public understanding, and recognition of the purposes, of this Part;

(b) undertake and publish research that is related to the protection of personal information, including any such research that is requested by the Minister of Industry;

(c) encourage organizations to develop detailed policies and practices, including organizational codes of practice, to comply with sections 5 to 10; and

(d) promote, by any means that the Commissioner considers appropriate, the purposes of this Part.

24. Le commissaire :

a) offre au grand public des programmes d'information destinés à lui faire mieux comprendre la présente partie et son objet;

b) fait des recherches liées à la protection des renseignements personnels — et en publie les résultats —, notamment toutes telles recherches que le ministre de l'Industrie demande;

c) encourage les organisations à élaborer des politiques détaillées — notamment des codes de pratiques — en vue de se conformer aux articles 5 à 10;

d) prend toute autre mesure indiquée pour la promotion de l'objet de la présente partie.

15 Promotion de l'objet de la partie

Annual report

25. (1) The Commissioner shall, as soon as practicable after the end of each calendar year, submit to Parliament a report concerning the application of this Part, the extent to which the provinces have enacted legislation that is substantially similar to this Part and the application of any such legislation.

25. (1) Dans les meilleurs délais après la fin de l'année civile, le commissaire dépose devant le Parlement son rapport sur l'application de la présente partie, sur la mesure dans laquelle les provinces ont édicté des lois essentiellement similaires à celle-ci et sur l'application de ces lois.

Rapport annuel

Consultation

(2) Before preparing the report, the Commissioner shall consult with those persons in the provinces who, in the Commissioner's opinion, are in a position to assist the Commissioner in reporting respecting personal information that is collected, used or disclosed interprovincially or internationally.

(2) Avant de rédiger son rapport, le commissaire consulte les personnes dans les provinces qui, à son avis, sont en mesure de l'aider à faire un rapport concernant les renseignements personnels recueillis, utilisés ou communiqués d'une province à l'autre ou d'un pays à l'autre.

Consultation

Regulations

26. (1) The Governor in Council may make regulations

26. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

	<p>(a) specifying, by name or by class, what is a government institution or part of a government institution for the purposes of any provision of this Part;</p> <p>(a.01) specifying, by name or by class, what is an investigative body for the purposes of paragraph 7(3)(d) or (h.2);</p> <p>(a.1) specifying information or classes of information for the purpose of paragraph 7(1)(d), (2)(c.1) or (3)(h.1); and</p> <p>(b) for carrying out the purposes and provisions of this Part.</p>	<p>a) préciser, pour l'application de toute disposition de la présente partie, les institutions gouvernementales et les subdivisions d'institutions gouvernementales, à titre particulier ou par catégorie;</p> <p>a.01) préciser, pour l'application des alinéas 7(3)d) ou h.2), les organismes d'enquête, à titre particulier ou par catégorie;</p> <p>a.1) préciser tout renseignement ou toute catégorie de renseignements pour l'application des alinéas 7(1)d), (2)c.1) ou (3)h.1);</p> <p>b) prendre toute mesure d'application de la présente partie.</p>	
Orders	<p>(2) The Governor in Council may, by order,</p> <p>(a) provide that this Part is binding on any agent of Her Majesty in right of Canada to which the <i>Privacy Act</i> does not apply; and</p> <p>(b) if satisfied that legislation of a province that is substantially similar to this Part applies to an organization, a class of organizations, an activity or a class of activities, exempt the organization, activity or class from the application of this Part in respect of the collection, use or disclosure of personal information that occurs within that province.</p>	<p>(2) Il peut par décret :</p> <p>a) prévoir que la présente partie lie tout mandataire de Sa Majesté du chef du Canada qui n'est pas assujéti à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>;</p> <p>b) s'il est convaincu qu'une loi provinciale essentiellement similaire à la présente partie s'applique à une organisation — ou catégorie d'organisations — ou à une activité — ou catégorie d'activités —, exclure l'organisation, l'activité ou la catégorie de l'application de la présente partie à l'égard de la collecte, de l'utilisation ou de la communication de renseignements personnels qui s'effectue à l'intérieur de la province en cause.</p>	Décret
Whistle-blowing	<p>27. (1) Any person who has reasonable grounds to believe that a person has contravened or intends to contravene a provision of Division 1, may notify the Commissioner of the particulars of the matter and may request that their identity be kept confidential with respect to the notification.</p>	<p>27. (1) Toute personne qui a des motifs raisonnables de croire qu'une autre personne a contrevenu à l'une des dispositions de la section 1, ou a l'intention d'y contrevenir, peut notifier au commissaire des détails sur la question et exiger l'anonymat relativement à cette dénonciation.</p>	Dénonciation
Confidentiality	<p>(2) The Commissioner shall keep confidential the identity of a person who has notified the Commissioner under subsection (1) and to whom an assurance of confidentiality has been provided by the Commissioner.</p>	<p>(2) Le commissaire est tenu de garder confidentielle l'identité du dénonciateur auquel il donne l'assurance de l'anonymat.</p>	Caractère confidentiel
Prohibition	<p>27.1 (1) No employer shall dismiss, suspend, demote, discipline, harass or otherwise disadvantage an employee, or deny an employee a benefit of employment, by reason that</p>	<p>27.1 (1) Il est interdit à l'employeur de congédier un employé, de le suspendre, de le rétrograder, de le punir, de le harceler ou de lui faire subir tout autre inconvénient, ou de le priver d'un avantage lié à son emploi parce que :</p>	Interdiction

(a) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, has disclosed to the Commissioner that the employer or any other person has contravened or intends to contravene a provision of Division 1;

(b) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, has refused or stated an intention of refusing to do anything that is a contravention of a provision of Division 1;

(c) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, has done or stated an intention of doing anything that is required to be done in order that a provision of Division 1 not be contravened; or

(d) the employer believes that the employee will do anything referred to in paragraph (a), (b) or (c).

a) l'employé, agissant de bonne foi et se fondant sur des motifs raisonnables, a informé le commissaire que l'employeur ou une autre personne a contrevenu à l'une des dispositions de la section 1, ou a l'intention d'y contrevenir;

b) l'employé, agissant de bonne foi et se fondant sur des motifs raisonnables, a refusé ou a fait part de son intention de refuser d'accomplir un acte qui constitue une contravention à l'une des dispositions de la section 1;

c) l'employé, agissant de bonne foi et se fondant sur des motifs raisonnables, a accompli ou a fait part de son intention d'accomplir un acte nécessaire pour empêcher la contravention à l'une des dispositions de la section 1;

d) l'employeur croit que l'employé accomplira un des actes prévus aux alinéas a), b) ou c).

Saving

(2) Nothing in this section impairs any right of an employee either at law or under an employment contract or collective agreement.

(2) Le présent article n'a pas pour effet de restreindre les droits d'un employé, que ce soit en général ou dans le cadre d'un contrat de travail ou d'une convention collective.

Précision

Definitions

(3) In this section, "employee" includes an independent contractor and "employer" has a corresponding meaning.

(3) Dans le présent article, « employé » s'entend notamment d'un travailleur autonome et « employeur » a un sens correspondant.

Définitions

Offence and punishment

28. Every person who knowingly contravenes subsection 8(8) or 27.1(1) or who obstructs the Commissioner or the Commissioner's delegate in the investigation of a complaint or in conducting an audit is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$10,000; or

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding \$100,000.

28. Quiconque contrevient sciemment aux paragraphes 8(8) ou 27.1(1) ou entrave l'action du commissaire — ou de son délégué — dans le cadre d'une vérification ou de l'examen d'une plainte commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de 10 000 \$;

b) par mise en accusation, une amende maximale de 100 000 \$.

Infraction et peine

Review of Part by parliamentary committee

29. (1) The administration of this Part shall, every five years after this Part comes into force, be reviewed by the committee of the House of Commons, or of both Houses of Parliament, that may be designated or established by Parliament for that purpose.

29. (1) Le Parlement désigne ou constitue un comité, soit de la Chambre des communes, soit mixte, chargé spécialement de l'examen, tous les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente partie, de l'application de celle-ci.

Examen par un comité parlementaire

Review and report

(2) The committee shall undertake a review of the provisions and operation of this Part and shall, within a year after the review is undertaken or within any further period that the House of Commons may authorize, submit a report to Parliament that includes a statement of any changes to this Part or its administration that the committee recommends.

(2) Le comité examine les dispositions de la présente partie ainsi que les conséquences de son application en vue de la présentation, dans un délai d'un an à compter du début de l'examen ou tout délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, d'un rapport au Parlement où seront consignées ses conclusions ainsi que ses recommandations, s'il y a lieu, quant aux modifications de la présente partie ou de ses modalités d'application qui seraient souhaitables.

Rapport

DIVISION 5

SECTION 5

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Application

30. (1) This Part does not apply to any organization in respect of personal information that it collects, uses or discloses within a province whose legislature has the power to regulate the collection, use or disclosure of the information, unless the organization does it in connection with the operation of a federal work, undertaking or business or the organization discloses the information outside the province for consideration.

30. (1) La présente partie ne s'applique pas à une organisation à l'égard des renseignements personnels qu'elle recueille, utilise ou communique dans une province dont la législature a le pouvoir de régir la collecte, l'utilisation ou la communication de tels renseignements, sauf si elle le fait dans le cadre d'une entreprise fédérale ou qu'elle communique ces renseignements pour contrepartie à l'extérieur de cette province.

Application

Application

(1.1) This Part does not apply to any organization in respect of personal health information that it collects, uses or discloses.

(1.1) La présente partie ne s'applique pas à une organisation à l'égard des renseignements personnels sur la santé qu'elle recueille, utilise ou communique.

Application

Expiry date

(2) Subsection (1) ceases to have effect three years after the day on which this section comes into force.

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet trois ans après l'entrée en vigueur du présent article.

Cessation d'effet

Expiry date

(2.1) Subsection (1.1) ceases to have effect one year after the day on which this section comes into force.

(2.1) Le paragraphe (1.1) cesse d'avoir effet un an après l'entrée en vigueur du présent article.

Cessation d'effet

PART 2

PARTIE 2

ELECTRONIC DOCUMENTS

DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES

*Interpretation**Définitions*

Definitions

31. (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

31. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

"data"
« données »

"data" means representations of information or concepts, in any form.

« autorité responsable » S'agissant d'une disposition d'un texte législatif, s'entend de ce qui suit :

« autorité responsable »
"responsible authority""electronic document"
« document électronique »

"electronic document" means data that is recorded or stored on any medium in or by a computer system or other similar device and that can be read or perceived by a person or a computer system or other similar

a) si le texte législatif est une loi fédérale, le ministre responsable de la disposition;

<p>“electronic signature” « signature électronique »</p>	<p>device. It includes a display, printout or other output of that data.</p> <p>“electronic signature” means a signature that consists of one or more letters, characters, numbers or other symbols in digital form incorporated in, attached to or associated with an electronic document.</p>	<p>b) si le texte législatif est un texte pris sous le régime d’une loi fédérale ou en vertu d’une prérogative royale, la personne ou l’organisme qui l’a pris;</p> <p>c) malgré les alinéas a) et b), toute personne ou tout organisme désigné par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (2).</p>	
<p>“federal law” « texte législatif »</p>	<p>“federal law” means an Act of Parliament or an instrument, regardless of its name, issued, made or established under an Act of Parliament or a prerogative of the Crown, other than an instrument issued, made or established under the Yukon Act, the Northwest Territories Act or the Nunavut Act.</p>	<p>« document électronique » Ensemble de données enregistrées ou mises en mémoire sur quelque support que ce soit par un système informatique ou un dispositif semblable et qui peuvent être lues ou perçues par une personne ou par un tel système ou dispositif. Sont également visés tout affichage et toute sortie imprimée ou autre de ces données.</p>	<p>« document électronique » « electronic document »</p>
<p>“responsible authority” « autorité responsable »</p>	<p>“responsible authority”, in respect of a provision of a federal law, means</p> <p>(a) if the federal law is an Act of Parliament, the minister responsible for that provision;</p> <p>(b) if the federal law is an instrument issued, made or established under an Act of Parliament or a prerogative of the Crown, the person or body who issued, made or established the instrument; or</p> <p>(c) despite paragraph (a) or (b), the person or body designated by the Governor in Council under subsection (2).</p>	<p>« données » Toute forme de représentation d’informations ou de notions.</p> <p>« signature électronique » Signature constituée d’une ou de plusieurs lettres, ou d’un ou de plusieurs caractères, nombres ou autres symboles sous forme numérique incorporée, jointe ou associée à un document électronique.</p>	<p>« données » “data”</p> <p>« signature électronique » “electronic signature”</p>
<p>“secure electronic signature” « signature électronique sécurisée »</p>	<p>“secure electronic signature” means an electronic signature that results from the application of a technology or process prescribed by regulations made under subsection 48(1).</p>	<p>« signature électronique sécurisée » Signature électronique qui résulte de l’application de toute technologie ou de tout procédé prévu par règlement pris en vertu du paragraphe 48(1).</p>	<p>« signature électronique sécurisée » “secure electronic signature”</p>
<p>Designation</p>	<p>(2) The Governor in Council may, by order, for the purposes of this Part, designate any person, including any member of the Queen’s Privy Council for Canada, or body to be the responsible authority in respect of a provision of a federal law if the Governor in Council is of the opinion that it is appropriate to do so in the circumstances.</p>	<p>« texte législatif » Loi fédérale ou tout texte, quelle que soit son appellation, pris sous le régime d’une loi fédérale ou en vertu d’une prérogative royale, à l’exception d’un texte pris sous le régime de la Loi sur le Yukon, de la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest ou de la Loi sur le Nunavut.</p>	<p>« texte législatif » “federal law”</p>
<p>Designation</p>	<p>(2) Le gouverneur en conseil peut par décret, pour l’application de la présente partie, désigner toute personne, notamment un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ou tout organisme comme autorité responsable d’une disposition d’un texte législatif, s’il est d’avis que les circonstances le justifient.</p>		<p>Designation</p>

	<i>Purpose</i>	<i>Objet</i>	
Purpose	32. The purpose of this Part is to provide for the use of electronic alternatives in the manner provided for in this Part where federal laws contemplate the use of paper to record or communicate information or transactions.	32. La présente partie a pour objet de prévoir l'utilisation de moyens électroniques, de la manière prévue dans la présente partie, dans les cas où les textes législatifs envisagent l'utilisation d'un support papier pour enregistrer ou communiquer de l'information ou des transactions.	Objet
	<i>Electronic Alternatives</i>	<i>Moyens électroniques</i>	
Collection, storage, etc.	33. A minister of the Crown and any department, branch, office, board, agency, commission, corporation or body for the administration of affairs of which a minister of the Crown is accountable to the Parliament of Canada may use electronic means to create, collect, receive, store, transfer, distribute, publish or otherwise deal with documents or information whenever a federal law does not specify the manner of doing so.	33. Tout ministre, ministère, direction, bureau, conseil, commission, office, service, personne morale ou autre organisme dont un ministre est responsable devant le Parlement peut faire usage d'un moyen électronique pour créer, recueillir, recevoir, mettre en mémoire, transférer, diffuser, publier ou traiter de quelque autre façon des documents ou de l'information, si aucun moyen particulier n'est prévu à l'égard de ces actes par un texte législatif.	Collecte, mise en mémoire, etc.
Electronic payment	34. A payment that is required to be made to the Government of Canada may be made in electronic form in any manner specified by the Receiver General.	34. Tout paiement qui doit être remis au gouvernement du Canada peut être fait sous forme électronique, de la manière que le receveur général précise.	Paiements par voie électronique
Electronic version of statutory form	35. (1) If a provision of an Act of Parliament establishes a form, the responsible authority in respect of that provision may make regulations respecting an electronic form that is substantially the same as the form established in the provision, and the electronic form may be used for the same purposes as the form established in the provision.	35. (1) L'autorité responsable, à l'égard de toute disposition d'une loi fédérale dans laquelle figure un formulaire, peut prendre des règlements prévoyant une version électronique essentiellement semblable, qui peut être utilisée aux mêmes fins que le formulaire figurant dans la disposition.	Version électronique des formulaires d'origine législative
Statutory manner of filing documents	(2) If a non-electronic manner of filing a document is set out in a provision of an Act of Parliament, the responsible authority in respect of that provision may make regulations respecting the filing of an electronic version of the document, and an electronic version of the document filed in accordance with those regulations is to be considered as a document filed in accordance with the provision.	(2) L'autorité responsable, à l'égard de toute disposition d'une loi fédérale qui prévoit un mode de dépôt non électronique d'un document, peut prendre des règlements prévoyant le dépôt d'une version électronique du document. La version électronique du document déposée conformément à ces règlements est assimilée au document déposé conformément à la disposition.	Mode de dépôt électronique d'origine législative
Statutory manner of submitting information	(3) If a non-electronic manner of submitting information is set out in a provision of an Act of Parliament, the responsible authority in respect of that provision may make regulations respecting the manner of submitting the information using electronic means, and information submitted in accordance with those regulations is to be considered as information submitted in accordance with the provision.	(3) L'autorité responsable, à l'égard de toute disposition d'une loi fédérale qui prévoit un mode de transmission non électronique de l'information, peut prendre des règlements en prévoyant un mode de transmission électronique. L'information transmise conformément à ces règlements est assimilée à l'information transmise conformément à la disposition.	Mode de transmission de l'information d'origine législative

Authority to prescribe form, etc.

(4) The authority under a federal law to issue, prescribe or in any other manner establish a form, or to establish the manner of filing a document or submitting information, includes the authority to issue, prescribe or establish an electronic form, or to establish an electronic manner of filing the document or submitting information, as the case may be.

(4) Le pouvoir conféré par un texte législatif de publier, de prescrire ou d'établir un formulaire, ou d'établir un mode de dépôt d'un document ou un mode de transmission de l'information comprend le pouvoir de publier, de prescrire ou d'établir une version électronique du formulaire, ou d'établir un mode de dépôt électronique du document ou un mode de transmission électronique de l'information, selon le cas.

Pouvoir de prescrire des formulaires

Meaning of "filing"

(5) In this section, "filing" includes all manner of submitting, regardless of how it is designated.

(5) Au présent article, est assimilée au dépôt toute forme de transmission, quelle que soit la désignation de celle-ci.

Définition de « dépôt »

Documents as evidence or proof

36. A provision of a federal law that provides that a certificate or other document signed by a minister or public officer is proof of any matter or thing, or is admissible in evidence, is, subject to the federal law, satisfied by an electronic version of the certificate or other document if the electronic version is signed by the minister or public officer with that person's secure electronic signature.

36. La disposition d'un texte législatif qui prévoit qu'un certificat ou autre document portant la signature d'un ministre ou d'un fonctionnaire public fait foi de son contenu et est admissible en preuve vise également, sous réserve du texte législatif, la version électronique du certificat ou autre document si la version électronique porte la signature électronique sécurisée du ministre ou du fonctionnaire public.

Preuve par documents

Retention of documents

37. A requirement under a provision of a federal law to retain a document for a specified period is satisfied, with respect to an electronic document, by the retention of the electronic document if

37. Dans le cas où une disposition d'un texte législatif exige la conservation d'un document pour une période déterminée, à l'égard d'un document électronique, la conservation du document électronique satisfait à l'obligation si les conditions suivantes sont réunies :

Conservation des documents

(a) the electronic document is retained for the specified period in the format in which it was made, sent or received, or in a format that does not change the information contained in the electronic document that was originally made, sent or received;

a) le document électronique est conservé pour la période déterminée sous la forme dans laquelle il a été fait, envoyé ou reçu, ou sous une forme qui ne modifie en rien l'information qu'il contient;

(b) the information in the electronic document will be readable or perceivable by any person who is entitled to have access to the electronic document or who is authorized to require the production of the electronic document; and

b) cette information sera lisible ou perceptible par quiconque a accès au document électronique et est autorisé à exiger la production de celui-ci;

(c) if the electronic document was sent or received, any information that identifies the origin and destination of the electronic document and the date and time when it was sent or received is also retained.

c) si le document électronique est envoyé ou reçu, l'information qui permet de déterminer son origine et sa destination, ainsi que la date et l'heure d'envoi ou de réception, doit être conservée.

Notarial act

38. A reference in a provision of a federal law to a document recognized as a notarial act in the province of Quebec is deemed to include an electronic version of the document if

- (a) the electronic version of the document is recognized as a notarial act under the laws of the province of Quebec; and
- (b) the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3.

38. La mention, dans une disposition d'un texte législatif, d'un document reconnu dans la province de Québec comme un acte notarié vaut également mention de la version électronique du document si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la version électronique du document est reconnue par les lois de la province de Québec comme un acte notarié;
- b) la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3.

Actes notariés

Seals

39. A requirement under a provision of a federal law for a person's seal is satisfied by a secure electronic signature that identifies the secure electronic signature as the person's seal if the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3.

39. Dans le cas où une disposition d'un texte législatif exige l'apposition du sceau d'une personne, la signature électronique sécurisée qui s'identifie comme le sceau de cette personne satisfait à l'obligation si la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3.

Sceaux

Requirements to provide documents or information

40. A provision of a federal law requiring a person to provide another person with a document or information, other than a provision referred to in any of sections 41 to 47, is satisfied by the provision of the document or information in electronic form if

- (a) the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3;
- (b) both persons have agreed to the document or information being provided in electronic form; and
- (c) the document or information in electronic form will be under the control of the person to whom it is provided and will be readable or perceivable so as to be usable for subsequent reference.

40. Dans le cas où une disposition d'un texte législatif — à l'exclusion d'une disposition visée aux articles 41 à 47 — exige qu'une personne fournisse à une autre un document ou de l'information, la fourniture du document ou de l'information sous forme électronique satisfait à l'obligation si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3;
- b) les intéressés ont convenu de la fourniture du document ou de l'information sous forme électronique;
- c) le document ou l'information sous forme électronique sera mis à la disposition exclusive de la personne à qui le document ou l'information est fourni et sera lisible ou perceptible de façon à pouvoir servir à la consultation ultérieure.

Obligation de fournir des documents ou de l'information

Writing requirements

41. A requirement under a provision of a federal law for a document to be in writing is satisfied by an electronic document if

- (a) the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3; and
- (b) the regulations respecting the application of this section to the provision have been complied with.

41. Dans le cas où une disposition d'un texte législatif exige qu'un document soit fait par écrit, un document électronique satisfait à l'obligation si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3;
- b) les règlements visant l'application du présent article à la disposition ont été observés.

Documents sous forme écrite

Original documents

42. A requirement under a provision of a federal law for a document to be in its original form is satisfied by an electronic document if

- (a) the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3;
- (b) the electronic document contains a secure electronic signature that was added when the electronic document was first generated in its final form and that can be used to verify that the electronic document has not been changed since that time; and
- (c) the regulations respecting the application of this section to the provision have been complied with.

42. Dans le cas où une disposition d'un texte législatif exige l'original d'un document, un document électronique satisfait à l'obligation si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3;
- b) le document électronique comporte une signature électronique sécurisée, ajoutée lors de la production originale du document électronique dans sa forme définitive, pouvant être utilisée pour établir que le document électronique n'a pas été modifié depuis;
- c) les règlements visant l'application du présent article à la disposition ont été observés.

Documents originaux

Signatures

43. Subject to sections 44 to 46, a requirement under a provision of a federal law for a signature is satisfied by an electronic signature if

- (a) the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3; and
- (b) the regulations respecting the application of this section to the provision have been complied with.

43. Sous réserve des articles 44 à 46, dans le cas où une disposition d'un texte législatif exige une signature, la signature électronique satisfait à l'obligation si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3;
- b) les règlements visant l'application du présent article à la disposition ont été observés.

Signatures

Statements made under oath

44. A statement required to be made under oath or solemn affirmation under a provision of a federal law may be made in electronic form if

- (a) the person who makes the statement signs it with that person's secure electronic signature;
- (b) the person before whom the statement was made, and who is authorized to take statements under oath or solemn affirmation, signs it with that person's secure electronic signature;
- (c) the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3; and
- (d) the regulations respecting the application of this section to the provision have been complied with.

44. Dans le cas où une disposition d'un texte législatif exige une déclaration sous serment ou une affirmation solennelle, celle-ci peut être faite sous forme électronique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'auteur appose à la déclaration ou à l'affirmation sa signature électronique sécurisée;
- b) le commissaire aux serments devant qui a été faite la déclaration ou l'affirmation appose à celle-ci sa signature électronique sécurisée;
- c) la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3;
- d) les règlements visant l'application du présent article à la disposition ont été observés.

Déclarations sous serment

Statements
declaring
truth, etc.

45. A statement required to be made under a provision of a federal law declaring or certifying that any information given by a person making the statement is true, accurate or complete may be made in electronic form if

- (a) the person signs it with that person's secure electronic signature;
- (b) the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3; and
- (c) the regulations respecting the application of this section to the provision have been complied with.

Witnessed
signatures

46. A requirement under a provision of a federal law for a signature to be witnessed is satisfied with respect to an electronic document if

- (a) each signatory and each witness signs the electronic document with their secure electronic signature;
- (b) the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3; and
- (c) the regulations respecting the application of this section to the provision have been complied with.

Copies

47. A requirement under a provision of a federal law for one or more copies of a document to be submitted is satisfied by the submission of an electronic document if

- (a) the federal law or the provision is listed in Schedule 2 or 3; and
- (b) the regulations respecting the application of this section to the provision have been complied with.

Regulations

48. (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, make regulations prescribing technologies or processes for the purpose of the definition "secure electronic signature" in subsection 31(1).

45. Dans le cas où une disposition d'un texte législatif exige une déclaration attestant la véracité, l'exactitude ou l'intégralité d'une information fournie par le déclarant, la déclaration peut être faite sous forme électronique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le déclarant y appose sa signature électronique sécurisée;
- b) la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3;
- c) les règlements visant l'application du présent article à la disposition ont été observés.

Déclarations

46. Dans le cas où une disposition d'un texte législatif exige la signature d'un témoin, un document électronique satisfait à l'obligation si les conditions suivantes sont réunies :

- a) chacun des signataires et témoins appose au document électronique sa signature électronique sécurisée;
- b) la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3;
- c) les règlements visant l'application du présent article à la disposition ont été observés.

Signatures
devant
témoin

47. Dans le cas où une disposition d'un texte législatif exige la transmission d'un ou de plusieurs exemplaires d'un document, la transmission d'un document électronique satisfait à l'obligation si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la disposition ou le texte législatif est inscrit sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3;
- b) les règlements visant l'application du présent article à la disposition ont été observés.

Exemplaires

Regulations and Orders

Règlements et décrets

Règlements

48. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, prendre des règlements pour prévoir des technologies ou des procédés pour l'application de la définition de « signature électronique sécurisée » au paragraphe 31(1).

Characteristics

(2) The Governor in Council may prescribe a technology or process only if the Governor in Council is satisfied that it can be proved that

(a) the electronic signature resulting from the use by a person of the technology or process is unique to the person;

(b) the use of the technology or process by a person to incorporate, attach or associate the person's electronic signature to an electronic document is under the sole control of the person;

(c) the technology or process can be used to identify the person using the technology or process; and

(d) the electronic signature can be linked with an electronic document in such a way that it can be used to determine whether the electronic document has been changed since the electronic signature was incorporated in, attached to or associated with the electronic document.

(2) Le gouverneur en conseil ne peut prévoir une technologie ou un procédé que s'il est convaincu qu'il peut être établi ce qui suit :

a) la signature électronique résultant de l'utilisation de la technologie ou du procédé est propre à l'utilisateur;

b) l'utilisation de la technologie ou du procédé pour l'incorporation, l'adjonction ou l'association de la signature électronique de l'utilisateur au document électronique se fait sous la seule responsabilité de ce dernier;

c) la technologie ou le procédé permet d'identifier l'utilisateur;

d) la signature électronique peut être liée au document électronique de façon à permettre de vérifier si le document a été modifié depuis que la signature électronique a été incorporée, jointe ou associée au document.

Critères

Effect of amendment or repeal

(3) An amendment to or repeal of any provision of a regulation made under subsection (1) that has the effect of removing a prescribed technology or process from the regulation does not, by itself, affect the validity of any electronic signature resulting from the use of that technology or process while it was prescribed.

(3) La modification ou l'abrogation d'une disposition d'un règlement pris en vertu du paragraphe (1) qui a pour effet de supprimer une technologie ou un procédé du règlement n'a pas pour effet d'invalider la signature électronique résultant de l'utilisation de la technologie ou du procédé qui était mentionné dans le règlement.

Effet d'une disposition modifiée ou abrogée

Amendment of schedules

49. For the purposes of sections 38 to 47, the responsible authority in respect of a provision of a federal law may, by order, amend Schedule 2 or 3 by adding or striking out a reference to that federal law or provision.

49. Pour l'application des articles 38 à 47, l'autorité responsable, à l'égard d'une disposition d'un texte législatif, peut par décret modifier l'annexe 2 ou 3 par adjonction ou suppression de la mention du texte législatif ou de la disposition.

Modification des annexes

Regulations

50. (1) For the purposes of sections 41 to 47, the responsible authority in respect of a provision of a federal law may make regulations respecting the application of those sections to the provision.

50. (1) Pour l'application des articles 41 à 47, l'autorité responsable, à l'égard d'une disposition d'un texte législatif, peut prendre des règlements visant l'application de ces articles à la disposition.

Règlements

Contents

(2) Without restricting the generality of subsection (1), the regulations that may be made may include rules respecting any of the following:

(a) the technology or process that must be used to make or send an electronic document;

(b) the format of an electronic document;

(2) Sans que soit limitée la portée générale du paragraphe (1), les règlements qui y sont prévus peuvent comprendre des règles visant notamment :

a) la technologie ou le procédé à utiliser pour faire ou envoyer le document électronique;

b) le format du document électronique;

Contenu

(c) the place where an electronic document is to be made or sent;

(d) the time and circumstances when an electronic document is to be considered to be sent or received and the place where it is considered to have been sent or received;

(e) the technology or process to be used to make or verify an electronic signature and the manner in which it is to be used; and

(f) any matter necessary for the purposes of the application of sections 41 to 47.

c) le lieu où le document électronique est fait ou envoyé;

d) les délais et les circonstances dans lesquels le document électronique est présumé avoir été envoyé ou reçu, ainsi que le lieu où le document est présumé avoir été envoyé ou reçu;

e) la technologie ou le procédé à utiliser pour faire ou vérifier une signature électronique et la manière d'utiliser cette signature;

f) tout ce qui est utile à l'application des articles 41 à 47.

Minimum rules

(3) Without restricting the generality of subsection (1), if a provision referred to in any of sections 41 to 47 requires a person to provide another person with a document or information, the rules set out in the regulations respecting the application of that section to the provision may be that

(a) both persons have agreed to the document or information being provided in electronic form; and

(b) the document or information in electronic form will be under the control of the person to whom it is provided and will be readable or perceivable so as to be usable for subsequent reference.

(3) Sans que soit limitée la portée générale du paragraphe (1), si une disposition visée à l'un des articles 41 à 47 exige qu'une personne fournisse à une autre un document ou une information, les règles établies dans les règlements visant l'application de cet article à la disposition peuvent exiger que :

a) les intéressés aient convenu de la fourniture du document ou de l'information sous forme électronique;

b) le document ou l'information sous forme électronique soit mis à la disposition de la personne à qui le document ou l'information est fourni et soit lisible ou perceptible de façon à pouvoir servir à la consultation ultérieure.

Règles minimales

Incorporation by reference

(4) Regulations may incorporate by reference the standards or specifications of any government, person or organization, either as they read at a fixed time or as they are amended from time to time.

(4) Les règlements peuvent incorporer par renvoi une version déterminée dans le temps ou la dernière version modifiée des normes ou spécifications adoptées par des personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public.

Incorporation par renvoi

Effect of striking out listed provision

51. The striking out of a reference to a federal law or provision in Schedule 2 or 3 does not affect the validity of anything done in compliance with any regulation made under section 50 that relates to that federal law or provision while it was listed in that Schedule.

51. La suppression de l'inscription d'une disposition ou d'un texte législatif sur la liste figurant à l'annexe 2 ou 3 n'a pas pour effet d'invalider un acte accompli conformément aux règlements relatifs à cette disposition ou à ce texte législatif, pris en vertu de l'article 50, alors que la disposition ou le texte était inscrit sur la liste figurant à l'annexe.

Effet d'une disposition supprimée de la liste

PART 3

PARTIE 3

R.S., c. C-5;
R.S., c. 27 (1st
Supp.), c. 19
(3rd Supp.);
1992, cc. 1,
47; 1993, cc.
28, 34; 1994,
c. 44; 1995, c.
28; 1997, c.
18; 1998, c. 9

AMENDMENTS TO THE CANADA
EVIDENCE ACT

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA
PREUVE AU CANADA

L.R., ch. C-5;
L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
ch. 19 (3^e
suppl.); 1992,
ch. 1, 47;
1993, ch. 28,
34; 1994, ch.
44; 1995, ch.
28; 1997, ch.
18; 1998, ch. 9

52. Section 19 of the *Canada Evidence Act* is replaced by the following:

19. Every copy of any Act of Parliament, public or private, published by the Queen's Printer, is evidence of that Act and of its contents, and every copy purporting to be published by the Queen's Printer shall be deemed to be so published, unless the contrary is shown.

53. Paragraph 20(c) of the Act is replaced by the following:

(c) by the production of a copy of them purporting to be published by the Queen's Printer.

54. Paragraphs 21(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) by the production of a copy of the proclamation, order, regulation or appointment, purporting to be published by the Queen's Printer;

(c) by the production of a copy of the treaty purporting to be published by the Queen's Printer;

55. Paragraph 22(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) by the production of a copy of the proclamation, order, regulation or appointment purporting to be published by the government or Queen's Printer for the province; and

56. The Act is amended by adding the following after section 31:

31.1 Any person seeking to admit an electronic document as evidence has the burden of proving its authenticity by evidence capable of supporting a finding that the

52. L'article 19 de la *Loi sur la preuve au Canada* est remplacé par ce qui suit :

19. Tout exemplaire d'une loi fédérale, qu'elle soit publique ou privée, publiée par l'imprimeur de la Reine, fait preuve de cette loi et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par l'imprimeur de la Reine est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

53. L'alinéa 20(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) soit par la production d'un exemplaire de ces documents donné comme publié par l'imprimeur de la Reine.

54. Les alinéas 21(b) et (c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) la production d'un exemplaire de la proclamation, du décret, du règlement ou de l'acte de nomination, donné comme publié par l'imprimeur de la Reine;

c) la production d'un exemplaire du traité, donné comme publié par l'imprimeur de la Reine;

55. L'alinéa 22(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la production d'un exemplaire de la proclamation, du décret, du règlement ou de l'acte de nomination, donné comme publié par l'imprimeur de la Reine ou du gouvernement pour cette province;

56. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 31, de ce qui suit :

31.1 Il incombe à la personne qui cherche à faire admettre en preuve un document électronique d'établir son authenticité au moyen d'éléments de preuve permettant de conclure que le document est bien ce qu'il paraît être.

Copies by
Queen's
Printer

Exemplaires
de
l'imprimeur
de la Reine

Authenti-
cation of
electronic
documents

Authentica-
tion de
documents
électroniques

electronic document is that which it is purported to be.

Application of best evidence rule — electronic documents

31.2 (1) The best evidence rule in respect of an electronic document is satisfied

(a) on proof of the integrity of the electronic documents system by or in which the electronic document was recorded or stored; or

(b) if an evidentiary presumption established under section 31.4 applies.

Printouts

(2) Despite subsection (1), in the absence of evidence to the contrary, an electronic document in the form of a printout satisfies the best evidence rule if the printout has been manifestly or consistently acted on, relied on or used as a record of the information recorded or stored in the printout.

Presumption of integrity

31.3 For the purposes of subsection 31.2(1), in the absence of evidence to the contrary, the integrity of an electronic documents system by or in which an electronic document is recorded or stored is proven

(a) by evidence capable of supporting a finding that at all material times the computer system or other similar device used by the electronic documents system was operating properly or, if it was not, the fact of its not operating properly did not affect the integrity of the electronic document and there are no other reasonable grounds to doubt the integrity of the electronic documents system;

(b) if it is established that the electronic document was recorded or stored by a party who is adverse in interest to the party seeking to introduce it; or

(c) if it is established that the electronic document was recorded or stored in the usual and ordinary course of business by a person who is not a party and who did not record or store it under the control of the party seeking to introduce it.

31.2 (1) Tout document électronique satisfait à la règle de la meilleure preuve dans les cas suivants :

a) la fiabilité du système d'archivage électronique au moyen duquel ou dans lequel le document est enregistré ou mis en mémoire est démontrée;

b) une présomption établie en vertu de l'article 31.4 s'applique.

Règle de la meilleure preuve — documents électroniques

(2) Malgré le paragraphe (1), sauf preuve contraire, le document électronique sous forme de sortie imprimée satisfait à la règle de la meilleure preuve si la sortie imprimée a de toute évidence ou régulièrement été utilisée comme document relatant l'information enregistrée ou mise en mémoire.

Sorties imprimées

31.3 Pour l'application du paragraphe 31.2(1), le système d'archivage électronique au moyen duquel ou dans lequel un document électronique est enregistré ou mis en mémoire est réputé fiable, sauf preuve contraire, si, selon le cas :

a) la preuve permet de conclure qu'à l'époque en cause, le système informatique ou autre dispositif semblable fonctionnait bien, ou, dans le cas contraire, son mauvais fonctionnement n'a pas compromis l'intégrité des documents électroniques, et qu'il n'existe aucun autre motif raisonnable de mettre en doute la fiabilité du système d'archivage électronique;

b) il est établi que le document électronique présenté en preuve par une partie a été enregistré ou mis en mémoire par une partie adverse;

c) il est établi que le document électronique a été enregistré ou mis en mémoire dans le cours ordinaire des affaires par une personne qui n'est pas partie à l'instance et qui ne l'a pas enregistré ni ne l'a mis en mémoire sous l'autorité de la partie qui cherche à le présenter en preuve.

Présomption de fiabilité

Presumptions regarding secure electronic signatures

31.4 The Governor in Council may make regulations establishing evidentiary presumptions in relation to electronic documents signed with secure electronic signatures, including regulations respecting

(a) the association of secure electronic signatures with persons; and

(b) the integrity of information contained in electronic documents signed with secure electronic signatures.

Standards may be considered

31.5 For the purpose of determining under any rule of law whether an electronic document is admissible, evidence may be presented in respect of any standard, procedure, usage or practice concerning the manner in which electronic documents are to be recorded or stored, having regard to the type of business, enterprise or endeavour that used, recorded or stored the electronic document and the nature and purpose of the electronic document.

Proof by affidavit

31.6 (1) The matters referred to in subsection 31.2(2) and sections 31.3 and 31.5 and in regulations made under section 31.4 may be established by affidavit.

Cross-examination

(2) A party may cross-examine a deponent of an affidavit referred to in subsection (1) that has been introduced in evidence

(a) as of right, if the deponent is an adverse party or is under the control of an adverse party; and

(b) with leave of the court, in the case of any other deponent.

Application

31.7 Sections 31.1 to 31.4 do not affect any rule of law relating to the admissibility of evidence, except the rules relating to authentication and best evidence.

Definitions

31.8 The definitions in this section apply in sections 31.1 to 31.6.

“computer system”
« système informatique »

“computer system” means a device that, or a group of interconnected or related devices one or more of which,

(a) contains computer programs or other data; and

31.4 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements établissant des présomptions relativement aux documents électroniques portant une signature électronique sécurisée, notamment des règlements visant :

a) l’association de signatures électroniques sécurisées à des personnes;

b) l’intégrité de l’information contenue dans un document électronique portant une signature électronique sécurisée.

31.5 Afin de déterminer si, pour l’application de toute règle de droit, un document électronique est admissible, il peut être présenté un élément de preuve relatif à toute norme, toute procédure, tout usage ou toute pratique touchant la manière d’enregistrer ou de mettre en mémoire un document électronique, eu égard au type de commerce ou d’entreprise qui a utilisé, enregistré ou mis en mémoire le document électronique ainsi qu’à la nature et à l’objet du document.

31.6 (1) La preuve des questions visées au paragraphe 31.2(2) et aux articles 31.3 et 31.5 ainsi que dans les règlements pris en vertu de l’article 31.4 peut être faite par affidavit.

(2) Toute partie peut contre-interroger l’auteur d’un affidavit visé au paragraphe (1) et déposé en preuve :

a) de plein droit, dans le cas où l’auteur de l’affidavit est une partie adverse ou est sous l’autorité d’une telle partie;

b) avec l’autorisation du tribunal, dans les autres cas.

31.7 Les articles 31.1 à 31.4 n’ont pas pour effet de restreindre l’application des règles de droit relatives à l’admissibilité de la preuve, à l’exception des règles de droit régissant l’authentification et la meilleure preuve.

31.8 Les définitions qui suivent s’appliquent aux articles 31.1 à 31.6.

« document électronique » Ensemble de données enregistrées ou mises en mémoire sur quelque support que ce soit par un système informatique ou un dispositif semblable et qui peuvent être lues ou perçues par une personne ou par un tel système ou dispositif. Sont également visés tout affichage et toute sortie imprimée ou autre de ces données.

Signatures électroniques sécurisées — présomptions

Normes à considérer

Preuve par affidavit

Contre-interrogatoire

Application

Définitions

« document électronique »
“electronic document”

	(b) pursuant to computer programs, performs logic and control, and may perform any other function.	« données » Toute forme de représentation d'informations ou de notions.	« données » "data"
"data" « données »	"data" means representations of information or of concepts, in any form.	« signature électronique sécurisée » Signature électronique sécurisée au sens du paragraphe 31(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> .	« signature électronique sécurisée » "secure electronic signature"
"electronic document" « document électronique »	"electronic document" means data that is recorded or stored on any medium in or by a computer system or other similar device and that can be read or perceived by a person or a computer system or other similar device. It includes a display, printout or other output of that data.	« système d'archivage électronique » Sont assimilés au système d'archivage électronique le système informatique et tout dispositif semblable qui enregistre ou met en mémoire des données ainsi que les procédés relatifs à l'enregistrement ou à la mise en mémoire de documents électroniques.	« système d'archivage électronique » "electronic documents system"
"electronic documents system" « système d'archivage électronique »	"electronic documents system" includes a computer system or other similar device by or in which data is recorded or stored and any procedures related to the recording or storage of electronic documents.	« système informatique » Dispositif ou ensemble de dispositifs connectés ou reliés les uns aux autres, dont l'un ou plusieurs :	« système informatique » "computer system"
"secure electronic signature" « signature électronique sécurisée »	"secure electronic signature" means a secure electronic signature as defined in subsection 31(1) of the <i>Personal Information Protection and Electronic Documents Act</i> .	a) contiennent des programmes d'ordinateur ou d'autres données; b) conformément à des programmes d'ordinateur, exécutent des fonctions logiques et de commande et peuvent exécuter toute autre fonction.	

57. Subsection 32(2) of the Act is replaced by the following:

(2) All copies of official and other notices, advertisements and documents published in the *Canada Gazette* are admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the originals and of their contents.

Copies published in *Canada Gazette*

57. Le paragraphe 32(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Toutes copies d'avis, d'annonces et de documents officiels et autres, publiées dans la *Gazette du Canada*, sont admissibles en preuve et font foi, jusqu'à preuve contraire, des originaux et de leur contenu.

Copies publiées dans la *Gazette du Canada*

PART 4

AMENDMENTS TO THE STATUTORY INSTRUMENTS ACT

R.S., c. S-22;
R.S., c. 31 (1st Suppl.), cc. 31, 51 (4th Suppl.); 1993, cc. 28, 34

58. Section 10 of the *Statutory Instruments Act* is renumbered as subsection 10(1) and is amended by adding the following:

(2) The Governor in Council may determine the form and manner in which the *Canada Gazette*, or any part of it, is published, including publication by electronic means.

Publication

59. Subsection 16(3) of the Act is replaced by the following:

PARTIE 4

MODIFICATION DE LA LOI SUR LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

L.R., ch. S-22; L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), ch. 31, 51 (4^e suppl.); 1993, ch. 28, 34

58. L'article 10 de la *Loi sur les textes réglementaires* devient le paragraphe 10(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Le gouverneur en conseil peut fixer les modalités de publication — notamment la publication sur support électronique — de tout ou partie de la *Gazette du Canada*.

Modalités de publication

59. Le paragraphe 16(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Deemed
publication in
*Canada
Gazette*

(3) For the purposes of this section,
(a) if a regulation is included in a copy of the Consolidated Regulations of Canada, 1978 purporting to be printed by the Queen's Printer, that regulation is deemed to have been published in the *Canada Gazette*; and
(b) if a regulation is included in a copy of a revision of regulations purporting to be printed by the Queen's Printer, that regulation is deemed to have been published in the *Canada Gazette*.

(3) Pour l'application du présent article :
a) les règlements qui figurent dans un exemplaire de la Codification des règlements du Canada, 1978, censée imprimée par l'imprimeur de la Reine, sont réputés avoir été publiés dans la *Gazette du Canada*;
b) les règlements qui figurent dans un exemplaire de la révision des règlements, censée imprimée par l'imprimeur de la Reine, sont réputés avoir été publiés dans la *Gazette du Canada*.

Présomption
de
publication

PART 5

PARTIE 5

R.S., c. S-20;
1992, c. 1

AMENDMENTS TO THE STATUTE
REVISION ACTMODIFICATION DE LA LOI SUR LA
RÉVISION DES LOIS

L.R., ch.
S-20; 1992,
ch. 1

60. Section 1 of the *Statute Revision Act* is replaced by the following:

60. L'article 1 de la *Loi sur la révision des lois* est remplacé par ce qui suit :

Short title

1. This Act may be cited as the *Legislation Revision and Consolidation Act*.

1. *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*.

Titre abrégé

61. (1) The definition "revision" in section 2 of the Act is replaced by the following:

61. (1) La définition de « révision », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

"revision"
« révision »

"revision" means
(a) for the purposes of Part I, the arrangement, revision and consolidation of the public general statutes of Canada authorized under that Part; and
(b) for the purposes of Part II, the arrangement, revision and consolidation of the regulations authorized under that Part.

« révision »
(a) Pour l'application de la partie I, le remaniement, la révision et la codification — autorisés en vertu de cette partie — des lois d'intérêt public et général du Canada;
(b) pour l'application de la partie II, le remaniement, la révision et la codification — autorisés en vertu de cette partie — des règlements.

« révision »
"revision"

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"regulations"
« règlements »

"regulations" means
(a) statutory orders and regulations published in the Consolidated Regulations of Canada, 1978,
(b) regulations, statutory instruments and other documents published in the *Canada Gazette*, Part II, after the publication of the Consolidated Regulations of Canada, 1978, and

« règlements » Sont considérés comme des règlements :
(a) les décrets, ordonnances et règlements publiés dans la Codification des règlements du Canada, 1978;
(b) les règlements, textes réglementaires et autres documents publiés dans la partie

« règlements »
"regulations"

(c) any other regulations, statutory instruments or documents that, in the opinion of the Minister, are of continuing effect or apply to more than one person or body and that are not exempted from publication pursuant to regulations made under paragraph 20(c) of the *Statutory Instruments Act*;

II de la *Gazette du Canada* depuis cette codification;

c) les autres règlements, textes réglementaires ou documents qui, de l'avis du ministre, restent en vigueur ou s'appliquent à plusieurs personnes ou organismes et qui ne sont pas soustraits à la publication par les règlements pris en vertu de l'alinéa 20c) de la *Loi sur les textes réglementaires*.

62. Section 5 of the Act is replaced by the following:

62. L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Revision of statutes

5. The Commission shall, from time to time, revise the public general statutes of Canada.

5. Périodiquement, la Commission révisé les lois d'intérêt public et général du Canada.

Révision des lois

1992, c. 1, s. 132

63. The heading before section 8 and sections 8 to 10 of the Act are repealed.

63. L'intertitre précédant l'article 8 et les articles 8 à 10 de la même loi sont abrogés.

1992, ch. 1, art. 132

64. The heading before section 11 and sections 11 and 12 of the Act are replaced by the following:

64. L'intertitre précédant l'article 11 et les articles 11 et 12 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Revision

Révision

Revision of regulations

10. The Commission shall, from time to time, revise the regulations.

10. Périodiquement, la Commission révisé les règlements.

Révision des règlements

Powers of Commission

11. In preparing and maintaining the Revised Regulations and in keeping the Revised Regulations up to date, the Commission may exercise, in respect of the regulations, the powers that it has under section 6 in respect of a revision under Part I.

11. Dans l'exécution de cette mission, la Commission dispose, en ce qui touche les règlements, des pouvoirs que lui confère l'article 6 pour la révision en vertu de la partie I.

Pouvoirs de la Commission

Deposit of revision

12. (1) On receipt of a written report from the Commission in respect of the completion of all or any part of the Revised Regulations, the Governor in Council may cause a printed Roll of the regulations, attested under the signature of the Minister and the President of the Privy Council, to be deposited in the office of the Clerk of the Privy Council, and the Roll shall be held to be the original of the regulations included in it.

12. (1) À la réception d'un rapport écrit de la Commission l'informant de l'achèvement de tout ou partie des Règlements révisés, le gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du greffier du Conseil privé un recueil imprimé des règlements en cause, certifié par la signature du ministre et du président du Conseil privé. Ce recueil est dès lors considéré comme l'original des règlements qui y figurent.

Dépôt de la révision

Schedule

(2) There shall be appended to each Roll a schedule similar in form to the Schedule to Appendix I appended to the Revised Statutes of Canada, 1985, and the Commission may include in the schedule a list of all regulations and parts of regulations that, although not expressly repealed, are superseded by the regulations included in the Roll, or are

(2) Est jointe au recueil une annexe analogue, quant à la forme, à l'annexe de l'appendice I des Lois révisées du Canada (1985); la Commission peut faire figurer dans cette annexe une liste de tous les règlements et parties de règlement qui, bien que n'ayant pas été expressément abrogés, sont remplacés par les règlements figurant au recueil ou sont

Annexe

inconsistent with them, and a list of all regulations and parts of regulations that were for a temporary purpose the force of which is spent.

65. (1) Subsection 13(2) of the Act is replaced by the following:

Effect

(2) On the day referred to in subsection (1) in respect of any Roll, the regulations included in that Roll shall accordingly come into force and have effect as law as part of the Revised Regulations to all intents as if each regulation had been made by the appropriate regulation-making authority and all the requirements with respect to the making of that regulation had been complied with.

(2) Subsection 13(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

Repeal

(3) On the day referred to in subsection (1), all regulations and parts of regulations listed in the schedule to the Roll are repealed to the extent mentioned in that schedule.

66. Sections 15 to 17 of the Act are replaced by the following:

Bound volumes

17. If the Commission has, as of a day selected by it, revised all the regulations that it is required to revise under section 10 to that day, it shall cause the Revised Regulations to be published in the form of bound volumes, and the regulations to be included in them shall be those that have been revised as of that day, and that day shall be indicated in each of the volumes.

67. (1) Subsection 18(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Old regulations not revived

18. (1) The repeal of the regulations and parts of regulations listed in the schedule appended to a Roll does not

(a) revive any regulation or part of any regulation so repealed;

(b) affect any saving clause in the regulations or parts of regulations so repealed; or

(c) prevent the application of any of those regulations or parts of regulations, or of any regulation or any part of a regulation formerly in force, to any transaction, matter

incompatibles avec eux, ainsi qu'une liste de tous les règlements et parties de règlement de caractère temporaire qui sont devenus périmés.

65. (1) Le paragraphe 13(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Effet

(2) À la date fixée pour l'entrée en vigueur du recueil, les règlements y inclus entrent en vigueur et ont force de loi à tous égards en tant qu'élément des Règlements révisés. Chacun de ces règlements est censé avoir été pris par l'autorité réglementaire compétente et toutes les prescriptions en régissant la prise sont censées avoir été observées.

(2) Le paragraphe 13(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Repeal

(3) On the day referred to in subsection (1), all regulations and parts of regulations listed in the schedule to the Roll are repealed to the extent mentioned in that schedule.

66. Les articles 15 à 17 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Volumes reliés

17. Lorsque la Commission, en application de l'article 10, a exécuté la mission qui lui est assignée à la date fixée par elle, elle fait publier les Règlements révisés sous forme de volumes reliés contenant le texte des règlements mis à jour à cette date, ainsi que l'indication de celle-ci.

67. (1) Le paragraphe 18(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Old regulations not revived

18. (1) The repeal of the regulations and parts of regulations listed in the schedule appended to a Roll does not

(a) revive any regulation or part of any regulation so repealed;

(b) affect any saving clause in the regulations or parts of regulations so repealed; or

(c) prevent the application of any of those regulations or parts of regulations, or of any regulation or any part of a regulation formerly in force, to any transaction, matter

or thing before the repeal to which they would otherwise apply.

(2) Subsections 18(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

Not new law

(2) A regulation included in the Revised Regulations shall not be held to operate as a new regulation, but shall be construed and have effect as a consolidation and as declaratory of the law as contained in the regulation and parts of regulations as revised, and for which the regulation included in the Revised Regulations is substituted.

or thing before the repeal to which they would otherwise apply.

(2) Les paragraphes 18(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Pas de droit nouveau

(2) Un règlement compris dans les Règlements révisés n'est pas censé avoir l'effet d'un nouveau règlement; dans son interprétation et son application, il est considéré comme une codification déclarative de l'état du droit selon les règlements et parties de règlement qui ont fait l'objet de cette révision et que remplace le règlement compris dans les Règlements révisés.

Where revision differs

(3) Where, on any point, the provisions of a regulation included in the Revised Regulations are not in effect the same as those of the repealed provisions for which they are substituted, in respect of all transactions, matters and things subsequent to the time when the regulation included in the Revised Regulations takes effect, the provisions contained in that regulation prevail, but in respect of all transactions, matters and things before that time, the repealed provisions prevail.

Divergence de la révision

(3) Lorsque, sur un point quelconque, les dispositions d'un règlement compris dans les Règlements révisés ne comportent pas le même effet que les dispositions abrogées qu'elles remplacent, ce sont elles qui prévalent à l'égard de tout ce qui est postérieur à l'entrée en vigueur des Règlements révisés, les dispositions abrogées continuant de régir tout ce qui est antérieur à cette entrée en vigueur.

Construction of references

(4) A reference in any regulation remaining in force and not revised, or in any instrument or document, to any regulation or part of a regulation repealed under subsection 13(3) by inclusion in the Revised Regulations shall, after the regulation in the Revised Regulations takes effect, be deemed, in respect of any subsequent transaction, matter or thing, to be a reference to the regulation or part of a regulation in the Revised Regulations having the same effect as the repealed regulation or part of a regulation.

Interprétation des mentions

(4) Lorsqu'un règlement en vigueur mais non révisé ou un texte ou document quelconque fait mention d'un règlement ou d'une partie de règlement abrogés en vertu du paragraphe 13(3) par l'effet de la révision, cette mention, après l'entrée en vigueur du règlement compris dans les Règlements révisés, est censée, pour tout ce qui est postérieur à cette date, viser le règlement ou la partie de règlement compris dans les Règlements révisés et comportant le même effet que le règlement ou la partie de règlement abrogés.

68. Sections 19 to 21 of the Act are replaced by the following:

Effect of inclusion in schedule

19. (1) The inclusion of any regulation or part of a regulation in the schedule appended to a Roll shall not be considered to be a declaration that the regulation or part was or was not in force immediately before the coming into force of the portion of the Revised Regulations that includes that regulation or part.

68. Les articles 19 à 21 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Effet d'une mention dans l'annexe

19. (1) La mention d'un règlement ou d'une partie de règlement dans l'annexe d'un recueil n'est pas censée être déclarative du fait que ce règlement ou cette partie de règlement était ou n'était pas en vigueur lors de l'entrée en vigueur de la partie des Règlements révisés qui comprend ce règlement ou cette partie de règlement.

Paragraph
16(3)(b)
*Statutory
Instruments
Act*

(2) The whole or any part of the Revised Regulations shall be construed to be a revision of regulations referred to in paragraph 16(3)(b) of the *Statutory Instruments Act*.

(2) Tout ou partie des Règlements révisés a valeur de la révision des règlements mentionnée à l'alinéa 16(3)b) de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Alinéa
16(3)b) de la
*Loi sur les
textes
réglemen-
taires*

Scrutiny
Committees
of Parliament

(3) A regulation that is included in the Consolidated Regulations of Canada, 1978 or in the Revised Regulations stands permanently referred to any Committee or Committees of Parliament established under section 19 of the *Statutory Instruments Act*.

(3) Les règlements compris dans la Codification des règlements du Canada, 1978 ou dans les Règlements révisés sont soumis automatiquement à l'examen des comités du Parlement établis en vertu de l'article 19 de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Comités de
vérification
du Parlement

Citation of
Revised
Regulations

20. (1) Any regulation included in the Revised Regulations may be cited and referred to in any Act, regulation, proceeding, instrument or document whatever either by its short or long title or by using the expression "Revised Regulations of Canada, chapter", or "Revised Regulations, chapter", or "Chapter of the Revised Regulations", or the abbreviation "R.R.C., c.", adding in each case the number of the particular chapter.

20. (1) Les règlements compris dans les Règlements révisés peuvent être cités et désignés dans une loi, un règlement, un acte de procédure, un texte ou un document quelconque, soit sous leur titre abrégé ou intégral, soit au moyen de la formule « Règlements révisés du Canada, chapitre » ou « Règlements révisés, chapitre » ou « Chapitre des Règlements révisés » ou de l'abréviation « R.R.C., ch. », avec dans chaque cas l'indication du numéro du chapitre considéré.

Citation de la
Révision des
règlements

Amendments
included

(2) The citation of any chapter of the Revised Regulations in accordance with subsection (1) is deemed to include any amendments made after the publication of that regulation in the Revised Regulations.

(2) Le chapitre des Règlements révisés cité conformément au paragraphe (1) est censé comprendre les modifications postérieures à la publication du règlement en question dans les Règlements révisés.

Modifications
postérieures

Electronic
publishing

21. (1) The Queen's Printer may publish an edition of the Revised Regulations in electronic form and every copy of a revised regulation published in electronic form by the Queen's Printer is evidence of that regulation and of its contents, and every copy purporting to be published by the Queen's Printer is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

21. (1) L'imprimeur de la Reine peut publier une édition des Règlements révisés sur support électronique et tout exemplaire d'un règlement révisé, publié sur support électronique par l'imprimeur de la Reine, fait preuve de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par l'imprimeur de la Reine est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Publication
électronique

Inconsis-
tencies in
regulations

(2) In the event of an inconsistency between a revised regulation published by the Queen's Printer in electronic form and the original of the regulation as printed in the Roll deposited in the office of the Clerk of the Privy Council under section 12, the original of the regulation prevails to the extent of the inconsistency.

(2) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de l'article 12 l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement révisé publié par l'imprimeur de la Reine sur support électronique.

Incompatibi-
lité —
règlements

69. Subsection 22(1) of the Act is replaced by the following:

69. Le paragraphe 22(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Request to remake regulations

22. (1) If the Clerk of the Privy Council, after consultation with the Deputy Minister of Justice, is of the opinion that any particular regulations should be remade by the regulation-making authority instead of being revised under this Act, the Clerk of the Privy Council may request that authority or any person acting on behalf of that authority to make new regulations.

22. (1) Lorsqu'il juge, après consultation avec le sous-ministre de la Justice, qu'il y a lieu de faire refaire un règlement par l'autorité réglementaire plutôt que de le réviser aux termes de la présente loi, le greffier du Conseil privé peut demander à cette autorité ou à un mandataire de cette autorité de prendre un nouveau règlement.

Demande de prise d'un nouveau règlement

70. Section 23 of the Act is replaced by the following:

70. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Indices

23. The Commission may cause indices to the Revised Regulations to be prepared and published for the convenience of the public.

23. La Commission peut faire établir et publier à l'usage du public des index des Règlements révisés.

Index

Citation of Consolidated Regulations, 1978

24. (1) Any regulation included in the Consolidated Regulations of Canada, 1978 may be cited and referred to in any Act, regulation, proceeding, instrument or document whatever either by its short or long title or by using the expression "Consolidated Regulations of Canada, chapter", or "Consolidated Regulations, chapter", or "Chapter of the Consolidated Regulations", or the abbreviation "C.R.C., c.", adding in each case the number of the particular chapter.

24. (1) Les règlements compris dans la Codification des règlements du Canada, 1978 peuvent être cités et désignés dans une loi, un règlement, un acte de procédure, un texte ou un document quelconque, soit sous leur titre abrégé ou intégral, soit au moyen de la formule « Codification des règlements du Canada, chapitre » ou « Codification des règlements, chapitre » ou « Chapitre de la Codification des règlements » ou de l'abréviation « C.R.C., ch. », avec dans chaque cas l'indication du numéro du chapitre considéré.

Citation de la Codification des règlements, 1978

Amendments included

(2) The citation of any chapter of the Consolidated Regulations of Canada, 1978 in accordance with subsection (1) is deemed to include any amendments made after the publication of that regulation in the Consolidated Regulations of Canada, 1978.

(2) Le chapitre de la Codification des règlements du Canada, 1978 cité conformément au paragraphe (1) est censé comprendre les modifications postérieures à la publication du règlement en question dans la Codification des règlements du Canada, 1978.

Modifications postérieures

71. Part III of the Act is replaced by the following:

71. La partie III de la même loi est remplacée par ce qui suit :

PART III

PARTIE III

CONSOLIDATED STATUTES AND REGULATIONS OF CANADA

CODIFICATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS DU CANADA

*Interpretation**Définitions*

Definitions

25. The definitions in this section apply in this Part.

25. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

"consolidated regulations" « règlements codifiés »

"consolidated regulations" means the consolidated regulations of Canada maintained by the Minister under this Part.

« lois codifiées » Les lois codifiées du Canada, tenues par le ministre au titre de la présente partie.

« lois codifiées » "consolidated statutes"

“consolidated statutes”
« lois
codifiées »

“consolidated statutes” means the consolidated statutes of Canada maintained by the Minister under this Part.

« règlements codifiés » Les règlements codifiés du Canada, tenus par le ministre au titre de la présente partie.

« règlements codifiés »
“consolidated regulations”

Consolidation of the Statutes and Regulations

Codification des lois et des règlements

Authority to maintain

26. The Minister may maintain a consolidation of the public statutes of Canada and a consolidation of the regulations of Canada.

26. Le ministre peut tenir une codification des lois publiques du Canada et une codification des règlements du Canada.

Pouvoir de tenue

Powers of Minister

27. In maintaining a consolidation of the statutes or regulations, the Minister may

27. Le ministre, dans le cadre de la tenue d’une codification des lois ou des règlements, peut :

Pouvoirs du ministre

(a) omit any Act or regulation, or any part of an Act or a regulation, that has expired, has been repealed or has had its effect;

a) exclure toute loi ou tout règlement — ou toute partie d’une loi ou d’un règlement — périmé, abrogé ou ayant rempli son objet;

(b) include historical references or other information that enhances the value of the consolidation;

b) inclure toute note historique ou autre renseignement qui améliore la qualité de la codification;

(c) correct grammatical and typographical errors without changing the substance of any enactment; and

c) corriger les erreurs grammaticales et typographiques, sans toutefois changer le fond;

(d) set out as a separate Act or regulation any Act or regulation enacted by another Act or regulation.

d) établir comme une loi ou un règlement distinct une loi ou un règlement pris dans le cadre d’une autre loi ou d’un autre règlement.

Publication and Distribution

Publication et diffusion

Authority to publish

28. (1) The Minister may cause the consolidated statutes or consolidated regulations to be published in printed or electronic form, and in any manner and frequency that the Minister considers appropriate.

28. (1) Le ministre peut faire en sorte que les lois codifiées ou les règlements codifiés soient publiés sur support papier ou sur support électronique, de la manière et selon la fréquence qu’il juge indiquées.

Pouvoir de publication

Differences in form

(2) A publication in an electronic form may differ from a publication in another form to accommodate the needs of the electronic form if the differences do not change the substance of any enactment.

(2) Une publication sur support électronique peut être différente d’une publication sous une autre forme pour des raisons de commodité, pourvu que les différences ne portent pas atteinte au fond.

Différences dans la forme

Free distribution

29. Copies of the consolidated statutes and consolidated regulations must be distributed without charge to the persons or classes of persons, and in the form and manner, that the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, directs.

29. Des exemplaires des lois codifiées et des règlements codifiés, publiés en vertu de la présente loi, sont remis sans frais aux personnes ou catégories de personnes que le gouverneur en conseil précise, sur recommandation du ministre, et de la manière qu’il ordonne, sur recommandation du ministre.

Diffusion libre

*Effect of Consolidation**Effet de la codification*Consolidation
not new law

30. The consolidated statutes and consolidated regulations do not operate as new law.

30. Les lois codifiées et les règlements codifiés ne sont pas de droit nouveau.

Codification
non de droit
nouveauPublished
consolidation
is evidence

31. (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

31. (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications
comme
élément de
preuveInconsis-
tencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibi-
lité — loisInconsis-
tencies in
regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibi-
lité —
règlements*Co-publishing Agreements**Ententes de copublication*

Agreements

32. The Minister may enter into agreements for the production of the consolidated statutes or consolidated regulations and for their publication, sale or distribution.

32. Le ministre peut signer des ententes pour la production, la publication, la vente et la diffusion des lois codifiées et des règlements codifiés.

Ententes

PART 6

PARTIE 6

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

72. Parts 1 to 5 or any provision of those Parts come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council made on the recommendation of

72. Les parties 1 à 5 ou telle de leurs dispositions entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret, sur la recommandation :

Entrée en
vigueur

(a) in the case of Parts 1 and 2 or any provision of those Parts, the Minister of Industry; and

a) dans le cas des parties 1 et 2 ou de telle de leurs dispositions, du ministre de l'Industrie;

(b) in the case of Parts 3 to 5 or any provision of those Parts, the Minister of Justice.

b) dans le cas des parties 3 à 5 ou de telle de leurs dispositions, du ministre de la Justice.

SCHEDULE 1
(Section 5)

PRINCIPLES SET OUT IN THE NATIONAL STANDARD
OF CANADA ENTITLED *MODEL CODE FOR THE
PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION*,
CAN/CSA-Q830-96

4.1 Principle 1 — Accountability

An organization is responsible for personal information under its control and shall designate an individual or individuals who are accountable for the organization's compliance with the following principles.

4.1.1

Accountability for the organization's compliance with the principles rests with the designated individual(s), even though other individuals within the organization may be responsible for the day-to-day collection and processing of personal information. In addition, other individuals within the organization may be delegated to act on behalf of the designated individual(s).

4.1.2

The identity of the individual(s) designated by the organization to oversee the organization's compliance with the principles shall be made known upon request.

4.1.3

An organization is responsible for personal information in its possession or custody, including information that has been transferred to a third party for processing. The organization shall use contractual or other means to provide a comparable level of protection while the information is being processed by a third party.

4.1.4

Organizations shall implement policies and practices to give effect to the principles, including

- (a) implementing procedures to protect personal information;
- (b) establishing procedures to receive and respond to complaints and inquiries;
- (c) training staff and communicating to staff information about the organization's policies and practices; and
- (d) developing information to explain the organization's policies and procedures.

ANNEXE 1
(article 5)

PRINCIPES ÉNONCÉS DANS LA NORME NATIONALE
DU CANADA INTITULÉE *CODE TYPE SUR LA PRO-
TECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*,
CAN/CSA-Q830-96

4.1 Premier principe — Responsabilité

Une organisation est responsable des renseignements personnels dont elle a la gestion et doit désigner une ou des personnes qui devront s'assurer du respect des principes énoncés ci-dessous.

4.1.1

Il incombe à la ou aux personnes désignées de s'assurer que l'organisation respecte les principes même si d'autres membres de l'organisation peuvent être chargés de la collecte et du traitement quotidiens des renseignements personnels. D'autres membres de l'organisation peuvent aussi être délégués pour agir au nom de la ou des personnes désignées.

4.1.2

Il doit être possible de connaître sur demande l'identité des personnes que l'organisation a désignées pour s'assurer que les principes sont respectés.

4.1.3

Une organisation est responsable des renseignements personnels qu'elle a en sa possession ou sous sa garde, y compris les renseignements confiés à une tierce partie aux fins de traitement. L'organisation doit, par voie contractuelle ou autre, fournir un degré comparable de protection aux renseignements qui sont en cours de traitement par une tierce partie.

4.1.4

Les organisations doivent assurer la mise en oeuvre des politiques et des pratiques destinées à donner suite aux principes, y compris :

- a) la mise en oeuvre des procédures pour protéger les renseignements personnels;
- b) la mise en place des procédures pour recevoir les plaintes et les demandes de renseignements et y donner suite;
- c) la formation du personnel et la transmission au personnel de l'information relative aux politiques et pratiques de l'organisation; et
- d) la rédaction des documents explicatifs concernant leurs politiques et procédures.

4.2 Principe 2 — Identifying Purposes

The purposes for which personal information is collected shall be identified by the organization at or before the time the information is collected.

4.2.1

The organization shall document the purposes for which personal information is collected in order to comply with the Openness principle (Clause 4.8) and the Individual Access principle (Clause 4.9).

4.2.2

Identifying the purposes for which personal information is collected at or before the time of collection allows organizations to determine the information they need to collect to fulfil these purposes. The Limiting Collection principle (Clause 4.4) requires an organization to collect only that information necessary for the purposes that have been identified.

4.2.3

The identified purposes should be specified at or before the time of collection to the individual from whom the personal information is collected. Depending upon the way in which the information is collected, this can be done orally or in writing. An application form, for example, may give notice of the purposes.

4.2.4

When personal information that has been collected is to be used for a purpose not previously identified, the new purpose shall be identified prior to use. Unless the new purpose is required by law, the consent of the individual is required before information can be used for that purpose. For an elaboration on consent, please refer to the Consent principle (Clause 4.3).

4.2.5

Persons collecting personal information should be able to explain to individuals the purposes for which the information is being collected.

4.2.6

This principle is linked closely to the Limiting Collection principle (Clause 4.4) and the Limiting Use, Disclosure, and Retention principle (Clause 4.5).

4.2 Deuxième principe — Détermination des fins de la collecte des renseignements

Les fins auxquelles des renseignements personnels sont recueillis doivent être déterminées par l'organisation avant la collecte ou au moment de celle-ci.

4.2.1

L'organisation doit documenter les fins auxquelles les renseignements personnels sont recueillis afin de se conformer au principe de la transparence (article 4.8) et au principe de l'accès aux renseignements personnels (article 4.9).

4.2.2

Le fait de préciser les fins de la collecte de renseignements personnels avant celle-ci ou au moment de celle-ci permet à l'organisation de déterminer les renseignements dont elle a besoin pour réaliser les fins mentionnées. Suivant le principe de la limitation en matière de collecte (article 4.4), l'organisation ne doit recueillir que les renseignements nécessaires aux fins mentionnées.

4.2.3

Il faudrait préciser à la personne auprès de laquelle on recueille des renseignements, avant la collecte ou au moment de celle-ci, les fins auxquelles ils sont destinés. Selon la façon dont se fait la collecte, cette précision peut être communiquée de vive voix ou par écrit. Par exemple, on peut indiquer ces fins sur un formulaire de demande de renseignements.

4.2.4

Avant de se servir de renseignements personnels à des fins non précisées antérieurement, les nouvelles fins doivent être précisées avant l'utilisation. À moins que les nouvelles fins auxquelles les renseignements sont destinés ne soient prévues par une loi, il faut obtenir le consentement de la personne concernée avant d'utiliser les renseignements à cette nouvelle fin. Pour obtenir plus de précisions sur le consentement, se reporter au principe du consentement (article 4.3).

4.2.5

Les personnes qui recueillent des renseignements personnels devraient être en mesure d'expliquer à la personne concernée à quelles fins sont destinés ces renseignements.

4.2.6

Ce principe est étroitement lié au principe de la limitation de la collecte (article 4.4) et à celui de la limitation de l'utilisation, de la communication et de la conservation (article 4.5).

4.3 Principle 3 — Consent

The knowledge and consent of the individual are required for the collection, use, or disclosure of personal information, except where inappropriate.

Note: In certain circumstances personal information can be collected, used, or disclosed without the knowledge and consent of the individual. For example, legal, medical, or security reasons may make it impossible or impractical to seek consent. When information is being collected for the detection and prevention of fraud or for law enforcement, seeking the consent of the individual might defeat the purpose of collecting the information. Seeking consent may be impossible or inappropriate when the individual is a minor, seriously ill, or mentally incapacitated. In addition, organizations that do not have a direct relationship with the individual may not always be able to seek consent. For example, seeking consent may be impractical for a charity or a direct-marketing firm that wishes to acquire a mailing list from another organization. In such cases, the organization providing the list would be expected to obtain consent before disclosing personal information.

4.3.1

Consent is required for the collection of personal information and the subsequent use or disclosure of this information. Typically, an organization will seek consent for the use or disclosure of the information at the time of collection. In certain circumstances, consent with respect to use or disclosure may be sought after the information has been collected but before use (for example, when an organization wants to use information for a purpose not previously identified).

4.3.2

The principle requires “knowledge and consent”. Organizations shall make a reasonable effort to ensure that the individual is advised of the purposes for which the information will be used. To make the consent meaningful, the purposes must be stated in such a manner that the individual can reasonably understand how the information will be used or disclosed.

4.3.3

An organization shall not, as a condition of the supply of a product or service, require an individual to consent to the collection, use, or disclosure of information beyond that required to fulfil the explicitly specified, and legitimate purposes.

4.3 Troisième principe — Consentement

Toute personne doit être informée de toute collecte, utilisation ou communication de renseignements personnels qui la concernent et y consentir, à moins qu’il ne soit pas approprié de le faire.

Note : Dans certaines circonstances, il est possible de recueillir, d’utiliser et de communiquer des renseignements à l’insu de la personne concernée et sans son consentement. Par exemple, pour des raisons d’ordre juridique ou médical ou pour des raisons de sécurité, il peut être impossible ou peu réaliste d’obtenir le consentement de la personne concernée. Lorsqu’on recueille des renseignements aux fins du contrôle d’application de la loi, de la détection d’une fraude ou de sa prévention, on peut aller à l’encontre du but visé si l’on cherche à obtenir le consentement de la personne concernée. Il peut être impossible ou inopportun de chercher à obtenir le consentement d’un mineur, d’une personne gravement malade ou souffrant d’incapacité mentale. De plus, les organisations qui ne sont pas en relation directe avec la personne concernée ne sont pas toujours en mesure d’obtenir le consentement prévu. Par exemple, il peut être peu réaliste pour une oeuvre de bienfaisance ou une entreprise de marketing direct souhaitant acquérir une liste d’envoi d’une autre organisation de chercher à obtenir le consentement des personnes concernées. On s’attendrait, dans de tels cas, à ce que l’organisation qui fournit la liste obtienne le consentement des personnes concernées avant de communiquer des renseignements personnels.

4.3.1

Il faut obtenir le consentement de la personne concernée avant de recueillir des renseignements personnels à son sujet et d’utiliser ou de communiquer les renseignements recueillis. Généralement, une organisation obtient le consentement des personnes concernées relativement à l’utilisation et à la communication des renseignements personnels au moment de la collecte. Dans certains cas, une organisation peut obtenir le consentement concernant l’utilisation ou la communication des renseignements après avoir recueilli ces renseignements, mais avant de s’en servir, par exemple, quand elle veut les utiliser à des fins non précisées antérieurement.

4.3.2

Suivant ce principe, il faut informer la personne au sujet de laquelle on recueille des renseignements et obtenir son consentement. Les organisations doivent faire un effort raisonnable pour s’assurer que la personne est informée des fins auxquelles les renseignements seront utilisés. Pour que le consentement soit valable, les fins doivent être énoncées de façon que la personne puisse raisonnablement comprendre de quelle manière les renseignements seront utilisés ou communiqués.

4.3.3

Une organisation ne peut pas, pour le motif qu’elle fournit un bien ou un service, exiger d’une personne qu’elle consente à la collecte, à l’utilisation ou à la communication de renseignements autres que ceux qui sont nécessaires pour réaliser les fins légitimes et explicitement indiquées.

4.3.4

The form of the consent sought by the organization may vary, depending upon the circumstances and the type of information. In determining the form of consent to use, organizations shall take into account the sensitivity of the information. Although some information (for example, medical records and income records) is almost always considered to be sensitive, any information can be sensitive, depending on the context. For example, the names and addresses of subscribers to a newsmagazine would generally not be considered sensitive information. However, the names and addresses of subscribers to some special-interest magazines might be considered sensitive.

4.3.5

In obtaining consent, the reasonable expectations of the individual are also relevant. For example, an individual buying a subscription to a magazine should reasonably expect that the organization, in addition to using the individual's name and address for mailing and billing purposes, would also contact the person to solicit the renewal of the subscription. In this case, the organization can assume that the individual's request constitutes consent for specific purposes. On the other hand, an individual would not reasonably expect that personal information given to a health-care professional would be given to a company selling health-care products, unless consent were obtained. Consent shall not be obtained through deception.

4.3.6

The way in which an organization seeks consent may vary, depending on the circumstances and the type of information collected. An organization should generally seek express consent when the information is likely to be considered sensitive. Implied consent would generally be appropriate when the information is less sensitive. Consent can also be given by an authorized representative (such as a legal guardian or a person having power of attorney).

4.3.7

Individuals can give consent in many ways. For example:

(a) an application form may be used to seek consent, collect information, and inform the individual of the use that will be made of the information. By completing and signing the form, the individual is giving consent to the collection and the specified uses;

(b) a checkoff box may be used to allow individuals to request that their names and addresses not be given to other organizations. Individuals who do not check the box are assumed to consent to the transfer of this information to third parties;

4.3.4

La forme du consentement que l'organisation cherche à obtenir peut varier selon les circonstances et la nature des renseignements. Pour déterminer la forme que prendra le consentement, les organisations doivent tenir compte de la sensibilité des renseignements. Si certains renseignements sont presque toujours considérés comme sensibles, par exemple les dossiers médicaux et le revenu, tous les renseignements peuvent devenir sensibles suivant le contexte. Par exemple, les nom et adresse des abonnés d'une revue d'information ne seront généralement pas considérés comme des renseignements sensibles. Toutefois, les nom et adresse des abonnés de certains périodiques spécialisés pourront l'être.

4.3.5

Dans l'obtention du consentement, les attentes raisonnables de la personne sont aussi pertinentes. Par exemple, une personne qui s'abonne à un périodique devrait raisonnablement s'attendre à ce que l'entreprise, en plus de se servir de son nom et de son adresse à des fins de postage et de facturation, communique avec elle pour lui demander si elle désire que son abonnement soit renouvelé. Dans ce cas, l'organisation peut présumer que la demande de la personne constitue un consentement à ces fins précises. D'un autre côté, il n'est pas raisonnable qu'une personne s'attende à ce que les renseignements personnels qu'elle fournit à un professionnel de la santé soient donnés sans son consentement à une entreprise qui vend des produits de soins de santé. Le consentement ne doit pas être obtenu par un subterfuge.

4.3.6

La façon dont une organisation obtient le consentement peut varier selon les circonstances et la nature des renseignements recueillis. En général, l'organisation devrait chercher à obtenir un consentement explicite si les renseignements sont susceptibles d'être considérés comme sensibles. Lorsque les renseignements sont moins sensibles, un consentement implicite serait normalement jugé suffisant. Le consentement peut également être donné par un représentant autorisé (détenteur d'une procuration, tuteur).

4.3.7

Le consentement peut revêtir différentes formes, par exemple :

a) on peut se servir d'un formulaire de demande de renseignements pour obtenir le consentement, recueillir des renseignements et informer la personne de l'utilisation qui sera faite des renseignements. En remplissant le formulaire et en le signant, la personne donne son consentement à la collecte de renseignements et aux usages précisés;

b) on peut prévoir une case où la personne pourra indiquer en cochant qu'elle refuse que ses nom et adresse soient communiqués à d'autres organisations. Si la personne ne coche pas la

(c) consent may be given orally when information is collected over the telephone; or

(d) consent may be given at the time that individuals use a product or service.

4.3.8

An individual may withdraw consent at any time, subject to legal or contractual restrictions and reasonable notice. The organization shall inform the individual of the implications of such withdrawal.

4.4 Principle 4 — Limiting Collection

The collection of personal information shall be limited to that which is necessary for the purposes identified by the organization. Information shall be collected by fair and lawful means.

4.4.1

Organizations shall not collect personal information indiscriminately. Both the amount and the type of information collected shall be limited to that which is necessary to fulfil the purposes identified. Organizations shall specify the type of information collected as part of their information-handling policies and practices, in accordance with the Openness principle (Clause 4.8).

4.4.2

The requirement that personal information be collected by fair and lawful means is intended to prevent organizations from collecting information by misleading or deceiving individuals about the purpose for which information is being collected. This requirement implies that consent with respect to collection must not be obtained through deception.

4.4.3

This principle is linked closely to the Identifying Purposes principle (Clause 4.2) and the Consent principle (Clause 4.3).

4.5 Principle 5 — Limiting Use, Disclosure, and Retention

Personal information shall not be used or disclosed for purposes other than those for which it was collected, except with the consent of the individual or as required by law. Personal information shall be retained only as long as necessary for the fulfilment of those purposes.

case, il sera présumé qu'elle consent à ce que les renseignements soient communiqués à des tiers;

c) le consentement peut être donné de vive voix lorsque les renseignements sont recueillis par téléphone; ou

d) le consentement peut être donné au moment où le produit ou le service est utilisé.

4.3.8

Une personne peut retirer son consentement en tout temps, sous réserve de restrictions prévues par une loi ou un contrat et d'un préavis raisonnable. L'organisation doit informer la personne des conséquences d'un tel retrait.

4.4 Quatrième principe — Limitation de la collecte

L'organisation ne peut recueillir que les renseignements personnels nécessaires aux fins déterminées et doit procéder de façon honnête et licite.

4.4.1

Les organisations ne doivent pas recueillir des renseignements de façon arbitraire. On doit restreindre tant la quantité que la nature des renseignements recueillis à ce qui est nécessaire pour réaliser les fins déterminées. Conformément au principe de la transparence (article 4.8), les organisations doivent préciser la nature des renseignements recueillis comme partie intégrante de leurs politiques et pratiques concernant le traitement des renseignements.

4.4.2

L'exigence selon laquelle les organisations sont tenues de recueillir des renseignements personnels de façon honnête et licite a pour objet de les empêcher de tromper les gens et de les induire en erreur quant aux fins auxquelles les renseignements sont recueillis. Cette obligation suppose que le consentement à la collecte de renseignements ne doit pas être obtenu par un subterfuge.

4.4.3

Ce principe est étroitement lié au principe de détermination des fins auxquelles la collecte est destinée (article 4.2) et à celui du consentement (article 4.3).

4.5 Cinquième principe — Limitation de l'utilisation, de la communication et de la conservation

Les renseignements personnels ne doivent pas être utilisés ou communiqués à des fins autres que celles auxquelles ils ont été recueillis à moins que la personne concernée n'y consente ou que la loi ne l'exige. On ne doit conserver les renseignements personnels qu'aussi longtemps que nécessaire pour la réalisation des fins déterminées.

4.5.1

Organizations using personal information for a new purpose shall document this purpose (see Clause 4.2.1).

4.5.2

Organizations should develop guidelines and implement procedures with respect to the retention of personal information. These guidelines should include minimum and maximum retention periods. Personal information that has been used to make a decision about an individual shall be retained long enough to allow the individual access to the information after the decision has been made. An organization may be subject to legislative requirements with respect to retention periods.

4.5.3

Personal information that is no longer required to fulfil the identified purposes should be destroyed, erased, or made anonymous. Organizations shall develop guidelines and implement procedures to govern the destruction of personal information.

4.5.4

This principle is closely linked to the Consent principle (Clause 4.3), the Identifying Purposes principle (Clause 4.2), and the Individual Access principle (Clause 4.9).

4.6 Principle 6 — Accuracy

Personal information shall be as accurate, complete, and up-to-date as is necessary for the purposes for which it is to be used.

4.6.1

The extent to which personal information shall be accurate, complete, and up-to-date will depend upon the use of the information, taking into account the interests of the individual. Information shall be sufficiently accurate, complete, and up-to-date to minimize the possibility that inappropriate information may be used to make a decision about the individual.

4.6.2

An organization shall not routinely update personal information, unless such a process is necessary to fulfil the purposes for which the information was collected.

4.5.1

Les organisations qui se servent de renseignements personnels à des fins nouvelles doivent documenter ces fins (voir article 4.2.1).

4.5.2

Les organisations devraient élaborer des lignes directrices et appliquer des procédures pour la conservation des renseignements personnels. Ces lignes directrices devraient préciser les durées minimales et maximales de conservation. On doit conserver les renseignements personnels servant à prendre une décision au sujet d'une personne suffisamment longtemps pour permettre à la personne concernée d'exercer son droit d'accès à l'information après que la décision a été prise. Une organisation peut être assujettie à des exigences prévues par la loi en ce qui concerne les périodes de conservation.

4.5.3

On devrait détruire, effacer ou dépersonnaliser les renseignements personnels dont on n'a plus besoin aux fins précisées. Les organisations doivent élaborer des lignes directrices et appliquer des procédures régissant la destruction des renseignements personnels.

4.5.4

Ce principe est étroitement lié au principe du consentement (article 4.3), à celui de la détermination des fins auxquelles la collecte est destinée (article 4.2), ainsi qu'à celui de l'accès individuel (article 4.9).

4.6 Sixième principe — Exactitude

Les renseignements personnels doivent être aussi exacts, complets et à jour que l'exigent les fins auxquelles ils sont destinés.

4.6.1

Le degré d'exactitude et de mise à jour ainsi que le caractère complet des renseignements personnels dépendront de l'usage auquel ils sont destinés, compte tenu des intérêts de la personne. Les renseignements doivent être suffisamment exacts, complets et à jour pour réduire au minimum la possibilité que des renseignements inappropriés soient utilisés pour prendre une décision à son sujet.

4.6.2

Une organisation ne doit pas systématiquement mettre à jour les renseignements personnels à moins que cela ne soit nécessaire pour atteindre les fins auxquelles ils ont été recueillis.

4.6.3

Personal information that is used on an ongoing basis, including information that is disclosed to third parties, should generally be accurate and up-to-date, unless limits to the requirement for accuracy are clearly set out.

4.7 Principle 7 — Safeguards

Personal information shall be protected by security safeguards appropriate to the sensitivity of the information.

4.7.1

The security safeguards shall protect personal information against loss or theft, as well as unauthorized access, disclosure, copying, use, or modification. Organizations shall protect personal information regardless of the format in which it is held.

4.7.2

The nature of the safeguards will vary depending on the sensitivity of the information that has been collected, the amount, distribution, and format of the information, and the method of storage. More sensitive information should be safeguarded by a higher level of protection. The concept of sensitivity is discussed in Clause 4.3.4.

4.7.3

The methods of protection should include

- (a) physical measures, for example, locked filing cabinets and restricted access to offices;
- (b) organizational measures, for example, security clearances and limiting access on a “need-to-know” basis; and
- (c) technological measures, for example, the use of passwords and encryption.

4.7.4

Organizations shall make their employees aware of the importance of maintaining the confidentiality of personal information.

4.7.5

Care shall be used in the disposal or destruction of personal information, to prevent unauthorized parties from gaining access to the information (see Clause 4.5.3).

4.6.3

Les renseignements personnels qui servent en permanence, y compris les renseignements qui sont communiqués à des tiers, devraient normalement être exacts et à jour à moins que des limites se rapportant à l'exactitude de ces renseignements ne soient clairement établies.

4.7 Septième principe — Mesures de sécurité

Les renseignements personnels doivent être protégés au moyen de mesures de sécurité correspondant à leur degré de sensibilité.

4.7.1

Les mesures de sécurité doivent protéger les renseignements personnels contre la perte ou le vol ainsi que contre la consultation, la communication, la copie, l'utilisation ou la modification non autorisées. Les organisations doivent protéger les renseignements personnels quelle que soit la forme sous laquelle ils sont conservés.

4.7.2

La nature des mesures de sécurité variera en fonction du degré de sensibilité des renseignements personnels recueillis, de la quantité, de la répartition et du format des renseignements personnels ainsi que des méthodes de conservation. Les renseignements plus sensibles devraient être mieux protégés. La notion de sensibilité est présentée à l'article 4.3.4.

4.7.3

Les méthodes de protection devraient comprendre :

- a) des moyens matériels, par exemple le verrouillage des classeurs et la restriction de l'accès aux bureaux;
- b) des mesures administratives, par exemple des autorisations sécuritaires et un accès sélectif; et
- c) des mesures techniques, par exemple l'usage de mots de passe et du chiffrement.

4.7.4

Les organisations doivent sensibiliser leur personnel à l'importance de protéger le caractère confidentiel des renseignements personnels.

4.7.5

Au moment du retrait ou de la destruction des renseignements personnels, on doit veiller à empêcher les personnes non autorisées d'y avoir accès (article 4.5.3)

4.8 Principle 8 — Openness

An organization shall make readily available to individuals specific information about its policies and practices relating to the management of personal information.

4.8.1

Organizations shall be open about their policies and practices with respect to the management of personal information. Individuals shall be able to acquire information about an organization's policies and practices without unreasonable effort. This information shall be made available in a form that is generally understandable.

4.8.2

The information made available shall include

(a) the name or title, and the address, of the person who is accountable for the organization's policies and practices and to whom complaints or inquiries can be forwarded;

(b) the means of gaining access to personal information held by the organization;

(c) a description of the type of personal information held by the organization, including a general account of its use;

(d) a copy of any brochures or other information that explain the organization's policies, standards, or codes; and

(e) what personal information is made available to related organizations (e.g., subsidiaries).

4.8.3

An organization may make information on its policies and practices available in a variety of ways. The method chosen depends on the nature of its business and other considerations. For example, an organization may choose to make brochures available in its place of business, mail information to its customers, provide online access, or establish a toll-free telephone number.

4.9 Principle 9 — Individual Access

Upon request, an individual shall be informed of the existence, use, and disclosure of his or her personal information and shall be given access to that information. An individual shall be able to challenge the accuracy and completeness of the information and have it amended as appropriate.

4.8 Huitième principe — Transparence

Une organisation doit faire en sorte que des renseignements précis sur ses politiques et ses pratiques concernant la gestion des renseignements personnels soient facilement accessibles à toute personne.

4.8.1

Les organisations doivent faire preuve de transparence au sujet de leurs politiques et pratiques concernant la gestion des renseignements personnels. Une personne doit pouvoir obtenir sans efforts déraisonnables de l'information au sujet des politiques et des pratiques d'une organisation. Ces renseignements doivent être fournis sous une forme généralement compréhensible.

4.8.2

Les renseignements fournis doivent comprendre :

a) le nom ou la fonction de même que l'adresse de la personne responsable de la politique et des pratiques de l'organisation et à qui il faut acheminer les plaintes et les demandes de renseignements;

b) la description du moyen d'accès aux renseignements personnels que possède l'organisation;

c) la description du genre de renseignements personnels que possède l'organisation, y compris une explication générale de l'usage auquel ils sont destinés;

d) une copie de toute brochure ou autre document d'information expliquant la politique, les normes ou les codes de l'organisation; et

e) la définition de la nature des renseignements personnels communiqués aux organisations connexes (par exemple, les filiales).

4.8.3

Une organisation peut rendre l'information concernant sa politique et ses pratiques accessibles de diverses façons. La méthode choisie est fonction de la nature des activités de l'organisation et d'autres considérations. Par exemple, une organisation peut offrir des brochures à son établissement, poster des renseignements à ses clients, offrir un accès en ligne ou établir un numéro de téléphone sans frais.

4.9 Neuvième principe — Accès aux renseignements personnels

Une organisation doit informer toute personne qui en fait la demande de l'existence de renseignements personnels qui la concernent, de l'usage qui en est fait et du fait qu'ils ont été communiqués à des tiers, et lui permettre de les consulter. Il sera aussi possible de contester l'exactitude et l'intégralité des renseignements et d'y faire apporter les corrections appropriées.

Note: In certain situations, an organization may not be able to provide access to all the personal information it holds about an individual. Exceptions to the access requirement should be limited and specific. The reasons for denying access should be provided to the individual upon request. Exceptions may include information that is prohibitively costly to provide, information that contains references to other individuals, information that cannot be disclosed for legal, security, or commercial proprietary reasons, and information that is subject to solicitor-client or litigation privilege.

4.9.1

Upon request, an organization shall inform an individual whether or not the organization holds personal information about the individual. Organizations are encouraged to indicate the source of this information. The organization shall allow the individual access to this information. However, the organization may choose to make sensitive medical information available through a medical practitioner. In addition, the organization shall provide an account of the use that has been made or is being made of this information and an account of the third parties to which it has been disclosed.

4.9.2

An individual may be required to provide sufficient information to permit an organization to provide an account of the existence, use, and disclosure of personal information. The information provided shall only be used for this purpose.

4.9.3

In providing an account of third parties to which it has disclosed personal information about an individual, an organization should attempt to be as specific as possible. When it is not possible to provide a list of the organizations to which it has actually disclosed information about an individual, the organization shall provide a list of organizations to which it may have disclosed information about the individual.

4.9.4

An organization shall respond to an individual's request within a reasonable time and at minimal or no cost to the individual. The requested information shall be provided or made available in a form that is generally understandable. For example, if the organization uses abbreviations or codes to record information, an explanation shall be provided.

Note : Dans certains cas, il peut être impossible à une organisation de communiquer tous les renseignements personnels qu'elle possède au sujet d'une personne. Les exceptions aux exigences en matière d'accès aux renseignements personnels devraient être restreintes et précises. On devrait informer la personne, sur demande, des raisons pour lesquelles on lui refuse l'accès aux renseignements. Ces raisons peuvent comprendre le coût exorbitant de la fourniture de l'information, le fait que les renseignements personnels contiennent des détails sur d'autres personnes, l'existence de raisons d'ordre juridique, de raisons de sécurité ou de raisons d'ordre commercial exclusives et le fait que les renseignements sont protégés par le secret professionnel ou dans le cours d'une procédure de nature judiciaire.

4.9.1

Une organisation doit informer la personne qui en fait la demande du fait qu'elle possède des renseignements personnels à son sujet, le cas échéant. Les organisations sont invitées à indiquer la source des renseignements. L'organisation doit permettre à la personne concernée de consulter ces renseignements. Dans le cas de renseignements médicaux sensibles, l'organisation peut préférer que ces renseignements soient communiqués par un médecin. En outre, l'organisation doit informer la personne concernée de l'usage qu'elle fait ou a fait des renseignements et des tiers à qui ils ont été communiqués.

4.9.2

Une organisation peut exiger que la personne concernée lui fournisse suffisamment de renseignements pour qu'il lui soit possible de la renseigner sur l'existence, l'utilisation et la communication de renseignements personnels. L'information ainsi fournie doit servir à cette seule fin.

4.9.3

L'organisation qui fournit le relevé des tiers à qui elle a communiqué des renseignements personnels au sujet d'une personne devrait être la plus précise possible. S'il lui est impossible de fournir une liste des organisations à qui elle a effectivement communiqué des renseignements au sujet d'une personne, l'organisation doit fournir une liste des organisations à qui elle pourrait avoir communiqué de tels renseignements.

4.9.4

Une organisation qui reçoit une demande de communication de renseignements doit répondre dans un délai raisonnable et ne peut exiger, pour ce faire, que des droits minimes. Les renseignements demandés doivent être fournis sous une forme généralement compréhensible. Par exemple, l'organisation qui se sert d'abréviations ou de codes pour l'enregistrement des renseignements doit fournir les explications nécessaires.

4.9.5

When an individual successfully demonstrates the inaccuracy or incompleteness of personal information, the organization shall amend the information as required. Depending upon the nature of the information challenged, amendment involves the correction, deletion, or addition of information. Where appropriate, the amended information shall be transmitted to third parties having access to the information in question.

4.9.6

When a challenge is not resolved to the satisfaction of the individual, the substance of the unresolved challenge shall be recorded by the organization. When appropriate, the existence of the unresolved challenge shall be transmitted to third parties having access to the information in question.

4.10 Principle 10 — Challenging Compliance

An individual shall be able to address a challenge concerning compliance with the above principles to the designated individual or individuals accountable for the organization's compliance.

4.10.1

The individual accountable for an organization's compliance is discussed in Clause 4.1.1.

4.10.2

Organizations shall put procedures in place to receive and respond to complaints or inquiries about their policies and practices relating to the handling of personal information. The complaint procedures should be easily accessible and simple to use.

4.10.3

Organizations shall inform individuals who make inquiries or lodge complaints of the existence of relevant complaint procedures. A range of these procedures may exist. For example, some regulatory bodies accept complaints about the personal-information handling practices of the companies they regulate.

4.10.4

An organization shall investigate all complaints. If a complaint is found to be justified, the organization shall take appropriate measures, including, if necessary, amending its policies and practices.

4.9.5

Lorsqu'une personne démontre que des renseignements personnels sont inexacts ou incomplets, l'organisation doit apporter les modifications nécessaires à ces renseignements. Selon la nature des renseignements qui font l'objet de la contestation, l'organisation doit corriger, supprimer ou ajouter des renseignements. S'il y a lieu, l'information modifiée doit être communiquée à des tiers ayant accès à l'information en question.

4.9.6

Lorsqu'une contestation n'est pas réglée à la satisfaction de la personne concernée, l'organisation prend note de l'objet de la contestation. S'il y a lieu, les tierces parties ayant accès à l'information en question doivent être informées du fait que la contestation n'a pas été réglée.

4.10 Dixième principe — Possibilité de porter plainte à l'égard du non-respect des principes

Toute personne doit être en mesure de se plaindre du non-respect des principes énoncés ci-dessus en communiquant avec le ou les personnes responsables de les faire respecter au sein de l'organisation concernée.

4.10.1

La question de la désignation de la personne responsable du respect des principes dans l'organisation fait l'objet de l'article 4.1.1.

4.10.2

Les organisations doivent établir des procédures pour recevoir les plaintes et les demandes de renseignements concernant leurs politiques et pratiques de gestion des renseignements personnels et y donner suite. Les procédures relatives aux plaintes devraient être facilement accessibles et simples à utiliser.

4.10.3

Les organisations doivent informer les personnes qui présentent une demande de renseignements ou déposent une plainte de l'existence des procédures pertinentes. Il peut exister un éventail de ces procédures. Par exemple, certaines autorités réglementaires acceptent les plaintes concernant les pratiques de gestion des renseignements personnels des entreprises relevant de leur compétence.

4.10.4

Une organisation doit faire enquête sur toutes les plaintes. Si une plainte est jugée fondée, l'organisation doit prendre les mesures appropriées, y compris la modification de ses politiques et de ses pratiques au besoin.

SCHEDULE 2
(Sections 38 to 47, 49 and 51)

ANNEXE 2
(articles 38 à 47, 49 et 51)

ACTS OF PARLIAMENT

LOIS FÉDÉRALES

1999-2000

Protection des renseignements personnels et documents électroniques — Annexe 3

ch. 5

55

SCHEDULE 3
(Sections 38 to 47, 49 and 51)

ANNEXE 3
(articles 38 à 47, 49 et 51)

REGULATIONS AND OTHER INSTRUMENTS

RÈGLEMENTS ET AUTRES TEXTES

CHAPTER 6

CANADIAN INSTITUTES OF HEALTH RESEARCH ACT

SUMMARY

This enactment establishes the Canadian Institutes of Health Research (the CIHR) and repeals the *Medical Research Council Act*. The objective of the CIHR is to excel, according to internationally accepted standards of scientific excellence, in the creation of new knowledge and its translation into improved health for Canadians, more effective health services and products and a strengthened Canadian health care system. The CIHR is an agent of Her Majesty.

The Governing Council of the CIHR is responsible for the creation, review and termination of Health Research Institutes. The Institutes are to support individuals, groups and communities of researchers for the purpose of achieving the objective of the CIHR. The Governing Council is to appoint an advisory board and a scientific director for each Institute.

CHAPITRE 6

LOI SUR LES INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA

SOMMAIRE

Le texte porte création des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et abroge la *Loi sur le Conseil de recherches médicales*. IRSC a pour mission d'exceller, selon les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique, dans la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé de la population canadienne, d'offrir de meilleurs produits et services de santé et de renforcer le système de santé au Canada. IRSC est mandataire de Sa Majesté.

Le conseil d'administration d'IRSC est chargé de mettre sur pied des instituts de recherche en santé, d'examiner leur mandat et de les dissoudre. Les instituts ont pour mission de venir en aide aux chercheurs et aux groupes de chercheurs en vue de réaliser la mission d'IRSC. Le conseil d'administration dote chaque institut d'un conseil consultatif et d'un directeur scientifique.

TABLE OF PROVISIONS

CANADIAN INSTITUTES OF HEALTH RESEARCH
ACT

Preamble

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definition of “Minister”

ESTABLISHMENT

3. Canadian Institutes of Health Research

OBJECTIVE

4. Objective

POWERS AND FUNCTIONS

5. Powers and functions

ORGANIZATION

6. President

7. Governing Council

8. Deputy Minister of Health

9. Chairperson

10. Establishing committees

11. Meetings

COMPENSATION AND BENEFITS

12. President

13. Members of the Council

RESPONSIBILITIES OF GOVERNING COUNCIL

14. Management of the CIHR

15. Delegation

16. Advising Minister

17. Personnel

18. Collective agreements

19. By-laws

HEALTH RESEARCH INSTITUTES

20. Establishment

21. Quintennial review

22. Travel and living expenses

TABLE ANALYTIQUE

LOI SUR LES INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ
DU CANADA

Préambule

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITION

2. Définition de « ministre »

CONSTITUTION

3. Instituts de recherche en santé du Canada

MISSION

4. Mission

ATTRIBUTIONS

5. Attributions

ORGANISATION

6. Président

7. Conseil d'administration

8. Sous-ministre de la Santé

9. Président

10. Constitution de comités

11. Réunions

RÉMUNÉRATION, INDEMNITÉS ET AVANTAGES

12. Président

13. Membres du conseil d'administration

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

14. Gestion d'IRSC

15. Délégation

16. Avis au ministre

17. Personnel

18. Pouvoir de conclure des conventions collectives

19. Règlements administratifs

INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ

20. Constitution

21. Examen du mandat

22. Frais de déplacement et de séjour

PRESIDENT AND EMPLOYEES

23. President
 24. Sections 32 to 34 of the *Public Service Employment Act*
 25. Benefits

POWERS

26. Ancillary powers
 27. Title to property
 28. Choice of service providers
 29. Expending money
 30. Legal proceedings

REPORTS

31. Audit
 32. Annual report

TRANSITIONAL

33. Deemed appropriation
 34. Transfer of rights, property, obligations and liabilities
 35. Commencement of legal proceedings
 36. Offer of employment
 37. Term employees
 38. Collective agreements and arbitral awards
 39. Pending grievances
 40. Termination of Medical Research Council appointments

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REPEAL AND COMING INTO FORCE

Consequential Amendments

- 41–42. *Access to Information Act*
 43–44. *Financial Administration Act*
 45–46. *Privacy Act*
 47–48. *Public Service Staff Relations Act*
 49–50. *Public Service Superannuation Act*

Repeal

51. *Medical Research Council Act*

Coming into Force

52. Coming into force

PRÉSIDENT ET EMPLOYÉS

23. Attributions du président
 24. Articles 32 à 34 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*
 25. Autres avantages

POUVOIRS

26. Pouvoirs ancillaires
 27. Biens
 28. Biens et services fournis par un fournisseur autre que le gouvernement
 29. Pouvoirs
 30. Action en justice

RAPPORTS

31. Vérification
 32. Rapport d'activités

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

33. Affectation présumée
 34. Transfert des droits, biens, dettes et obligations
 35. Procédures judiciaires nouvelles
 36. Offre d'emploi
 37. Employé engagé pour une durée déterminée
 38. Conventions collectives et décisions arbitrales
 39. Grievs
 40. Conseil de recherches médicales — mandats des membres et du président

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Modifications corrélatives

- 41–42. *Loi sur l'accès à l'information*
 43–44. *Loi sur la gestion des finances publiques*
 45–46. *Loi sur la protection des renseignements personnels*
 47–48. *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*
 49–50. *Loi sur la pension de la fonction publique*

Abrogation

51. *Loi sur le Conseil de recherches médicales*

Entrée en vigueur

52. Entrée en vigueur

48-49 ELIZABETH II

48-49 ELIZABETH II

CHAPTER 6

CHAPITRE 6

An Act to establish the Canadian Institutes of Health Research, to repeal the Medical Research Council Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi portant création des Instituts de recherche en santé du Canada, abrogeant la Loi sur le Conseil de recherches médicales et modifiant d'autres lois en conséquence

[Assented to 13th April, 2000]

[Sanctionnée le 13 avril 2000]

Preamble

WHEREAS Parliament recognizes

that Canadians value health as central to happiness and fulfilment, and aspire to be among the healthiest people in the world,

that Canada should be an internationally acknowledged leader in contributing to the global advancement of health research and that excellence in health research is fundamental to improving the health of Canadians and of the wider global community, and

that investment in health and the health care system is part of the Canadian vision of being a caring society;

WHEREAS Parliament recognizes that the provinces are responsible for the delivery of health care to Canadians and that the Government of Canada collaborates with provincial governments to support the health care system and health research;

WHEREAS Parliament believes that health research should

address the respective health issues of children, women and men and of the diverse populations of Canada,

be characterized by a transparent approach that facilitates accountability to Canadians, and

take into consideration ethical issues;

WHEREAS Parliament is cognizant of an historic opportunity to transform health research in Canada through the creation of the Canadian Institutes of Health Research as a flexible mechanism that will continually align health research funding with changes in the manner in which health problems and oppor-

Préambule

Attendu que le Parlement reconnaît :

que la population canadienne considère la santé comme un élément essentiel au bonheur et à l'épanouissement de l'être humain, et souhaite être parmi les peuples qui jouissent du meilleur état de santé au monde;

que le Canada doit être un chef de file reconnu à l'échelle internationale pour sa contribution aux progrès mondiaux de la recherche en matière de santé, et que l'excellence de la recherche dans ce domaine est essentielle à l'amélioration de la santé de la population canadienne et de la collectivité mondiale;

qu'investir dans la santé et le système de santé fait partie de la vision que le Canada a d'une société humanitaire;

Attendu que le Parlement reconnaît que les provinces sont chargées de fournir des soins de santé à la population canadienne et que le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces collaborent en vue d'appuyer le système de santé et la recherche en matière de santé;

Attendu que le Parlement estime que la recherche en matière de santé doit :

s'attaquer aux questions de santé touchant les enfants, les femmes et les hommes et à celles touchant les diverses populations canadiennes,

se caractériser par une approche transparente qui permet de rendre des comptes à la population canadienne,

tenir compte des questions d'ordre éthique;

tunities are identified, understood and addressed;

WHEREAS Parliament believes that health research institutes should be created to coordinate, focus and integrate health research based on

an understanding of the multi-factorial nature of health problems and opportunities,

the involvement and recognition of, and respect for, health researchers from all research disciplines, and the cooperation of a wide range of partners from all relevant sectors, the provinces and other countries,

the attraction of the best health researchers in Canada and the world and their development and retention in Canada,

the creation of new scientific knowledge based on research that meets the highest international standards of excellence, and

the application of that knowledge to the development and implementation of innovative policy and practice;

WHEREAS Parliament understands that this transformation in health research can build on the legacy of excellence in health research already established in Canada, including the decisive contributions of the Medical Research Council and the National Health Research and Development Program, while understanding that the institutions, technologies and environment for health research have become more varied and complex than in the past;

WHEREAS Parliament recognizes that this transformation in Canadian health research will also enhance economic development in Canada and promote growth and job creation in key sectors of the knowledge-based economy;

AND WHEREAS Parliament believes that the Canadian Institutes of Health Research will provide the leadership required for this transformation and the continuing success of health research in Canada;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu que le Parlement est conscient de la possibilité historique de transformer la recherche en matière de santé au Canada par la création des Instituts de recherche en santé du Canada, qui permettra d'adapter constamment le financement de la recherche dans ce domaine aux nouvelles façons d'identifier, de comprendre et de régler les problèmes et les possibilités en matière de santé;

Attendu que le Parlement estime que des instituts de recherche en santé doivent être créés en vue de coordonner, de canaliser et d'intégrer la recherche en matière de santé selon les principes suivants :

la compréhension de la nature multifactorielle des problèmes et des possibilités en matière de santé,

la participation des chercheurs en sciences de la santé de toutes les disciplines ainsi que la reconnaissance et le respect à leur égard, et la collaboration de partenaires venant des divers secteurs visés, des provinces du Canada et d'autres pays,

le fait d'attirer les meilleurs chercheurs en sciences de la santé du Canada et d'ailleurs et de les former et retenir au Canada,

la création de nouvelles connaissances scientifiques fondées sur des recherches qui satisfont aux normes d'excellence internationales les plus élevées,

l'application de ces connaissances à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une politique et d'une pratique innovatrices;

Attendu que le Parlement comprend que cette transformation de la recherche en matière de santé peut se fonder sur l'héritage d'excellence de la recherche qui existe déjà dans ce domaine au Canada, notamment les apports décisifs du Conseil de recherches médicales et du Programme national de recherche et de développement en matière de santé, tout en sachant que les institutions, les technologies et le milieu de la recherche se sont diversifiés et sont plus complexes que par le passé;

Attendu que le Parlement reconnaît que cette transformation aura aussi pour effet d'accroître le développement économique au Ca-

nada et de promouvoir la croissance économique et la création d'emplois dans les secteurs-clés de l'économie du savoir;

Attendu que le Parlement estime que les Instituts de recherche en santé du Canada exerceront le leadership nécessaire à cette transformation et à la réussite continue de la recherche en matière de santé au Canada,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

	SHORT TITLE		TITRE ABRÉGÉ	
Short title	1. This Act may be cited as the <i>Canadian Institutes of Health Research Act</i> .		1. <i>Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada</i> .	Titre abrégé
	INTERPRETATION		DÉFINITION	
Definition of "Minister"	2. In this Act, "Minister" means the member of the Queen's Privy Council for Canada who is designated by the Governor in Council for the purposes of this Act.		2. Dans la présente loi, « ministre » s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi.	Définition de « ministre »
	ESTABLISHMENT		CONSTITUTION	
Canadian Institutes of Health Research	3. (1) There is hereby established a corporation, to be known as the Canadian Institutes of Health Research, in this Act referred to as the "CIHR".		3. (1) Est constituée une personne morale appelée Instituts de recherche en santé du Canada, ci-après dénommée IRSC.	Instituts de recherche en santé du Canada
Agent of Her Majesty	(2) The CIHR is an agent of Her Majesty in right of Canada.		(2) IRSC est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.	Statut
Head office	(3) The head office of the CIHR shall be at the place in Canada that is designated by the Governor in Council.		(3) Son siège social est situé au lieu du Canada fixé par le gouverneur en conseil.	Siège social
	OBJECTIVE		MISSION	
Objective	4. The objective of the CIHR is to excel, according to internationally accepted standards of scientific excellence, in the creation of new knowledge and its translation into improved health for Canadians, more effective health services and products and a strengthened Canadian health care system, by (a) exercising leadership within the Canadian research community and fostering collaboration with the provinces and with individuals and organizations in or outside Canada that have an interest in health or health research;		4. IRSC a pour mission d'exceller, selon les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique, dans la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé de la population canadienne, d'offrir de meilleurs produits et services de santé et de renforcer le système de santé au Canada, et ce par : a) l'exercice d'un leadership dans les milieux canadiens de la recherche et l'encouragement à la collaboration avec les provinces ainsi que les personnes et organismes au Canada et à l'étranger qui s'intéressent aux questions liées à la santé et à la recherche en matière de santé;	Mission

(b) creating a robust health research environment in Canada, based on internationally accepted standards of scientific excellence and a peer review process, that will attract, develop and keep excellent researchers and provide them with the opportunity to contribute to the improvement of people's health in Canada and the world;

(c) forging an integrated health research agenda across disciplines, sectors and regions that reflects the emerging health needs of Canadians and the evolution of the health system and supports health policy decision-making;

(d) encouraging interdisciplinary, integrative health research through the creation of Health Research Institutes that

(i) together pertain to all aspects of health,

(ii) include bio-medical research, clinical research, research respecting health systems, health services, the health of populations, societal and cultural dimensions of health and environmental influences on health, and other research as required,

(iii) work in collaboration with the provinces to advance health research and to promote the dissemination and application of new research knowledge to improve health and health services, and

(iv) engage voluntary organizations, the private sector and others, in or outside Canada, with complementary research interests;

(e) promoting, assisting and undertaking research that meets the highest international scientific standards of excellence and ethics and that pertains to all aspects of health, including bio-medical research, clinical research and research respecting health systems, health services, the health of populations, societal and cultural dimensions of health and environmental influences on health;

(f) addressing emerging health opportunities, threats and challenges and accelerating

b) la création au Canada d'un milieu de recherche dynamique — selon les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique et la revue par les pairs —, qui attirera, formera et retiendra des chercheurs d'élite et leur offrira la possibilité de participer à l'amélioration de l'état de santé de la population canadienne et de la population mondiale;

c) l'élaboration d'un programme intégré de recherche en matière de santé, regroupant tous les secteurs, disciplines et régions, qui reflète les besoins nouveaux de la population canadienne en matière de santé et l'évolution du système de santé et facilite la prise de décisions de principe touchant le domaine de la santé;

d) l'encouragement à la recherche en matière de santé axée sur l'intégration et l'interdisciplinarité par la création d'instituts de recherche en santé qui :

(i) collectivement, recouvrent tous les aspects du domaine de la santé,

(ii) effectuent de la recherche biomédicale, de la recherche clinique et de la recherche sur les services et systèmes de santé, sur la santé des populations, sur les dimensions sociales et culturelles de la santé et sur les effets de l'environnement sur la santé, ainsi que d'autres types de recherche au besoin,

(iii) collaborent avec les provinces à l'avancement de la recherche en matière de santé et à la promotion de la diffusion et de l'application de nouvelles connaissances en vue d'améliorer la santé et les services de santé,

(iv) font intervenir les organismes bénévoles et le secteur privé et d'autres personnes ou organismes au Canada ou à l'étranger dont les intérêts en recherche sont complémentaires;

e) la promotion et l'exécution de projets de recherche — ainsi que l'aide à leur réalisation — qui satisfont aux normes internationales les plus élevées d'excellence et d'éthique scientifiques et qui portent sur tous les aspects du domaine de la santé,

the discovery of cures and treatments and improvements to health care, prevention and wellness strategies;

(g) fostering the discussion of ethical issues and the application of ethical principles to health research;

(h) promoting the dissemination of knowledge and the application of health research to improve the health of Canadians;

(i) encouraging innovation, facilitating the commercialization of health research in Canada and promoting economic development through health research in Canada;

(j) building the capacity of the Canadian health research community through the development of researchers and the provision of sustained support for scientific careers in health research;

(k) pursuing opportunities and providing support for the participation of Canadian scientists in international collaboration and partnerships in health research; and

(l) ensuring transparency and accountability to Canadians for the investment of the Government of Canada in health research.

notamment la recherche biomédicale, la recherche clinique et la recherche sur les services et systèmes de santé, sur la santé des populations, sur les dimensions sociales et culturelles de la santé et sur les effets de l'environnement sur la santé;

f) la prise de mesures à l'égard des nouvelles menaces pour la santé et des nouveaux défis et possibilités dans le domaine de la santé, et l'accélération de la découverte de remèdes et traitements et de l'amélioration des stratégies en matière de soins de santé, de prévention et de mieux-être;

g) l'encouragement à la discussion des questions d'ordre éthique et à l'application des principes de l'éthique à la recherche en matière de santé;

h) l'incitation à la diffusion des connaissances et à l'application des résultats de la recherche dans le domaine de la santé en vue d'améliorer la santé de la population canadienne;

i) l'encouragement à l'innovation et le soutien à la mise en marché de la recherche canadienne dans le domaine de la santé et la promotion du développement économique au Canada au moyen de celle-ci;

j) le renforcement des capacités de la communauté de la recherche en matière de santé au Canada, en offrant aux chercheurs en sciences de la santé la possibilité de se perfectionner et en appuyant de façon soutenue la poursuite de carrières scientifiques dans la recherche en matière de santé;

k) la quête d'occasions pour les scientifiques canadiens de participer à des projets ou partenariats internationaux de recherche en matière de santé et l'appui à cette participation;

l) la garantie de la transparence des investissements du gouvernement du Canada dans la recherche en matière de santé et l'obligation de rendre des comptes à la population canadienne.

POWERS AND FUNCTIONS

ATTRIBUTIONS

Powers and functions

5. For the purpose of achieving its objective, the powers and functions of the CIHR are to

- (a) promote, assist and undertake health research;
- (b) foster the development and ongoing support of the scientific careers of women and men in health research;
- (c) consult, collaborate and form partnerships with the provinces and with persons and organizations in or outside Canada that have an interest in issues pertaining to health or health research;
- (d) monitor, analyze and evaluate issues, including ethical issues, pertaining to health or health research;
- (e) advise the Minister in respect of any matter relating to health research or health policy;
- (f) communicate with the public, governments, the Canadian and the international research communities, voluntary organizations and the private sector on issues pertaining to health or health research; and
- (g) exercise any other power and perform any other function that is assigned to it by the Governor in Council to achieve its objective.

5. Dans la poursuite de sa mission, IRSC exerce les attributions suivantes :

- a) promouvoir, aider et entreprendre la recherche dans le domaine de la santé;
- b) favoriser le perfectionnement professionnel des femmes et des hommes qui font carrière dans la recherche en matière de santé et les appuyer de façon continue;
- c) consulter les provinces et des personnes et des organismes qui, au Canada et à l'étranger, s'intéressent aux questions liées à la santé ou à la recherche en matière de santé et collaborer et former des partenariats avec eux;
- d) surveiller, analyser et évaluer les questions liées à la santé ou à la recherche en matière de santé, y compris celles d'ordre éthique;
- e) conseiller le ministre sur toute question se rapportant à la recherche ou à la politique en matière de santé;
- f) communiquer avec le public, les gouvernements, les milieux canadiens et internationaux de la recherche, les organismes bénévoles et le secteur privé au sujet de questions liées à la santé ou à la recherche en matière de santé;
- g) exercer toutes autres attributions que le gouverneur en conseil lui confie en vue de réaliser sa mission.

Attributions

ORGANIZATION

ORGANISATION

President

6. The President of the CIHR shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term of not more than five years. The President is eligible for reappointment.

6. Le gouverneur en conseil nommé, à titre amovible, le président d'IRSC pour un mandat renouvelable maximal de cinq ans.

Président

Governing Council

7. (1) There shall be a Governing Council of the CIHR consisting of not more than 20 members, one of whom shall be the President of the CIHR.

7. (1) Le conseil d'administration est composé d'au plus vingt membres, dont le président.

Conseil d'administration

Appointment and tenure of members

(2) Each initial member of the Governing Council, other than the President, shall be appointed by the Governor in Council to hold office for any term of not more than three

(2) Le gouverneur en conseil nomme les membres initiaux — à l'exception du président — pour des mandats de trois ans au maximum, ces mandats étant, dans la mesure

Nomination et mandat des membres

years that will ensure, as far as possible, the expiry in any one year of the terms of office of not more than one third of the members. Subsequently appointed members shall be appointed by the Governor in Council for a three-year term.

du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année touche au plus le tiers des membres. Les mandats des membres subséquents sont d'une durée de trois ans.

Removal and reappointment

(3) The members appointed under subsection (2) shall be appointed to hold office during pleasure. They may be appointed to no more than two consecutive terms.

(3) Les membres sont nommés à titre amovible par le gouverneur en conseil et peuvent recevoir au plus deux mandats consécutifs.

Renouvellement de mandat

Appointment criteria

(4) The Governor in Council shall appoint as members of the Governing Council women and men who are able to contribute to the achievement of the objective of the CIHR in the overall interests of Canadians. The Governor in Council shall consider appointing women and men who reflect the highest standards of scientific excellence and women and men who reflect a range of relevant backgrounds and disciplines.

(4) Le gouverneur en conseil nomme au conseil d'administration des femmes et des hommes capables de contribuer à la réalisation de la mission d'IRSC dans l'intérêt de toute la population canadienne. Il envisage la possibilité d'y nommer des femmes et des hommes reflétant les normes les plus élevées de l'excellence scientifique et des femmes et des hommes représentant les divers milieux et disciplines visés.

Critères de nomination

Deputy Minister of Health

8. Notwithstanding subsection 7(2), the Deputy Minister of Health is an *ex officio* and non-voting member of the Governing Council.

8. Par dérogation au paragraphe 7(2), le sous-ministre de la Santé est membre d'office du conseil d'administration, avec voix consultative.

Sous-ministre de la Santé

Chairperson

9. (1) The President is the Chairperson of the Governing Council.

9. (1) Le président préside les réunions du conseil d'administration.

Président

Vice-Chairperson

(2) The Governing Council shall elect one of its members to be a Vice-Chairperson.

(2) Le conseil d'administration choisit un vice-président en son sein.

Vice-président

Absence or incapacity

(3) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson or if the office of the Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson has and may exercise all the powers and perform all the duties and functions of the Chairperson.

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.

Intérim — vice-président

Establishing committees

10. (1) The Governing Council

(a) may establish by by-law an executive committee and other committees of the Governing Council; and

(b) shall establish by by-law one or more standing committees to advise the Governing Council with respect to the full range of health research, and in particular for the purposes of paragraphs 4(d) and (e).

10. (1) Le conseil d'administration :

a) peut, par règlement administratif, établir des comités, notamment un comité exécutif;

b) doit, par règlement administratif, établir un ou plusieurs comités permanents chargés de conseiller le conseil d'administration relativement à tous les domaines de la recherche en matière de santé, notamment en ce qui touche l'application des alinéas 4d) et e).

Constitution de comités

Membership	(2) A by-law establishing a committee, other than an executive committee, may provide for the committee's membership to include persons who are not members of the Governing Council.	(2) À l'exception du comité exécutif, tout comité visé au paragraphe (1) peut être composé de personnes qui ne font pas partie du conseil d'administration.	Composition des comités
Fees	(3) The members of a committee who are not members of the Governing Council may be paid for their services the fees that are fixed by the Governor in Council.	(3) Le gouverneur en conseil peut fixer les honoraires que les membres ne faisant pas partie du conseil d'administration reçoivent pour leurs services.	Honoraires
Meetings	11. The Governing Council may meet at the times and at the places in Canada that it considers necessary, but it shall meet at least twice a year.	11. Le conseil d'administration tient au Canada, aux date, heure et lieu de son choix, un minimum de deux réunions par an.	Réunions

COMPENSATION AND BENEFITS

RÉMUNÉRATION, INDEMNITÉS ET AVANTAGES

President	<p>12. The President</p> <p>(a) shall be paid the remuneration that may be fixed by the Governor in Council;</p> <p>(b) is deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> and is deemed to be employed in the public service of Canada for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and the regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i>; and</p> <p>(c) is entitled to be reimbursed for reasonable travel and living expenses incurred by the President in the course of performing the President's duties while absent from the President's ordinary place of work.</p>	<p>12. Le président :</p> <p>a) reçoit la rémunération que fixe le gouverneur en conseil;</p> <p>b) est réputé faire partie de la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> et de l'administration publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>;</p> <p>c) a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice, hors de son lieu habituel de travail, de ses fonctions.</p>	Président
Members of the Council	<p>13. Each appointed member of the Governing Council</p> <p>(a) shall be paid the fees that may be fixed by the Governor in Council for attendance at meetings of the Governing Council or any of its committees or for the performance of other duties;</p> <p>(b) is deemed to be employed in the public service of Canada for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and the regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i>; and</p> <p>(c) is entitled to be reimbursed for reasonable travel and living expenses incurred by the member in the course of performing their duties while absent from their ordinary place of residence.</p>	<p>13. Les membres du conseil d'administration :</p> <p>a) reçoivent, pour leur participation aux réunions du conseil d'administration ou de ses comités ou l'exécution d'autres fonctions, les honoraires que fixe le gouverneur en conseil;</p> <p>b) sont réputés faire partie de l'administration publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>;</p> <p>c) ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice, hors du lieu de leur résidence habituelle, de leurs fonctions.</p>	Membres du conseil d'administration

RESPONSIBILITIES OF GOVERNING COUNCIL

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Management
of the CIHR

14. The Governing Council is responsible for the management of the CIHR, including

- (a) developing its strategic directions, goals and policies;
- (b) evaluating its overall performance, including with respect to achievement of its objective;
- (c) approving its budget;
- (d) establishing a peer review process for research proposals made to the CIHR;
- (e) approving funding for research;
- (f) approving other expenditures to carry out its objective;
- (g) establishing policies respecting consulting and collaborating with persons and organizations that have an interest in health research; and
- (h) dealing with any other matter that the Governing Council considers related to the affairs of the CIHR.

14. Le conseil d'administration est chargé de la gestion d'IRSC et exerce notamment les attributions suivantes :

- a) établir l'orientation stratégique, les objectifs et les politiques d'IRSC;
- b) évaluer le rendement global d'IRSC, notamment à l'égard de la réalisation de sa mission;
- c) approuver le budget d'IRSC;
- d) établir un système de revue par les pairs des projets de recherche soumis à IRSC;
- e) approuver le financement des projets de recherche;
- f) autoriser les dépenses supplémentaires en vue de réaliser la mission d'IRSC;
- g) établir des politiques concernant la consultation des personnes et organismes qui s'intéressent à la recherche en matière de santé et la collaboration avec ces personnes ou organismes;
- h) régler toute autre question qu'il estime liée aux activités d'IRSC.

Gestion
d'IRSC

Delegation

15. The Governing Council may delegate any of its powers, duties and functions, except those under any of paragraphs 14(a) and (c), sections 16 and 19 to 21 and subsections 22(3) and 32(1), to any of its members or committees, the President or a Health Research Institute, an Advisory Board or a Scientific Director referred to in subsection 20(1).

15. À l'exception de celles prévues aux alinéas 14a) et c), aux articles 16 et 19 à 21 et aux paragraphes 22(3) et 32(1), le conseil d'administration peut déléguer ses attributions à l'un de ses membres ou comités, au président ou aux instituts de recherche en santé, conseils consultatifs ou directeurs scientifiques visés au paragraphe 20(1).

Délégation

Advising
Minister

16. The Governing Council shall advise the Minister in respect of any matter that the Minister refers to it for its consideration.

16. Le conseil d'administration conseille le ministre sur les questions que ce dernier lui a demandé d'examiner.

Avis au
ministre

Personnel

17. (1) The Governing Council may

- (a) appoint, layoff or terminate the employment of the employees of the CIHR; and
- (b) establish standards, procedures and processes governing staffing, including the appointment, lay-off or termination of employment otherwise than for cause, of employees.

17. (1) Le conseil d'administration peut :

- a) nommer, mettre en disponibilité ou licencier les employés d'IRSC;
- b) établir des normes, procédures et méthodes régissant la dotation en personnel, notamment la nomination, la mise en disponibilité ou le licenciement autre que celui qui est motivé.

Personnel

Right of employer

(2) Subsection 11(2) of the *Financial Administration Act* does not apply to the CIHR and the Governing Council may

- 35 (a) determine the organization of and classify the positions in the CIHR;
- (b) set the terms and conditions of employment for employees, including termination of employment for cause, and assign duties to them; and
- (c) provide for any other matters that the Governing Council considers necessary for effective personnel management in the CIHR.

(2) Le paragraphe 11(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'applique pas à IRSC, et le conseil d'administration peut :

- a) déterminer l'organisation d'IRSC et la classification des postes au sein de celle-ci;
- b) fixer les conditions d'emploi — y compris en ce qui concerne le licenciement motivé — des employés ainsi que leur assigner des tâches;
- c) régler les autres questions dans la mesure où il l'estime nécessaire pour la bonne gestion du personnel d'IRSC.

Gestion du personnel

Collective agreements

18. Notwithstanding section 56 of the *Public Service Staff Relations Act*, the Governing Council may, in accordance with the negotiating mandate approved by the President of the Treasury Board, enter into a collective agreement with the bargaining agent for a bargaining unit composed of employees of the CIHR that is applicable to employees of that bargaining unit.

18. Malgré l'article 56 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, le conseil d'administration est, conformément au mandat de négociation approuvé par le président du Conseil du Trésor, habilité à conclure, avec l'agent négociateur d'une unité de négociation composée d'employés d'IRSC, une convention collective applicable à ceux-ci.

Pouvoir de conclure des conventions collectives

By-laws

19. The Governing Council may, with the approval of the Governor in Council, make by-laws for the regulation of its proceedings and generally for the conduct of its activities.

19. Avec l'approbation du gouverneur en conseil, le conseil d'administration peut, par règlement administratif, régir la conduite de ses travaux et celle de ses activités en général.

Règlements administratifs

HEALTH RESEARCH INSTITUTES

INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ

Establishment

20. (1) The Governing Council shall

- (a) establish, maintain and terminate divisions of the CIHR, to be called Health Research Institutes, and determine the mandate of each Health Research Institute;
- (b) create an Advisory Board for each Health Research Institute and appoint the members of the Advisory Boards; and
- (c) appoint a Scientific Director for each Health Research Institute.

20. (1) Le conseil d'administration :

- a) met sur pied des instituts de recherche en santé — qui sont des divisions d'IRSC —, veille à leur maintien et les dissout et fournit à chacun d'eux un mandat;
- b) dote chaque institut d'un conseil consultatif, dont il nomme les membres;
- c) nomme un directeur scientifique pour chaque institut.

Constitution

Mission

(2) Each Health Research Institute shall support individuals, groups and communities of researchers for the purpose of implementing, within its mandate, the objective of the CIHR.

(2) Les instituts sont chargés de venir en aide aux chercheurs et aux groupes de chercheurs en vue de réaliser, dans le cadre de leur mandat respectif, la mission d'IRSC.

Mission

Role and functioning

(3) The Governing Council shall develop policies respecting the role and functioning of Health Research Institutes and their Advisory Boards and Scientific Directors.

(3) Le conseil d'administration élabore des politiques sur le rôle et le fonctionnement des instituts et de leurs conseils consultatifs ainsi que sur le rôle et la façon de procéder de leurs directeurs scientifiques.

Rôle et fonctionnement

Appoint-
ments to
Advisory
Boards

(4) The Governing Council shall appoint to the Advisory Boards women and men who are able to contribute to the achievement of the objective of the CIHR in the overall interests of Canadians. The Governing Council shall consider appointing women and men who reflect the highest standards of scientific excellence and a range of relevant backgrounds and disciplines, such as researchers in the fields of bio-medical research, clinical research and research respecting health systems, health services, the health of populations, societal and cultural dimensions of health and environmental influences on health.

(4) Le conseil d'administration nomme aux conseils consultatifs des femmes et des hommes capables de contribuer à la réalisation de la mission d'IRSC dans l'intérêt de toute la population canadienne. Il envisage la possibilité d'y nommer des femmes et des hommes reflétant les normes les plus élevées de l'excellence scientifique et représentant les divers milieux et disciplines visés, notamment des chercheurs dans les domaines de la recherche biomédicale, de la recherche clinique et de la recherche sur les services et systèmes de santé, sur la santé des populations, sur les dimensions sociales et culturelles de la santé et sur les effets de l'environnement sur la santé.

Critères de
nomination

Quintennial
review

21. The Governing Council shall review the mandate and performance of each Health Research Institute at least every five years after it is established and determine whether its mandate or the policies respecting its role and functioning should be amended or whether it should be merged with another Health Research Institute or terminated.

21. Le conseil d'administration examine le mandat et le rendement de chaque institut de recherche en santé, au moins tous les cinq ans après sa mise sur pied, et détermine s'il y a lieu de modifier le mandat ou les politiques sur le rôle et le fonctionnement de l'institut, de le fusionner avec un autre institut ou de le supprimer.

Examen du
mandat

Travel and
living
expenses

22. (1) Members of an Advisory Board shall serve without remuneration, but may be paid the travel and living expenses fixed by the Governor in Council that they incur while absent from their ordinary place of residence in the course of performing duties and functions under this Act.

22. (1) Les membres du conseil consultatif n'ont droit à aucune rémunération. Ils ont droit aux frais de déplacement et de séjour — fixés par le gouverneur en conseil — qui sont entraînés par l'exercice, hors du lieu de leur résidence habituelle, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

Frais de
déplacement
et de séjour

Other benefits

(2) The members of an Advisory Board are deemed to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and the regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(2) Ils sont réputés faire partie de l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Autres
avantages

Performing
other duties or
functions

(3) A member of an Advisory Board, who with the approval of the Governing Council performs any duties or functions on its behalf in addition to their duties and functions as a member of the Advisory Board, may be paid the fees that are fixed by the Governor in Council.

(3) Ils peuvent recevoir les honoraires qu'autorise le gouverneur en conseil à l'occasion des missions extraordinaires qu'ils accomplissent pour le compte du conseil d'administration et avec son approbation.

Mission
extraordi-
naire

PRESIDENT AND EMPLOYEES

PRÉSIDENT ET EMPLOYÉS

President

23. (1) The President is the chief executive officer of the CIHR and is responsible for its day-to-day management and direction.

23. (1) Le président est le premier dirigeant d'IRSC; à ce titre, il assure la direction de ses affaires courantes et contrôle la gestion de son personnel.

Président

Acting President

(2) In the event of the absence or incapacity of the President or a vacancy in that office, the Governing Council may authorize an officer of the CIHR to act as President, but no person may act as President for a period exceeding 90 days without the approval of the Governor in Council.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le conseil d'administration peut autoriser un dirigeant d'IRSC à assurer l'intérim; cependant l'intérim ne peut dépasser quatre-vingt-dix jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.

Intérim du président

Sections 32 to 34 of the *Public Service Employment Act*

24. For the purposes of sections 32 to 34 of the *Public Service Employment Act*, the President is deemed to be a deputy head and an employee of the CIHR is deemed to be an employee as defined in subsection 2(1) of that Act.

24. Pour l'application des articles 32 à 34 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, le président et les employés d'IRSC sont réputés être respectivement administrateur général et fonctionnaires, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Articles 32 à 34 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*

Benefits

25. The employees of the CIHR are deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and the regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

25. Les employés d'IRSC sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Autres avantages

POWERS

POUVOIRS

Ancillary powers

26. The CIHR may, for the purpose of achieving its objective,

(a) provide funding to promote, assist and undertake health research and to otherwise carry out its objective;

(b) enter into contracts, agreements, memoranda of understanding or other arrangements with a department or agency of the Government of Canada, with any other government or any of its agencies or with any person or organization in the name of Her Majesty in right of Canada or in its own name;

(c) with the approval of the Governor in Council, enter into a partnership, or incorporate by itself or with others a corporation, including a subsidiary of the CIHR, under the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Corporations Act* or provincial legislation, or acquire or dispose of shares in any corporation;

26. Dans le cadre de sa mission, IRSC peut :

a) fournir le financement en vue de promouvoir, d'aider et d'entreprendre la recherche dans le domaine de la santé et de réaliser par ailleurs sa mission;

b) conclure avec un ministère ou organisme fédéral, avec tout autre gouvernement ou tout organisme de celui-ci ou avec toute personne ou organisation des contrats, ententes ou autres accords sous le nom de Sa Majesté du chef du Canada ou le sien;

c) avec l'approbation du gouverneur en conseil, s'associer avec une autre personne, obtenir la constitution d'une personne morale — seule ou avec une de ses filiales ou une personne morale — sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ou la *Loi sur les corporations canadiennes* ou du droit provincial ou acquérir ou aliéner des actions d'une personne morale;

Pouvoirs annexes

(d) with the approval of the Treasury Board, acquire or lease real property or immovables and, subject to the terms and conditions on which the property or immovables were acquired or leased, hold, lend, administer or dispose of the property or immovables;

(e) acquire or lease personal property or movables and, subject to the terms and conditions on which the property or movables were acquired or leased, hold, lend, invest, administer or dispose of the property or movables;

(f) license, assign, sell or otherwise make available any patent, copyright, industrial design, trade-mark, trade secret or other like property right held, controlled or administered by the CIHR;

(g) publish, sell or otherwise disseminate studies, reports and other documents of the CIHR; and

(h) do anything else that is necessary or incidental to achieving the objective.

d) avec l'approbation du Conseil du Trésor, acquérir ou prendre à bail des immeubles et des biens réels et, sous réserve des conditions dont est assortie l'acquisition ou la location, les détenir, louer, gérer ou aliéner;

e) acquérir ou prendre à bail des meubles et des biens personnels et, sous réserve des conditions dont est assortie l'acquisition ou la location, les détenir, louer, investir, gérer ou aliéner;

f) rendre disponibles, notamment par cession ou octroi de licence, les brevets, droits d'auteur, dessins industriels, marques de commerce, secrets industriels ou titres de propriété analogues placés sous son administration ou son contrôle;

g) publier, vendre et diffuser par tout autre moyen ses études, rapports ou autres documents;

h) prendre toute autre mesure utile en l'espèce.

Title to property

27. Property acquired by the CIHR is property of Her Majesty in right of Canada and title to it may be held in the name of Her Majesty or in the name of the CIHR.

27. Les biens acquis par IRSC appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada et peuvent être détenus au nom de celle-ci ou au sien.

Biens

Choice of service providers

28. (1) Notwithstanding section 9 of the *Department of Public Works and Government Services Act*, the CIHR may procure goods and services from outside the public service of Canada.

28. (1) Par dérogation à l'article 9 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, IRSC peut obtenir des biens et services à l'extérieur de l'administration publique fédérale.

Biens et services fournis par un fournisseur autre que le gouvernement

Legal services

(2) The CIHR may procure legal services from outside the public service of Canada only with the approval of the Attorney General of Canada or the Governor in Council.

(2) IRSC ne peut obtenir des services juridiques à l'extérieur de l'administration publique fédérale qu'avec l'agrément du procureur général du Canada ou du gouverneur en conseil.

Services juridiques

Expending money

29. For the purpose of achieving its objective, the CIHR may expend

(a) any money it receives by way of gift or bequest; and

(b) with the approval of Treasury Board, any money it receives through conducting its operations.

29. Dans le cadre de sa mission, IRSC peut :

a) utiliser les sommes acquises au titre de legs ou dons;

b) avec l'approbation du Conseil du Trésor, utiliser les recettes provenant de ses activités.

Pouvoirs

Legal proceedings

30. Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the CIHR, whether in its own name or in the name of Her Majesty in right of Canada, may be brought or taken by or against the CIHR in the name of the CIHR in any court that would have jurisdiction if the CIHR were not an agent of Her Majesty.

30. À l'égard des droits et obligations qu'elle assume sous le nom de Sa Majesté ou sous le sien, IRSC peut ester en justice sous son propre nom devant les tribunaux qui seraient compétents si elle n'était pas mandataire de Sa Majesté.

Action en justice

REPORTS

RAPPORTS

Audit

31. The Auditor General of Canada shall annually audit the accounts and financial transactions of the CIHR and provide a report to the Minister and the CIHR.

31. Le vérificateur général du Canada examine chaque année les comptes et opérations financières d'IRSC et présente son rapport à celle-ci et au ministre.

Vérification

Annual report

32. (1) The Governing Council shall, within four months after the end of each fiscal year, submit to the Minister a report of the operations and activities of the CIHR in that year and its strategic directions and goals, and shall include the CIHR's financial statements and the report of the Auditor General of Canada.

32. (1) Dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice, le conseil d'administration présente au ministre un rapport sur les activités d'IRSC au cours de cet exercice, son orientation stratégique et ses objectifs, accompagné des états financiers de celle-ci et du rapport du vérificateur général.

Rapport d'activités

Tabling in Parliament

(2) The Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the Minister receives it.

(2) Le ministre en fait déposer un exemplaire devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Dépôt devant le Parlement

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Deemed appropriation

33. (1) Any amount that is appropriated for the Medical Research Council for the fiscal year in which section 51 comes into force and that is unexpended on the day that Act is repealed is deemed, as of that day, to be appropriated for the CIHR.

33. (1) Les crédits non utilisés qui ont été affectés au Conseil de recherches médicales pour l'exercice au cours duquel l'article 51 entre en vigueur sont réputés être affectés à IRSC.

Affectation présumée

Unexpended appropriations for Medical Research Council

(2) If, in any fiscal year, any provision of sections 1 to 50 comes into force before section 51 comes into force, the Minister may, with the approval of the Treasury Board, allocate to the CIHR the portion of the appropriation for the Medical Research Council for that year that the Minister considers appropriate.

(2) En cas d'entrée en vigueur de l'un des articles 1 à 50 de la présente loi avant celle de l'article 51, le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du Trésor, allouer à IRSC la partie des crédits affectés au Conseil de recherches médicales pour l'exercice en cause qu'il juge indiquée.

Allocation de crédits

Transfer of rights, property, obligations and liabilities

34. (1) All rights and property and all obligations and liabilities of the Medical Research Council are transferred to the CIHR.

34. (1) Les droits et biens et les dettes et obligations du Conseil de recherches médicales sont transférés à IRSC.

Transfert des droits, biens, dettes et obligations

References	<p>(2) Every reference to the Medical Research Council in a deed, contract or other document executed by the Medical Research Council in its own name is to be read as a reference to the CIHR, unless the context requires otherwise.</p>	<p>(2) Sauf indication contraire du contexte, dans tous les contrats, actes et autres documents signés par le Conseil ou sous son nom, toute mention de celui-ci vaut mention d'IRSC.</p>	Renvois
Commencement of legal proceedings	<p>35. (1) Any action, suit or other legal proceeding in respect of any obligation or liability incurred by the Medical Research Council may be brought against the CIHR in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or proceeding had been brought against the Medical Research Council.</p>	<p>35. (1) Les procédures judiciaires relatives aux obligations supportées ou aux engagements pris par le Conseil de recherches médicales peuvent être intentées contre IRSC devant tout tribunal qui aurait eu compétence pour être saisi des procédures intentées contre celui-ci.</p>	Procédures judiciaires nouvelles
Continuation of legal proceedings	<p>(2) Any action, suit or other legal proceeding to which the Medical Research Council is a party that is pending in any court on the day on which section 51 comes into force may be continued by or against the CIHR in like manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Medical Research Council.</p>	<p>(2) IRSC succède au Conseil, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie aux procédures judiciaires en cours à la date d'entrée en vigueur de l'article 51 et auxquelles celui-ci est partie.</p>	Procédures judiciaires pendantes
Offer of employment	<p>36. (1) Every person employed by the Medical Research Council who is appointed for an indeterminate period is deemed to have received an offer of employment from the CIHR.</p>	<p>36. (1) Tout employé du Conseil de recherches médicales nommé pour une durée indéterminée est réputé avoir reçu une offre d'emploi d'IRSC.</p>	Offre d'emploi
Deemed acceptance	<p>(2) An employee who does not notify the CIHR in writing within 30 days after the day subsection (1) comes into force that the employee refuses the offer from the CIHR is deemed to have accepted it.</p>	<p>(2) Il est réputé avoir accepté l'offre d'emploi d'IRSC s'il n'avise pas par écrit celle-ci de son refus dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur du paragraphe (1).</p>	Acceptation
Start and termination of employment	<p>(3) An employee who accepts or is deemed to have accepted an offer begins their employment with the CIHR, and has their employment with the Medical Research Council terminated, on the day agreed to by the Medical Research Council and the CIHR but, in any event, no later than the day on which section 51 comes into force.</p>	<p>(3) L'employé qui a accepté ou est réputé avoir accepté l'offre d'emploi d'IRSC en devient un employé — et cesse de travailler pour le Conseil — soit à la date convenue par le Conseil et IRSC, soit, au plus tard, à celle de l'entrée en vigueur de l'article 51.</p>	Début et fin de l'emploi
Continuation of terms and conditions of employment	<p>(4) The employee continues to be subject to the same terms and conditions of employment until they are modified by the CIHR.</p>	<p>(4) L'employé demeure soumis aux mêmes conditions d'emploi tant qu'elles ne sont pas modifiées par IRSC.</p>	Conditions d'emploi
Severance liability	<p>(5) The employee is not entitled to receive severance pay on termination of their employment with the Medical Research Council, but the CIHR is deemed to accept</p>	<p>(5) L'employé n'a pas droit à une indemnité de départ, mais IRSC est réputée accepter ses années de service accumulées relativement à l'indemnité de départ concernant le Conseil.</p>	Indemnités de départ

the accumulated severance liability of the Medical Research Council to them.

Designated positions

(6) If the employee's position with the Medical Research Council was designated under section 78.1, 78.2 or 78.4 of the *Public Service Staff Relations Act*, the employee is deemed to occupy a position with the CIHR that is a designated position until the designation of the position with the CIHR is changed under section 78.4 of that Act.

(6) Si le poste de l'employé du Conseil est un poste désigné aux termes des articles 78.1, 78.2 ou 78.4 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, il est réputé occuper un tel poste au sein d'IRSC tant que la désignation n'est pas changée au titre de l'article 78.4 de cette loi.

Poste désigné

When offer refused

(7) A person who refuses an offer referred to in subsection (1) is entitled to receive the benefits and severance pay provided under the applicable collective agreement or policies of the Medical Research Council for termination by the Council of the person's employment.

(7) La personne qui refuse l'offre d'emploi visée au paragraphe (1) est admissible aux avantages et à l'indemnité de départ prévus par les directives du Conseil ou la convention collective applicable, selon le cas.

Refus

Term employees

37. Every person employed by the Medical Research Council who is not appointed for an indeterminate period continues as an employee of the CIHR, subject to the same terms and conditions of employment, on the day agreed to by the Medical Research Council and the CIHR but, in any event, no later than the day on which section 51 comes into force.

37. Tout employé du Conseil de recherches médicales nommé pour une durée déterminée devient, aux mêmes conditions d'emploi, un employé d'IRSC soit à la date convenue par le Conseil et IRSC, soit, au plus tard, à celle de l'entrée en vigueur de l'article 51.

Employé engagé pour une durée déterminée

Collective agreements and arbitral awards

38. (1) Any collective agreement or arbitral award that, after this subsection comes into force and before section 51 comes into force, applies to an employee of the Medical Research Council who becomes an employee of the CIHR continues to apply with respect to that employee with the CIHR as the separate employer for the purposes of the agreement or award until its term expires.

38. (1) Toute convention collective ou décision arbitrale qui, après l'entrée en vigueur du présent paragraphe mais avant celle de l'article 51, s'applique aux employés du Conseil de recherches médicales qui deviennent des employés d'IRSC continue d'avoir effet jusqu'à son expiration relativement à IRSC à titre d'employeur distinct.

Conventions collectives et décisions arbitrales

Collective agreements and arbitral awards

(2) Any collective agreement or arbitral award that applies with respect to the Medical Research Council and that is in effect on the day that section 51 comes into force continues in effect with the CIHR as the separate employer for the purposes of the agreement or award until its term expires. Subsections 48.1(2) to (8) of the *Public Service Staff Relations Act* apply as though the agreement or award were one referred to in subsection 48.1(1) of that Act.

(2) Toute convention collective ou décision arbitrale qui s'applique relativement au Conseil et est en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 51 continue d'avoir effet jusqu'à son expiration relativement à IRSC à titre d'employeur distinct. Les paragraphes 48.1(2) à (8) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* s'appliquent à la convention collective ou à la décision arbitrale comme si elle était visée par le paragraphe 48.1(1) de cette loi.

Conventions collectives et décisions arbitrales

Pending
grievances

39. (1) Any grievance commenced under the *Public Service Staff Relations Act* by an employee of the Medical Research Council that has not been finally dealt with on the day on which section 51 comes into force shall be dealt with and disposed of in accordance with that Act as if the employee's employment in the Council had not been terminated.

39. (1) Le grief déposé par un employé du Conseil de recherches médicales sous le régime de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et qui n'a pas encore été réglé à la date d'entrée en vigueur de l'article 51 est tranché en conformité avec cette loi comme si l'employé n'avait pas été licencié.

Griefs

Implemen-
tation of
decision

(2) The CIHR shall implement, as soon as feasible, any action required by a final decision with respect to a grievance referred to in subsection (1).

(2) La décision finale rendue sur le grief est exécutée par IRSC dans les meilleurs délais.

Exécution de
la décisionTermination
of Medical
Research
Council
appointments

40. The appointments made under section 3 of the *Medical Research Council Act* of the members and the President of the Medical Research Council are terminated.

40. Les mandats des membres et du président du Conseil de recherches médicales — nommés au titre de l'article 3 de la *Loi sur le Conseil de recherches médicales* — prennent fin.

Conseil de
recherches
médicales —
mandats des
membres et
du présidentCONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REPEAL AND
COMING INTO FORCEMODIFICATIONS CORRÉLATIVES, ABROGATION ET
ENTRÉE EN VIGUEUR*Consequential Amendments**Modifications corrélatives*

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

41. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Other Government Institutions*":

41. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Medical Research Council

Conseil de recherches médicales

*Conseil de recherches médicales**Medical Research Council*

42. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*":

42. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Canadian Institutes of Health Research

Instituts de recherche en santé du Canada

*Instituts de recherche en santé du Canada**Canadian Institutes of Health Research*

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

43. Schedule II to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

43. L'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Medical Research Council

Conseil de recherches médicales

*Conseil de recherches médicales**Medical Research Council*

44. Schedule II to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canadian Institutes of Health Research

Instituts de recherche en santé du Canada

R.S., c. P-21

Privacy Act

45. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:

Medical Research Council

Conseil de recherches médicales

46. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Canadian Institutes of Health Research

Instituts de recherche en santé du Canada

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

47. Part II of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by striking out the following:

Medical Research Council

Conseil de recherches médicales

48. Part II of Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canadian Institutes of Health Research

Instituts de recherche en santé du Canada

R.S., c. P-36

Public Service Superannuation Act

49. Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by striking out the following:

Medical Research Council

Conseil de recherches médicales

50. Part I of Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canadian Institutes of Health Research

Instituts de recherche en santé du Canada

44. L’annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

Instituts de recherche en santé du Canada

Canadian Institutes of Health Research

Loi sur la protection des renseignements personnels

45. L’annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l’intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Conseil de recherches médicales

Medical Research Council

46. L’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, sous l’intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Instituts de recherche en santé du Canada

Canadian Institutes of Health Research

L.R., ch. P-21

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

47. La partie II de l’annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Conseil de recherches médicales

Medical Research Council

48. La partie II de l’annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

Instituts de recherche en santé du Canada

Canadian Institutes of Health Research

L.R., ch. P-35

Loi sur la pension de la fonction publique

49. La partie I de l’annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Conseil de recherches médicales

Medical Research Council

50. La partie I de l’annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

Instituts de recherche en santé du Canada

Canadian Institutes of Health Research

L.R., ch. P-36

*Repeal*Repeal of
R.S., c. M-4**51. The *Medical Research Council Act* is repealed.***Abrogation*

L.R., ch. M-4

51. La *Loi sur le Conseil de recherches médicales* est abrogée.*Coming into Force*Coming into
force**52. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.***Entrée en vigueur*Entrée en
vigueur**52. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

CHAPTER 7

NISGA'A FINAL AGREEMENT ACT

SUMMARY

This enactment gives effect to the Nisga'a Final Agreement and the Nisga'a Nation Taxation Agreement. It includes related amendments to a number of other Acts.

CHAPITRE 7

LOI SUR L'ACCORD DÉFINITIF NISGA'A

SOMMAIRE

Le texte met en vigueur l'Accord définitif nisga'a et l'accord fiscal. Il modifie diverses autres lois fédérales en conséquence.

TABLE OF PROVISIONS
NISGA'A FINAL AGREEMENT ACT

TABLE ANALYTIQUE
LOI SUR L' ACCORD DÉFINITIF NISGA'A

Preamble

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

3. *Constitution Act, 1982*

EFFECT OF NISGA'A FINAL AGREEMENT

4. Nisga'a Final Agreement

5. Agreement binding

6. Conflict between Agreement and laws

7. Aboriginal rights

8. Fee simple estate

GENERAL

9. Appropriation

10. Regulations

11. Judicial notice of Agreements

12. Judicial notice of Nisga'a laws

13. Harvest Agreement

14. Taxation Agreement given effect

LAWS OF BRITISH COLUMBIA

15. Application of laws

APPLICATION OF OTHER ACTS

16. *Indian Act*

17. Section 126 of *Criminal Code*

18. *Statutory Instruments Act*

19. *Federal Court Act*

LEGAL PROCEEDINGS

20. Notice of issues arising

RELATED AMENDMENTS

21. *Access to Information Act*

22-23. *Fisheries Act*

24. *Lobbyists Registration Act*

25. *Municipal Grants Act*

Préambule

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions

3. *Loi constitutionnelle de 1982*

ACCORD DÉFINITIF NISGA'A

4. Accord définitif nisga'a

5. Opposabilité

6. Conflit Accord — lois

7. Droits ancestraux

8. Domaine en fief simple

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9. Paiement sur le Trésor

10. Règlements

11. Admission d'office des accords

12. Admission d'office des lois nisga'a

13. Accord

14. Accord fiscal

LOIS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

15. Application des lois

APPLICATION D'AUTRES LOIS

16. *Loi sur les Indiens*

17. Article 126 du *Code criminel*

18. *Loi sur les textes réglementaires*

19. *Loi sur la Cour fédérale*

PROCÉDURES JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES

20. Préavis

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

21. *Loi sur l'accès à l'information*

22-23. *Loi sur les pêches*

24. *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*

25. *Loi sur les subventions aux municipalités*

26. *Privacy Act*

COMING INTO FORCE

27. Order of Governor in Council

26. *Loi sur la protection des renseignements personnels*

ENTRÉE EN VIGUEUR

27. Décret

48-49 ELIZABETH II

48-49 ELIZABETH II

CHAPTER 7

CHAPITRE 7

An Act to give effect to the Nisga'a Final Agreement

Loi portant mise en vigueur de l'Accord définitif niska'a

[Assented to 13th April, 2000]

[Sanctionnée le 13 avril 2000]

Preamble

Whereas the reconciliation between the prior presence of aboriginal peoples and the assertion of sovereignty by the Crown is of significant social and economic importance to Canadians;

Whereas Canadian courts have stated that this reconciliation is best achieved through negotiation and agreement, rather than through litigation or conflict;

Whereas representatives of the Nisga'a Nation, Her Majesty in right of Canada and Her Majesty in right of British Columbia have negotiated the Nisga'a Final Agreement to achieve this reconciliation and to establish a new relationship among them;

Whereas the Constitution of Canada is the supreme law of Canada;

Whereas the Nisga'a Final Agreement states that the Agreement does not alter the Constitution of Canada;

Whereas the Nisga'a Final Agreement states that the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* applies to Nisga'a Government in respect of all matters within its authority, bearing in mind the free and democratic nature of Nisga'a Government as set out in the Agreement;

And Whereas the enactment of federal legislation is required by the Nisga'a Final Agreement to give effect to the Agreement;

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Préambule

Attendu :

qu'il importe, sur les plans tant social qu'économique, aux Canadiens et Canadiennes de concilier l'antériorité de la présence de peuples autochtones et l'affirmation de souveraineté de la Couronne;

que les tribunaux canadiens ont déclaré que la meilleure façon de réaliser cet objectif est de procéder par négociation et accord plutôt que par le litige ou la confrontation;

que les représentants de la Nation niska'a, Sa Majesté du chef du Canada et Sa Majesté du chef de la Colombie-Britannique ont négocié l'Accord définitif niska'a en vue de réaliser cet objectif et d'établir de nouveaux rapports entre elles;

que la Constitution du Canada est la loi suprême du Canada;

que l'Accord définitif niska'a déclare qu'il ne modifie pas la Constitution du Canada;

que l'Accord définitif niska'a déclare que la *Charte canadienne des droits et libertés* s'applique au gouvernement niska'a concernant toutes les questions relevant de sa compétence, eu égard au caractère libre et démocratique du gouvernement niska'a, comme le stipule l'accord;

que l'Accord définitif niska'a stipule l'édition de législation fédérale en vue de sa mise en vigueur,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Nisga'a Final Agreement Act*.

1. *Loi sur l'Accord définitif nisga'a.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Definitions

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Nisga'a Final Agreement”
« *Accord définitif nisga'a* »

“Nisga'a Final Agreement” means the Nisga'a Final Agreement signed on behalf of the Nisga'a Nation and Her Majesty in right of British Columbia on April 27, 1999 and on behalf of Her Majesty in right of Canada on May 4, 1999 and laid before the House of Commons on October 19, 1999, and includes any amendments made to that Agreement from time to time in accordance with its provisions.

« *Accord définitif nisga'a* » L'Accord définitif nisga'a signé pour le compte de la Nation nisga'a et pour le compte de Sa Majesté du chef de la Colombie-Britannique le 27 avril 1999 et, pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, le 4 mai 1999 et déposé à la Chambre des communes le 19 octobre 1999, ainsi que toutes les modifications apportées à celui-ci sous son régime.

« *Accord définitif nisga'a* »
“*Nisga'a Final Agreement*”

“settlement legislation”
« *législation de mise en vigueur* »

“settlement legislation” means the Acts of Parliament and the Acts of the Legislature of British Columbia that give effect to the Nisga'a Final Agreement, including this Act and the *Nisga'a Final Agreement Act* (British Columbia).

« *accord fiscal* » L'accord nisga'a sur la fiscalité déposé à la Chambre des communes le 19 octobre 1999 et conclu entre la Nation nisga'a, Sa Majesté du chef de la Colombie-Britannique et Sa Majesté du chef du Canada à la date d'entrée en vigueur de l'Accord définitif nisga'a, conformément à l'article 21 du chapitre Taxation de l'Accord définitif nisga'a, ainsi que toutes les modifications apportées à l'accord fiscal sous son régime.

« *accord fiscal* »
“*Taxation Agreement*”

“Taxation Agreement”
« *accord fiscal* »

“Taxation Agreement” means the Nisga'a Nation Taxation Agreement, laid before the House of Commons on October 19, 1999, and entered into on the effective date of the Nisga'a Final Agreement by the Nisga'a Nation, Her Majesty in right of Canada and Her Majesty in right of British Columbia, as provided for by paragraph 21 of the Taxation Chapter of the Nisga'a Final Agreement, and includes any amendments made to the Nisga'a Nation Taxation Agreement from time to time in accordance with its provisions.

« *législation de mise en vigueur* » Les lois du Parlement et celles de la Législature de la Colombie-Britannique portant mise en vigueur de l'Accord définitif nisga'a, y compris la présente loi et la loi de la Colombie-Britannique intitulée *Nisga'a Final Agreement Act*.

« *législation de mise en vigueur* »
“*settlement legislation*”

Expressions defined in Agreement

(2) Words and expressions used in this Act have the same meaning as in the Nisga'a Final Agreement, unless the context requires otherwise.

(2) Sauf indication contraire du contexte, les termes de la présente loi s'entendent au sens de l'Accord définitif nisga'a.

Interprétation

Constitution Act, 1982

3. The Nisga'a Final Agreement is a treaty and a land claims agreement within the meaning of sections 25 and 35 of the *Constitution Act, 1982*.

3. L'Accord définitif nisga'a constitue un traité et un accord sur des revendications territoriales au sens des articles 25 et 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Loi constitutionnelle de 1982

NISGA'A FINAL AGREEMENT

ACCORD DÉFINITIF NISGA'A

Nisga'a Final Agreement	<p>4. (1) The Nisga'a Final Agreement is approved, given effect and declared valid and has the force of law.</p>	<p>4. (1) L'Accord définitif niska'a est approuvé, mis en vigueur et déclaré valide; il a force de loi.</p>	Accord définitif niska'a
Rights and duties	<p>(2) Without limiting the application of subsection (1), a person or body has the powers, rights, privileges and benefits conferred on the person or body by the Nisga'a Final Agreement and shall perform the duties and is subject to the liabilities imposed on the person or body by that Agreement.</p>	<p>(2) Sans que soit limitée la portée générale du paragraphe (1), les personnes ou organismes visés par l'accord ont les pouvoirs, droits, privilèges et avantages que celui-ci leur confère et sont assujettis aux obligations et responsabilités qui y sont stipulées.</p>	Droits et obligations
Saving	<p>(3) No provision made by this Act for a matter that is already provided for in the Nisga'a Final Agreement limits the application of this section.</p>	<p>(3) Aucune disposition de la présente loi sur un sujet déjà prévu par l'accord ne limite l'application du présent article.</p>	Réserve
Agreement binding	<p>5. The Nisga'a Final Agreement is binding on, and can be relied on by, all persons.</p>	<p>5. L'Accord définitif niska'a est opposable à tous et quiconque peut s'en prévaloir.</p>	Opposabilité
Conflict between Agreement and laws	<p>6. In the event of an inconsistency or conflict between the Nisga'a Final Agreement and the provisions of any federal or provincial law, including this Act, that Agreement prevails to the extent of the inconsistency or conflict.</p>	<p>6. En cas d'incompatibilité ou de conflit entre l'Accord définitif niska'a et les dispositions de toute loi fédérale — y compris la présente loi — ou provinciale, l'accord l'emporte dans la mesure de l'incompatibilité ou du conflit.</p>	Conflit Accord — lois
Aboriginal rights	<p>7. (1) Notwithstanding the common law, as a result of the Nisga'a Final Agreement and the settlement legislation, the aboriginal rights, including the aboriginal title, of the Nisga'a Nation, as they existed anywhere in Canada before the effective date of that Agreement, including their attributes and geographic extent, are modified, and continue as modified, as set out in that Agreement.</p>	<p>7. (1) Malgré la common law, en conséquence de l'Accord définitif niska'a et de la législation de mise en vigueur, les droits ancestraux, y compris le titre ancestral, de la Nation niska'a qui existaient où que ce soit au Canada avant la date d'entrée en vigueur de l'accord, y compris leurs attributs et leur étendue géographique, sont modifiés et continuent par la suite d'avoir effet, ainsi modifiés, comme le stipule l'accord.</p>	Droits ancestraux
Aboriginal title	<p>(2) For greater certainty, the aboriginal title of the Nisga'a Nation anywhere that it existed in Canada before the effective date of the Nisga'a Final Agreement is modified and continues as the estates in fee simple to those areas identified in that Agreement as Nisga'a Lands or Nisga'a Fee Simple Lands.</p>	<p>(2) Il est entendu que le titre ancestral de la Nation niska'a, partout où il existait au Canada avant la date d'entrée en vigueur de l'accord, est modifié et continue par la suite d'avoir effet, ainsi modifié, sous la forme des domaines en fief simple dans les régions décrites dans celui-ci comme Terres-Nisga'a ou terres niska'a en fief simple.</p>	Titre ancestral
Interpretation	<p>(3) The express derogation from the common law contained in subsection (1), which is also contained in paragraph 24 of the General Provisions Chapter of the Nisga'a Final Agreement, shall not be construed so as to limit the effect on the common law of any</p>	<p>(3) La dérogation expresse à la common law prévue au paragraphe (1) et à l'article 24 du chapitre sur les dispositions générales de l'accord, n'a pas pour effet de restreindre la portée sur la common law des autres dispositions de la présente loi ou de celles d'autres</p>	Interprétation

other provision of this or any other Act that does not contain an express derogation from the common law.

lois qui ne comportent pas une dérogation expresse à la common law.

Fee simple estate

8. On the effective date of the Nisga'a Final Agreement, the Nisga'a Nation owns the estate in fee simple, as set out in the Lands Chapter of that Agreement, in

(a) the Nisga'a Lands identified in paragraphs 1 and 2 of the Lands Chapter of that Agreement; and

(b) Category A Lands and Category B Lands.

8. À la date d'entrée en vigueur de l'Accord définitif nisga'a, la Nation nisga'a est propriétaire du domaine en fief simple, comme le chapitre sur les terres de l'accord le stipule, tant dans les Terres-Nisga'a décrites aux articles 1 et 2 de ce chapitre que dans les terres de catégories A et B.

Domaine en fief simple

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Appropriation

9. There shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund the sums that are required to meet the obligations of Canada under the Capital Transfer and Negotiation Loan Repayment Chapter and the Fisheries Chapter of the Nisga'a Final Agreement.

9. Sont prélevées sur le Trésor les sommes requises pour l'exécution des obligations du Canada prévues par le chapitre sur le transfert de capital et le remboursement des prêts aux fins de négociation et celui sur les pêches de l'Accord définitif nisga'a.

Paiement sur le Trésor

Regulations

10. The Governor in Council may make any regulations or orders that the Governor in Council considers necessary or advisable for the purpose of carrying out any of the provisions of the Nisga'a Final Agreement or of the Taxation Agreement.

10. Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements ou décrets qu'il estime utiles à la mise en oeuvre de l'Accord définitif nisga'a ou de l'accord fiscal, ou de telles de leurs clauses.

Règlements

Judicial notice of Agreements

11. (1) Judicial notice shall be taken of the Nisga'a Final Agreement and the Taxation Agreement.

11. (1) L'Accord définitif nisga'a et l'accord fiscal sont admis d'office.

Admission d'office des accords

Publication of Agreements

(2) The Nisga'a Final Agreement and the Taxation Agreement shall be published by the Queen's Printer.

(2) L'imprimeur de la Reine publie le texte des accords.

Publication

Evidence

(3) A copy of the Nisga'a Final Agreement or the Taxation Agreement published by the Queen's Printer is evidence of that Agreement, and a copy purporting to be published by the Queen's Printer shall be deemed to be so published, unless the contrary is shown.

(3) Tout exemplaire de l'un ou l'autre accord publié par l'imprimeur de la Reine fait preuve de l'accord. Tout exemplaire donné comme publié par l'imprimeur de la Reine est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Preuve

Judicial notice of Nisga'a laws

12. (1) Judicial notice shall be taken of Nisga'a laws.

12. (1) Les lois nisga'a sont admises d'office.

Admission d'office des lois nisga'a

Evidence of Nisga'a law

(2) A copy of a Nisga'a law purporting to be deposited in the public registry of Nisga'a laws referred to in the Nisga'a Government Chapter of the Nisga'a Final Agreement is evidence of that law and of its contents, unless the contrary is shown.

(2) Tout exemplaire d'une loi nisga'a donné comme déposé au registre public des lois nisga'a visé au chapitre sur le gouvernement nisga'a de l'Accord définitif nisga'a fait preuve de cette loi et de son contenu, sauf preuve contraire.

Preuve

Harvest Agreement	13. (1) The Minister of Fisheries and Oceans has the authority, on behalf of Her Majesty in right of Canada, to enter into the Harvest Agreement described in the Fisheries Chapter of the Nisga'a Final Agreement.	13. (1) Le ministre des Pêches et des Océans est habilité, pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, à conclure l'accord visé à l'article 21 du chapitre sur les pêches de l'Accord définitif nisga'a.	Accord
Not a treaty	(2) The Harvest Agreement does not form part of the Nisga'a Final Agreement, and it is not a treaty or a land claims agreement within the meaning of section 25 or 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i> .	(2) L'accord ne fait pas partie de l'Accord définitif nisga'a et ne constitue ni un traité ni un accord sur des revendications territoriales au sens des articles 25 ou 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i> .	Précision
Taxation Agreement given effect	14. (1) The Taxation Agreement is approved, given effect and declared valid.	14. (1) L'accord fiscal est approuvé, mis en vigueur et déclaré valide.	Accord fiscal
Force of law	(2) Paragraphs 1, 4 to 15, 28 to 32 and 34 to 36 of the Taxation Agreement have the force of law during the period that the Agreement, by its terms, is in force.	(2) Les articles 1, 4 à 15, 28 à 32 et 34 à 36 de l'accord ont force de loi pour la durée stipulée par celui-ci.	Force de loi
Saving	(3) Nothing in the Taxation Agreement or in this Act limits any entitlement of the Nisga'a Nation, a Nisga'a Village or a Nisga'a government corporation to any benefit available to it under a federal law of general application.	(3) Ni l'accord ni la présente loi ne restreignent quelque droit de la Nation nisga'a, d'un village nisga'a ou d'une société gouvernementale nisga'a à tout avantage dont ils bénéficient au titre d'une loi fédérale d'application générale.	Précision
Transfers of capital	(4) A transfer of Nisga'a capital, other than cash, between or among two or more of the Nisga'a Nation, Nisga'a Villages and Nisga'a government corporations, is not taxable under a federal law during the period that the Taxation Agreement, by its terms, is in force.	(4) N'est pas taxable en vertu d'une loi fédérale pour la durée stipulée par l'accord tout transfert de capital nisga'a — autre que des montants en espèces — entre telles des entités suivantes : la Nation nisga'a, les villages nisga'a et les sociétés gouvernementales nisga'a.	Transfert de capital
Definitions	(5) For the purposes of subsections (3) and (4) and the paragraphs of the Taxation Agreement referred to in subsection (2), the definitions in the Taxation Agreement have the force of law.	(5) Pour l'application des paragraphes (3) et (4) et des articles mentionnés au paragraphe (2), les définitions de l'accord ont force de loi.	Définitions
Not a treaty	(6) The Taxation Agreement does not form part of the Nisga'a Final Agreement, and it is not a treaty or a land claims agreement within the meaning of sections 25 and 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i> .	(6) L'accord ne fait pas partie de l'Accord définitif nisga'a et ne constitue ni un traité ni un accord sur des revendications territoriales au sens des articles 25 et 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i> .	Précision

LAWS OF BRITISH COLUMBIA

Application of laws

15. To the extent that a law of British Columbia does not apply of its own force to the Nisga'a Nation, Nisga'a Villages, Nisga'a Institutions, Nisga'a Corporations or Nisga'a citizens, that law applies, subject to this Act and any other Act of Parliament, in accordance with the Nisga'a Final Agreement to the Nisga'a Nation, Nisga'a Villages, Nisga'a Institutions, Nisga'a Corporations or Nisga'a citizens, as the case may be.

APPLICATION OF OTHER ACTS

Indian Act

16. Subject to the Indian Act Transition Chapter and paragraphs 5 and 6 of the Taxation Chapter of the Nisga'a Final Agreement, the *Indian Act* does not apply to the Nisga'a Nation, Nisga'a Villages, Nisga'a Institutions or Nisga'a citizens as of the effective date of that Agreement, except for the purpose of determining whether an individual is an "Indian".

Section 126 of Criminal Code

17. For greater certainty, section 126 of the *Criminal Code* does not apply in respect of anything required to be done or forbidden to be done by or under the Nisga'a Final Agreement.

Statutory Instruments Act

18. For greater certainty, neither Nisga'a laws nor any instruments made under the Nisga'a Final Agreement are statutory instruments within the meaning of the *Statutory Instruments Act*.

Federal Court Act

19. For greater certainty, no Nisga'a Institution or Nisga'a Court, and no body or person appointed by Nisga'a Government having, exercising or purporting to exercise jurisdiction or powers conferred by or under a Nisga'a law, is a federal board, commission or other tribunal within the meaning of the *Federal Court Act*.

LEGAL PROCEEDINGS

Notice of issues arising

20. (1) If, in any judicial or administrative proceeding, an issue arises in respect of

- (a) the interpretation or validity of the Nisga'a Final Agreement, or
- (b) the validity or applicability of any settlement legislation or any Nisga'a law,

LOIS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

15. Dans la mesure où une loi de la Colombie-Britannique ne s'applique pas en soi à la Nation nisga'a, aux villages nisga'a, aux institutions nisga'a, aux sociétés nisga'a ou aux citoyens nisga'a, cette loi, sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de toute autre loi fédérale, s'applique, conformément à l'Accord définitif nisga'a, à la Nation nisga'a, aux villages nisga'a, aux institutions nisga'a, aux sociétés nisga'a ou aux citoyens nisga'a, selon le cas.

APPLICATION D'AUTRES LOIS

Application des lois

16. Sous réserve du chapitre sur les mesures transitoires concernant la *Loi sur les Indiens* et des articles 5 et 6 du chapitre Taxation de l'Accord définitif nisga'a, la *Loi sur les Indiens* ne s'applique pas, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord, à la Nation nisga'a, aux villages nisga'a, aux institutions nisga'a ou aux citoyens nisga'a, sauf pour déterminer si une personne est un Indien.

Loi sur les Indiens

17. Il est entendu que l'article 126 du *Code criminel* ne s'applique pas aux obligations ou interdictions stipulées par l'Accord définitif nisga'a ou sous son régime.

Article 126 du Code criminel

18. Il est entendu que ni les lois nisga'a ni les textes établis au titre de l'Accord définitif nisga'a ne sont des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Loi sur les textes réglementaires

19. Il est entendu que ni les institutions nisga'a ou la Cour nisga'a, ni les personnes ou organismes nommés par le gouvernement nisga'a et ayant, exerçant ou censés exercer une compétence ou des pouvoirs prévus en vertu des lois nisga'a ne constituent des offices fédéraux au sens de la *Loi sur la Cour fédérale*.

Loi sur la Cour fédérale

PROCÉDURES JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES

Préavis

20. (1) Il ne peut être statué sur aucune question soulevée dans une procédure judiciaire ou administrative quant à l'interprétation ou la validité de l'Accord définitif nisga'a ou à la validité ou l'applicabilité de la législation de mise en vigueur ou d'une loi

the issue shall not be decided until the party raising the issue has properly served notice on the Attorney General of Canada, the Attorney General of British Columbia and the Nisga'a Lisims Government.

nisga'a à moins qu'un préavis n'ait été signifié par la partie qui la soulève aux procureurs généraux du Canada et de la Colombie-Britannique et au gouvernement nisga'a-Lisims.

Content of notice

(2) The notice required under subsection (1) must

(a) describe the judicial or administrative proceeding in which the issue arises;

(b) state whether the issue arises in respect of the matters referred to in paragraph (1)(a) or (b) or both;

(c) state the day on which the issue is to be argued;

(d) give particulars necessary to show the point to be argued; and

(e) be served at least fourteen days before the day of argument, unless the court or tribunal authorizes a shorter period.

(2) Le préavis précise la nature de la procédure, l'objet de la question en cause, la date prévue pour le débat et assez de détails pour que soit révélée l'argumentation; il est signifié au moins quatorze jours avant la date prévue pour le débat ou dans le délai plus court fixé par la juridiction saisie.

Teneur et délai du préavis

Participation in proceedings

(3) In any judicial or administrative proceeding to which subsection (1) applies, the Attorney General of Canada, the Attorney General of British Columbia and the Nisga'a Lisims Government may appear and participate in the proceeding as parties with the same rights as any other party.

(3) Les procureurs généraux et le gouvernement nisga'a-Lisims peuvent comparaître dans ces procédures et y participer comme parties avec les mêmes droits que toute autre partie.

Intervention

Saving

(4) For greater certainty, subsections (2) and (3) do not require that an oral hearing be held where one is not otherwise required.

(4) Il est entendu que les paragraphes (2) et (3) ne requièrent pas la tenue d'une audience si elle n'est pas par ailleurs requise.

Précision

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

21. (1) Subsection 13(1) of the *Access to Information Act* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c), by adding the word "or" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

(e) an aboriginal government.

(2) Section 13 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

21. (1) Le paragraphe 13(1) de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

e) d'un gouvernement autochtone.

(2) L'article 13 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Definition of
"aboriginal
government"

(3) The expression "aboriginal government" in paragraph (1)(e) means Nisga'a Government, as defined in the Nisga'a Final Agreement given effect by the *Nisga'a Final Agreement Act*.

(3) L'expression « gouvernement autochtone » à l'alinéa (1)e) s'entend du gouvernement nisga'a, au sens de l'Accord définitif nisga'a mis en vigueur par la *Loi sur l'Accord définitif nisga'a*.

Définition de
« gouverne-
ment
autochtone »

R.S., c. F-14

Fisheries Act

Loi sur les pêches

L.R., ch. F-14

22. Section 5 of the *Fisheries Act* is amended by adding the following after subsection (3):

22. L'article 5 de la *Loi sur les pêches* est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Nisga'a laws

(4) The powers and protections that a fishery officer or fishery guardian has under this or any other Act of Parliament, including the powers and protections of a peace officer under the *Criminal Code*, apply to a fishery officer or fishery guardian enforcing Nisga'a laws made under the Fisheries Chapter of the Nisga'a Final Agreement given effect by the *Nisga'a Final Agreement Act*.

(4) Les agents des pêches et les gardes-pêche disposent, pour l'exécution des lois nisga'a adoptées sous le régime du chapitre sur les pêches de l'Accord définitif nisga'a mis en vigueur par la *Loi sur l'Accord définitif nisga'a*, des pouvoirs et protections qui leur sont conférés par la présente loi ou toute autre loi fédérale, y compris ceux dont disposent les agents de la paix en vertu du *Code criminel*.

Lois nisga'a

23. The Act is amended by adding the following after section 33:

23. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 33, de ce qui suit :

Definition of
"fishing
plan"

33.1 (1) In this section, "fishing plan" means a Nisga'a annual fishing plan, as defined in the Fisheries Chapter of the Nisga'a Final Agreement given effect by the *Nisga'a Final Agreement Act*, that is approved, or varied and approved, by the Minister in accordance with that Agreement.

33.1 (1) Au présent article, « plan de pêche » s'entend de tout plan annuel de pêche nisga'a, au sens du chapitre sur les pêches de l'Accord définitif nisga'a mis en vigueur par la *Loi sur l'Accord définitif nisga'a*, approuvé, avec ou sans modification, par le ministre conformément à l'accord.

Définition de
« plan de
pêche »

Contra-
vention of fishing
plan

(2) Where a fishing plan stipulates that this subsection applies to certain of its provisions relating to persons engaged in harvesting, sale or related activities, no person shall contravene any of those provisions.

(2) Il est interdit de contrevenir à toute clause du plan de pêche touchant les personnes qui se livrent à la prise ou à la récolte, à la vente ou à d'autres activités connexes dont il stipule qu'elle est assujettie au présent paragraphe.

Contra-
ven-
tion

Conditions of
prosecution

(3) No proceedings may be commenced in respect of an offence for the contravention of subsection (2)

(3) Des poursuites ne peuvent être engagées en vertu du paragraphe (2) sauf, selon le cas :

Réserve

(a) except in accordance with an agreement, made under paragraph 93 of the Fisheries Chapter of the Nisga'a Final Agreement, concerning enforcement of federal laws or Nisga'a laws; or

a) en application d'un accord conclu au titre de l'article 93 du chapitre sur les pêches de l'accord relativement à l'exécution des lois fédérales ou des lois nisga'a;

(b) unless the Minister, or a person appointed to a position in the Department of Fisheries and Oceans who is authorized by the Minister, considers such proceedings to be necessary to ensure compliance with the fishing plan.

b) si le ministre, ou le fonctionnaire du ministère des Pêches et des Océans que celui-ci autorise, les juge nécessaires pour assurer l'application du plan de pêche.

R.S., c. 44
(4th Supp.)*Lobbyists Registration Act**Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*L.R., ch. 44
(4^e suppl.)

24. Subsection 4(1) of the *Lobbyists Registration Act* is amended by adding the following after paragraph (d.1):

(d.2) members of Nisga'a Government, as defined in the Nisga'a Final Agreement given effect by the *Nisga'a Final Agreement Act*, persons on the staff of those members or employees of the Nisga'a Nation, a Nisga'a Village or a Nisga'a Institution, as defined in that Agreement;

24. Le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* est modifié par adjonction, après l'alinéa d.1), de ce qui suit :

d.2) les membres du gouvernement niska'a, au sens de l'Accord définitif niska'a mis en vigueur par la *Loi sur l'Accord définitif niska'a*, leur personnel ou les employés de la Nation niska'a, d'un village niska'a ou d'une institution niska'a, au sens de l'accord;

R.S., c. M-13

*Municipal Grants Act**Loi sur les subventions aux municipalités*L.R., ch.
M-13

25. The definition "taxing authority" in subsection 2(1) of the *Municipal Grants Act* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d), by adding the word "or" at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (e):

(f) the Nisga'a Nation or a Nisga'a Village, as defined in the Nisga'a Final Agreement given effect by the *Nisga'a Final Agreement Act*, if it levies and collects a real property tax or a frontage or area tax in respect of Nisga'a Lands, as defined in that Agreement.

25. La définition de « autorité taxatrice », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les subventions aux municipalités*, est modifiée par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :

f) la Nation niska'a ou un village niska'a, au sens de l'Accord définitif niska'a mis en vigueur par la *Loi sur l'Accord définitif niska'a*, qui lève et perçoit un impôt foncier ou un impôt sur la façade ou sur la superficie relativement aux Terres-Nisga'a, au sens de l'accord.

R.S., c. P-21

*Privacy Act**Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R., ch. P-21

26. (1) Paragraph 8(2)(k) of the *Privacy Act* is replaced by the following:

(k) to any aboriginal government, association of aboriginal people, Indian band, government institution or part thereof, or to any person acting on behalf of such government, association, band, institution or part thereof, for the purpose of researching or validating the claims, disputes or grievances of any of the aboriginal peoples of Canada;

(2) Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

26. (1) L'alinéa 8(2)k) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est remplacé par ce qui suit :

k) communication à tout gouvernement autochtone, association d'autochtones, bande d'Indiens, institution fédérale ou subdivision de celle-ci, ou à leur représentant, en vue de l'établissement des droits des peuples autochtones ou du règlement de leurs griefs;

(2) L'article 8 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Definition of
"aboriginal
government"

(7) The expression "aboriginal government" in paragraph (2)(k) means Nisga'a Government, as defined in the Nisga'a Final Agreement given effect by the *Nisga'a Final Agreement Act*.

(7) L'expression « gouvernement autochtone » à l'alinéa (2)k s'entend du gouvernement nisga'a, au sens de l'Accord définitif nisga'a mis en vigueur par la *Loi sur l'Accord définitif nisga'a*.

Définition de
« gouverne-
ment
autochtone »

COMING INTO FORCE

Order of
Governor in
Council

27. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

27. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Décret

**PROCLAMATIONS OF CANADA AND ORDERS IN COUNCIL RELATING TO THE
COMING INTO FORCE OF ACTS — 23 DECEMBER, 1999 TO 26 APRIL, 2000**

—	Date in force	Canada Gazette Part II
Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act, An Act to amend the, S.C. 1998, c. 22, s. 29, in force.....	1 Feb., 2000	SI/2000-3 Vol. 134, p. 171
Canada Shipping Act and to make consequential amendments to other Acts, An Act to amend the, S.C. 1998, c. 16, (a) the repeal of the definitions “builder’s mortgage”, “recorded vessel”, “registrar” and “tonnage regulations” in section 2 of the <i>Canada Shipping Act</i> , as enacted by subsection 1(1), (b) the replacement of the definitions “Canadian ship”, “gross tonnage” and “register tonnage” in section 2 of the <i>Canada Shipping Act</i> , as enacted by subsection 1(2), (c) the addition of the definitions “authorized representative”, “bare-boat charter”, “net tonnage”, “qualified person” and “Register” to section 2 of the <i>Canada Shipping Act</i> , as enacted by subsection 1(4), (d) sections 2 and 3, (e) section 16, and (f) sections 29 to 32, in force	25 Feb., 2000	SI/2000-8 Vol. 134, p. 497
Canadian Environmental Protection Act, 1999, S.C. 1999, c. 33, — sections 9 and 54, in force.....	2 Feb., 2000	SI/2000-4 Vol. 134, p. 231
— (a) sections 1 to 5, 7, 8, 10 to 53 and 55 to 80, subsections 81(1) to (6) and (8) to (14), sections 82 to 105, subsections 106(1) to (6) and (8) to (13), and sections 107 to 233, 242, 256 to 331 and 342 to 355.1, in force.....	31 Mar., 2000	SI/2000-15 Vol. 134, p. 680
(b) sections 234 to 241, in force	1 Sept., 2000	SI/2000-15 Vol. 134, p. 680
(c) subsections 81(7) and 106(7), in force.....	13 Sept., 2001	SI/2000-15 Vol. 134, p. 680
Canadian Food Inspection Agency Act, S.C. 1997, c. 6, section 31, in force	31 Mar., 2000	SI/2000-21 Vol. 134, p. 771
Civil International Space Station Agreement Implementation Act, S.C. 1999, c. 35, in force.....	1 May, 2000	SI/2000-27 Vol. 134, p. 912
Competition Act and to make consequential and related amendments to other Acts, An Act to amend the, S.C. 1999, c. 2, sections 25 to 35 and paragraphs 37(z.14) to (z.17), in force.....	27 Dec., 1999	SI/2000-1 Vol. 134, p. 139
Customs Act and the Criminal Code, An Act to amend the, S.C. 1998, c. 7, in force.....	1 May, 2000	SI/2000-25 Vol. 134, p. 910

**PROCLAMATIONS OF CANADA AND ORDERS IN COUNCIL RELATING TO THE
COMING INTO FORCE OF ACTS — 23 DECEMBER, 1999 TO 26 APRIL, 2000 — *Concluded***

—	Date in force	Canada Gazette Part II
Mackenzie Valley Resource Management Act, S.C. 1998, c. 25, Part 4 and subsections 160(2), 165(2) and 167(2), in force.....	31 Mar., 2000	SI/2000-17 Vol. 134, p. 683
Personal Information Protection and Electronic Documents Act, S.C. 2000, c. 5,		
(a) Parts 2, 3 and 4, in force	1 May, 2000	SI/2000-29 Vol. 134, p. 914
(b) Part 1, in force	1 Jan., 2001	SI/2000-29 Vol. 134, p. 914
Special Import Measures Act and the Canadian International Trade Tri- bunal Act, An Act to amend the, S.C. 1999, c. 12, in force	15 April 2000	SI/2000-24 Vol. 134, p. 909
Telecommunications Act and the Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act, An Act to amend the, S.C. 1998, c. 8, section 8, subsections 9(2) to (4) and section 10, in force.....	31 Mar., 2000	SI/2000-22 Vol. 134, p. 772

**DÉCRETS D'ENTRÉE EN VIGUEUR DES LOIS ET PROCLAMATIONS DU CANADA :
23 DÉCEMBRE 1999 — 26 AVRIL 2000**

	Date d'entrée en vigueur	Gazette du Canada Partie II
Accord sur la Station spatiale internationale civile, Loi de mise en oeuvre de l', L.C. (1999), ch. 35	1 ^{er} mai 2000	TR/2000-27 Vol. 134, p. 912
Agence canadienne d'inspection des aliments, Loi sur l', L.C. (1997), ch. 6, l'article 31.....	31 mars 2000	TR/2000-21 Vol. 134, p. 771
Concurrence et d'autres lois en conséquence, Loi modifiant la Loi sur la, L.C. (1999), ch. 2, les articles 25 à 35 et les alinéas 37z.14) à z.17).....	27 déc. 1999	TR/2000-1 Vol. 134, p. 139
Douanes et le Code criminel, Loi modifiant la Loi sur les, L.C. (1998) ch. 7,.....	1 ^{er} mai 2000	TR/2000-25 Vol. 134, p. 910
Gestion des ressources de la vallée du Mackenzie, Loi sur la, L.C. (1998), ch. 25, la partie 4 et les paragraphes 160(2), 165(2) et 167(2)...	31 mars 2000	TR/2000-17 Vol. 134, p. 683
Grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme, Loi sur les, L.C. (1998), ch. 22, l'article 29	1 ^{er} févr. 2000	TR/2000-3 Vol. 134, p. 171
Marine marchande du Canada et d'autres lois en conséquence, Loi modifiant la Loi sur la, L.C. (1998), ch. 16, a) l'abrogation des définitions de « bâtiment inscrit », « hypothèque de constructeur », « registrateur » et « règlements sur le jaugeage », à l'article 2 de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> , édictée par le paragraphe 1(1); b) le remplacement des définitions de « jauge au registre » ou « tonnage au registre », « jauge brute » ou « tonnage brut » et « navire canadien », à l'article 2 de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> , édicté par le paragraphe 1(2); c) l'adjonction des définitions de « affrètement coque nue », « jauge nette », « personne qualifiée », « Registre » et « représentant autorisé », à l'article 2 de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> , édictée par le paragraphe 1(4); d) les articles 2 et 3; e) l'article 16; f) les articles 29 à 32.....	25 févr. 2000	TR/2000-8 Vol. 134, p. 497
Mesures spéciales d'importation et la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, Loi modifiant la Loi sur les, L.C. (1999), ch. 12.....	15 avril 2000	TR/2000-24 Vol. 134, p. 909
Protection de l'environnement (1999), Loi canadienne sur la, L.C. (1999), ch. 33, — les articles 9 et 54.....	2 févr. 2000	TR/2000-4 Vol. 134, p. 231

DÉCRETS D'ENTRÉE EN VIGUEUR DES LOIS ET PROCLAMATIONS DU CANADA :
23 DÉCEMBRE 1999 — 26 AVRIL 2000 — fin

	Date d'entrée en vigueur	Gazette du Canada Partie II
— a) les articles 1 à 5, 7, 8, 10 à 53 et 55 à 80, les paragraphes 81(1) à (6) et (8) à (14), les articles 82 à 105, les paragraphes 106(1) à (6) et (8) à (13), et les articles 107 à 233, 242, 256 à 331 et 342 à 355.1	31 mars 2000	TR/2000-15 Vol. 134, p. 680
b) les articles 234 à 241	1 ^{er} sept. 2000	TR/2000-15 Vol. 134, p. 680
c) les paragraphes 81(7) et 106(7)	13 sept. 2001	TR/2000-15 Vol. 134, p. 680
Protection des renseignements personnels et les documents électroniques, Loi sur la, L.C. (2000), ch. 5,		
a) les parties 2, 3 et 4	1 ^{er} mai 2000	TR/2000-29 Vol. 134, p. 914
b) la partie 1	1 ^{er} janv. 2001	TR/2000-29 Vol. 134, p. 914
Télécommunications et la Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada, Loi modifiant la Loi sur les, L.C. (1998), ch. 8, l'article 8, les paragraphes 9(2) à (4) et l'article 10.....	31 mars 2000	TR/2000-22 Vol. 134, p. 772



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing
Public Works and Government Services
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions du gouvernement du Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9